

« UN SIECLE DE VIE LIKESIENNE »

Avertissement au lecteur du document

Le document que vous pourrez lire dans les pages suivantes est une reprise du texte écrit par Frère Hervé Daniélou pour la publication de son ouvrage «Un siècle de Vie Likésienne» publié en l'an 2000.

Frère Hervé Daniélou qui vient de nous quitter, le 23 juin dernier, a toujours souhaité faire connaître l'Histoire du Likès.

Dans une première publication destinée à une exposition, « Le Likès au 19^{ème} siècle », il en donnait les raisons :

- *« Mon attachement à ce vieux Likès dont j'ai franchi le portail pour la première fois, comme jeune élève, le 1^{er} octobre 1934, à cette « école » à laquelle je dois tant et où s'est déroulée une bonne partie de mon activité de religieux enseignant ;*
- *Mon désir d'apporter aux likésiens d'aujourd'hui, à travers cette tranche de l'histoire de leur établissement, un écho des ses origines, des ambitions et de la ténacité de tous ceux qui l'ont créé et développé, des oppositions et des obstacles qu'ils ont dû vaincre, de l'idéal humain et chrétien qui les guidait ; il m'a semblé utile de faire revivre ce passé car,*

***Comment saurions-nous ce que nous sommes
Si nous ne savons pas d'où nous venons ? »***

A chaque fois qu'il m'est arrivé de lui demander l'autorisation de publier des extraits de son ouvrage, pour le magazine « Le Likès », il m'encourageait à le faire. Dans les courriers qu'il m'adressait, il parlait toujours avec modestie de « notre bouquin » auquel je n'avais pourtant apporté qu'une collaboration au niveau du choix des illustrations iconographiques et pour la partie technique.

Le document qui suit contient uniquement le texte, sans les illustrations et surtout les nombreuses annexes qu'il a soigneusement recueillies à Quimper et à Rome et qui justifient ses propos. Ayant mis en forme les annexes et les illustrations pour l'édition, et disposant du fichier source, je verrai comment les publier à l'avenir. Même au format *.jpg ils donnent une taille trop importante pour une transmission informatique fluide.

La dernière fois que j'ai rencontré Frère Hervé, c'était pour la célébration de Saint Jean-Baptiste de la Salle, le 12 mai 2005, à la petite chapelle du Likès. Il témoignait avec beaucoup de cœur et de « voix » à sa foi dans l'éducation que nous pouvons donner à notre jeunesse.

Merci et à Dieu, Frère Hervé Daniélou.

Jean-Yves Pondaven

Frère Hervé Daniélou

UN SIECLE DE VIE LIKESIENNE

(1838-1945)

*A TRAVERS DE MULTIPLES PERIPETIES, LE REMARQUABLE DEVELOPPEMENT
D'UN ETABLISSEMENT SCOLAIRE QUIMPEROIS,
DEPUIS SES ORIGINES JUSQU'AU LENDEMAIN DU DERNIER CONFLIT MONDIAL*

SOMMAIRE

CHAPITRE 1 - QUIMPER AU DÉBUT DE LA MONARCHIE DE JUILLET	5
Physionomie d'ensemble	5
L'enseignement à Quimper vers 1835	6
Mais qui donc étaient ces "likès"?	7
Chapitre 2 - DES "LIKES" VERS "LE LIKES"	9
Laborieuses démarches: 1837	9
Aboutissement de nombreux efforts: 1838	11
Chapitre 3 - L'HISTOIRE DU "VIEUX LIKES"	13
Directorat de l'abbé Guilcher (1838-1839)	13
Directorat de l'abbé Morisset (1839-1846)	14
Directorat du Frère Charlemagne (1847-1854)	18
Première décennie du Directorat du Frère Dagobert (1854-1864)	22
Chapitre 4 - L'ARBUSTE TRANSPLANTÉ DEVIENT GRAND ARBRE (1864-1900)	26
1. La construction du nouveau Likès (1860-1864)	26
2. Extension progressive de la propriété	27
3. Les constructions nouvelles entre 1870 et 1900	29
31. Le Frère Dagobert poursuit son oeuvre de directeur-constructeur	29
32. Les soucis du Visiteur prennent le relais de ceux du Directeur	30
33. Le District se dote enfin des bâtiments nécessaires à son développement.	31
34. Le Likès termine ses constructions du XIXe siècle	32
Conclusion	34
Chapitre 5 - LA VIE LIKESIENNE AU XIXe SIECLE	35
Evolution des effectifs scolaires (1838-1906)	35
Le corps professoral	37
L'organisation des études	37
Le style d'éducation	41
CHAPITRE 6. COMME UN CHENE QU'ON ABAT	44
1900: année d'apogée	44
1ère loi anti-congréganiste: 1901	44
Le Likès de 1901 à 1904	46
2 ^{ème} loi anti-congréganiste: juillet 1904	46
Le Likès de 1904 à 1906	47
Le Likès: épilogue provisoire	49
Chapitre 7 : LE LIKES REPREND VIE ET CROISSANCE (1919-1932)	51
1. Résurrection (1919-1922)	51
Le nouveau Directeur	51
Etat des lieux	52
Organisation Pédagogique	53
La rentrée de 1919	53
La Communauté des Religieuses	54
La Société Anonyme Le Likès	54
Rentrées de 1920 et 1921	55
2 Une décennie fructueuse (1922-1932)	56
Constructions nouvelles.	56
Autres chantiers	57
Evolution pédagogique de l'école	58
Le lancement du sport au Likès	60
Le départ du frère Gautier	60

Chapitre 8 : LE PLEIN ESSOR (1932-1939)	62
Le court directorat du Frère Jean Buanic (1932-33)	62
Le Frère Louis Bengloan	62
Réorganisation de la section secondaire	63
Le Likès devient école technique reconnue	63
Aménagements et nouvelles constructions	65
Directorat intérimaire du Frère Louis Le Gallic (1935-36)	66
Publications likésiennes	67
Un regard d'ensemble sur Le Likès des années trente	68
La célébration du Centenaire en 1938 et la dernière année d'avant-guerre	71
Chapitre 9 : LE LIKES DANS LA GUERRE (1939-1945)	73
La "drôle de guerre" et l'invasion allemande	73
L'occupation allemande au Likès	75
L'école continue et prospère malgré tout	77
Le Likès dans la Résistance	80
Arrestations et évasions	82
Fin de l'occupation et libération du Likès	84
L'année scolaire 1944-45	86

Quimper, le 20 Octobre 2000

Lorsqu'il y a déjà de cela deux ans j'avais demandé au Frère Hervé DANIELOU d'écrire un ouvrage sur le LIKÈS, je me doutais bien que la tâche ne serait pas aisée.

En effet, comment résumer en moins de 10 chapitres cent ans de la vie de notre école ? (la période ici choisie va de 1838, date de la fondation du LIKÈS, à 1945).

Comment narrer le prestigieux passé et la riche histoire de notre établissement sans en oublier l'essentiel ?

Ce pari, le Frère DANIELOU l'a tenu au-delà de nos espérances.

Son livre est une mine de renseignements sur l'évolution du LIKÈS et de son environnement immédiat. Il comblera à la fois les « anciens » qui y retrouveront beaucoup de souvenirs mais aussi quelques anecdotes inédites, et les « plus jeunes » qui en apprendront un peu plus sur notre vénérable établissement.

Serge RABOT
Directeur du Likès

Chapitre 1 - QUIMPER AU DÉBUT DE LA MONARCHIE DE JUILLET

Physionomie d'ensemble

La ville de Quimper, dans les années 1830 et suivantes, n'était pas tellement différente de celle du temps de l'Ancien Régime. Tout compte fait, elle avait traversé la tourmente révolutionnaire sans trop de dommages et, contrairement à d'autres villes bretonnes (St Pol-de Léon, Tréguier, Dol, Saint-Malo), elle avait eu la chance de conserver son **siège épiscopal**. Qui plus est, l'évêché dont Quimper est désormais le centre, s'il a perdu une partie de son territoire au profit de ceux de Vannes et de Saint-Brieuc, a par contre annexé celui du Léon en son entier ainsi que trois doyennés de celui de Tréguier. Comme presque partout en France, les limites de l'évêché coïncident désormais avec celles du département.

Et justement, non seulement, Quimper reste évêché mais il est devenu, après une lutte homérique et incertaine avec Landerneau, **chef-lieu du département** du Finistère, créé par la Constituante. Ces deux fonctions administratives, civile et ecclésiastique, seront déterminantes pour le développement de la ville, tout au long du XIXème siècle.

Pourtant, entre 1830 et 1840, **la population quimpéroise** ne dépasse guère 10.000 habitants et, surtout, l'espace municipal reste plutôt exigu (192 ha), malgré l'annexion du quartier de Locmaria et de la partie de Kerfeunteun située au nord des remparts et formant le quartier du Champ-de-Foire. Quant aux communes périphériques (Kerfeunteun, Ergué-Armel, Penhars) elles sont encore essentiellement rurales et ne totalisent qu'environ 2.000 habitants à elles trois.

Puisque l'on vient de parler de remparts, notons que le Quimper des années 1830 conserve encore la presque totalité des **fortifications** qui l'entourent sur une longueur de 1500 m. Si la grosse tour située au nord et appelée paradoxalement « An Tour Bihan » (la petite tour) avait été rasée en 1766, les remparts bordant l'Odet au sud, depuis le confluent du Frouit jusqu'à celui du Steir sont pratiquement intacts, ainsi que ceux qui encadrent le pont Médard à l'ouest, et le vieux château construit vers le milieu du XVe siècle, au confluent de l'Odet et du Steir, ne sera démoli qu'en 1860.

Au point de vue monumental, la vieille cathédrale gothique, bien qu'outrageusement saccagée le 12 décembre 1793 et affectée ensuite à des usages profanes, a été rendue au culte après le Concordat de 1801. Mais ses tours du XVe siècle, coiffées toujours de « chapeaux » en forme d'éteignoirs, attendront jusqu'en 1857 pour se voir couronnées des belles flèches actuelles. L'évêché voisin, après avoir été vendu pour devenir une auberge, a été rendu à son usage primitif en 1809, et le siège épiscopal est tenu, depuis 1824, par Mgr de Poulpiquet.

Quant à la préfecture, elle est installée, depuis ses débuts, dans l'ancien hôpital Sainte-Catherine, situé de l'autre côté de l'Odet par rapport à l'évêché. Pour ce qui est de l'hôpital principal, quittant la rue Sainte-Catherine, il a été logé dans l'ancien séminaire, sur la colline de Créac'h-Euzen, au bout de la rue Gourmelen. La mairie est déjà à son emplacement actuel, dans un immeuble tout neuf, inauguré en 1830. Avant la Révolution, elle se trouvait dans une grande salle au-dessus de la chapelle municipale, dite du Guéodet (du breton "keoded" = cité), située dans la rue très pittoresque portant encore ce nom.

Mais pourquoi la municipalité a-t-elle ordonné, entre temps, la démolition de la chapelle du Guéodet, datant du début du XIII^e siècle? Il fallait, paraît-il, récupérer des pierres pour réparer le collège municipal! Cet acte de vandalisme officiel ne fut hélas pas le seul: à peu de distance de là, dans la rue Saint-François, se dressait le vieux couvent des Cordeliers (Franciscains), créé en 1232 et illustré au XIV^e siècle par le célèbre Santik Du. Abandonné à la Révolution, le couvent, avec sa magnifique église et son cloître du XIII^e servit peu à peu de carrière et, en 1843, il fut totalement rasé pour laisser la place aux halles et à des immeubles bourgeois.

Au point de vue économique, Quimper vit alors surtout de son rôle administratif et de son commerce local. Deux fois la semaine (mercredi et samedi), les paysans et paysannes des environs envahissent le Champ de Foire et les autres places de la ville pour y vendre animaux et produits du terroir, tout en s'approvisionnant en marchandises utiles chez les nombreux commerçants et artisans quimpérois.

Le port qui, par suite du blocus de Brest par la flotte anglaise, avait connu un gros développement durant les guerres de la République et de l'Empire, maintient une bonne activité et les gravures de l'époque nous montrent les nombreux sabliers, lougres, chasses-marées, goélettes et autres navires amarrés des deux côtes de l'Odet, depuis le confluent du Steir jusqu'à Locmaria. Il faudra attendre l'arrivée du train à Quimper, en 1863, pour voir baisser, peu à peu, l'activité maritime du chef-lieu, qui durera quand même pendant longtemps encore.

Vers 1830, **le système routier** desservant Quimper n'a guère changé depuis le XVIII^e siècle. La route venant de Lorient entre à Quimper par la rive gauche de l'Odet qu'elle traverse au pont Sainte-Catherine. La route vers Brest sort de la ville par la rue Royale (aujourd'hui Elie Fréron), passe au bourg de Kerfeunteun et emprunte ensuite la voie romaine vers Châteaulin. La nouvelle route de Brest, par la vallée du Froust, ne sera ouverte qu'en 1842. C'est aussi cette année-là que sera inaugurée l'actuelle route de Douarnenez avec ses nombreux lacets. Jusque-là, elle empruntait la rue de Rosmadec et le chemin de la Terre-Noire.

Après ce rapide tableau d'ensemble du Quimper des années 1830-40, il est permis d'étudier plus en détail la situation scolaire de la ville à cette époque.

L'enseignement à Quimper vers 1835

Dans le domaine scolaire, les choses ne s'étaient pas améliorées depuis l'Ancien Régime, bien au contraire. La Révolution, en supprimant d'un trait de plume les universités et les collèges, et en privant les écoles élémentaires de la plupart de leurs ressources (dîmes, octrois, etc...) avait provoqué un fameux bond en arrière, en matière d'instruction. Les efforts accomplis sous l'Empire et la Restauration ne permirent pas de rattraper le temps perdu et il faudra attendre le milieu du XIX^e siècle (avec l'effet des lois Guizot et Falloux) pour retrouver dans les campagnes et les villes, un niveau de scolarisation équivalent à celui du XVIII^e siècle.

Pour en revenir au Quimper de 1835, commençons par les **écoles de filles**. Curieusement, dans les comptes municipaux de cette époque, on ne trouve pas de trace de dépenses pour l'enseignement féminin. Tout au plus y parle-t-on de l'asile (ancêtre de nos écoles maternelles), ouvert en 1839 pour les enfants en bas âge dont les parents travaillent, et tenu par les Soeurs du Saint-Esprit au coin de la rue des Réguaires (là où se trouve aujourd'hui une école maternelle communale).

Heureusement, il existe, par ailleurs, des écoles libres de filles. Mentionnons, tout d'abord, celle des Ursulines, ouverte en 1805, dans la rue Verdelet (bâtiment actuel de la Retraite) et comprenant école primaire gratuite et école secondaire avec internat. C'est la continuation de l'établissement qu'avaient tenu ces religieuses dans le quartier de Saint-Mathieu, avant la Révolution.

Dans ce même quartier s'est ouvert, en 1817, le collège du Sacré-Coeur (actuel lycée Brizeux), à l'emplacement d'un ancien couvent de Capucins.

En 1821, à l'initiative d'une femme dévouée, Marguerite Lemaître, est créée, pour les filles orphelines ou abandonnées, une école avec internat, appelée la Providence, et transférée en 1829 dans la rue qui porte toujours ce nom.

Mentionnons enfin l'école tenue par une demoiselle Orsibal et préparant des jeunes filles au brevet d'enseignement: première amorce de l'école normale d'institutrices qui ne sera ouverte qu'une cinquantaine d'années plus tard.

En ce qui concerne les **garçons**, il y a tout d'abord le collège, situé au nord de la ville tout près des remparts. Il avait été créé par les Jésuites, en 1620, et était devenu collège ecclésiastique en 1752 (année de la suppression de la Compagnie de Jésus). Fermé à la Révolution, il avait rouvert comme collège municipal en 1811. En 1831, ce collège, qui prépare au baccalauréat classique, ne compte guère que 150 élèves. Et, en 1834, la laïcisation de son personnel enseignant entraîne une baisse de ce chiffre. Quand on pense que du temps des Jésuites, il avait compté jusqu'à 850 élèves! Pour renflouer les effectifs, on décide d'ouvrir, à l'intérieur du collège, une école primaire supérieure préparant surtout à des concours administratifs et à l'entrée aux écoles d'arts et métiers.

Néanmoins, une bonne partie des locaux situés dans la partie ouest du collège restent vides. Ils avaient été occupés, pendant une quinzaine d'années, par le petit-seminaire diocésain. Mais celui-ci venait de quitter Quimper en 1832, pour fusionner avec celui de Pont-Croix (ouvert lui-même en 1822). Ces mêmes locaux, à l'ouest du collège, avaient auparavant abrité le grand-séminaire, entre 1807 et 1816, date à laquelle il fut transféré dans l'ancien couvent des Calvairiennes, à la sortie de Quimper, sur la route de Pont-l'Abbé (actuel lycée Chaptal).

Pour ce qui est du primaire, il a fallu attendre 1824 pour voir s'ouvrir l'école communale des garçons qui s'est installée en haut de la rue du Collège (aujourd'hui rue du Lycée), dans une ancienne maison prébendale. Dès 1828, elle est confiée aux Frères des Ecoles Chrétiennes, fondés à Reims au XVIIe siècle par saint Jean-Baptiste de La Salle. Cette école, placée sous le patronage de saint Corentin s'est développée rapidement et, en 1834, elle compte 350 élèves.

Mais cette école communale gratuite est réservée aux seuls élèves de Quimper (centre-ville actuel). Ceux des autres communes (y compris Kerfeunteun, Penhars, Ergué-Armel) n'y ont pas accès. Or, la plupart des communes rurales sont alors dépourvues de véritables écoles, surtout pour les garçons, malgré la loi Guizot, votée en 1833, mais dont l'application tarde à se concrétiser. Si bien que bon nombre de garçons de la campagne, désireux de s'instruire un peu plus, viennent malgré tout à Quimper où on les désigne communément sous le nom de "likès".

Mais qui donc étaient ces "likès"?

Il existe une eau-forte du peintre quimpérois Olivier Perrin, datant de 1808 environ, et nous montrant un jeune campagnard et son père, tous deux portant le « bragou

braz » et tenant en main le fameux « penn-baz ». Ils s'approchent d'une auberge où le jeune homme qui s'avance le premier en se découvrant timidement va prendre pension, tandis que le père porte les modestes bagages de son fils et que le cheval qui les a transportés est attaché à la maison voisine. Cette scène qu'on situe aisément en bas de la rue Royale (avant sa rectification en 1822), avec comme arrière-plan la cathédrale encore démunie de ses flèches de granit, illustre bien le sort de ces garçons que les Quimpérois appelaient les "likès".

Ce mot vient du breton "lik" = laïc, dont le pluriel régulier est "likez" mais souvent francisé en "likès", "liquès" ou "liquez". Le mot "lik" était utilisé par opposition à « kloareg » (=clerc). Celui-ci faisait des études classiques au collège ou au séminaire, se préparant ainsi aux carrières ecclésiastiques, juridiques ou libérales. Les "likez", venant de la campagne, se contentaient des rudiments: lire et écrire en français, compter ... avant de retourner à la ferme paternelle.

A Quimper, on compte ainsi, vers 1835, plusieurs centaines de ces "likès". A vrai dire, leur nombre varie selon la saison: il augmente en hiver et diminue en été et en automne, quand les travaux des champs en retiennent beaucoup dans leur village. L'Historique (livre-souvenir), publié en 1938 lors du centenaire du Likès, parle ainsi de 240 de ces élèves en hiver et de 150 à la belle saison. Ils fréquentent l'une ou l'autre des huit "écoles particulières" qui sont à classe unique ou pratiquent la méthode de l'enseignement individuel. Les instituteurs, dont 6 sur 8 ont obtenu le brevet du 2e degré, sont payés par les parents qui leur versent une rétribution moyenne de 1,50 à 3 francs par mois et par élève: à titre de comparaison, les quatre Frères de l'école communale reçoivent de la ville un traitement annuel global de 1 800 francs.

En dehors des heures de classe, ces élèves sont laissés à eux-mêmes, logeant dans des auberges ou chez des particuliers. La nourriture leur est apportée par leur famille, une ou deux fois par semaine, à l'occasion des marchés. Scolairement et moralement, la situation de ces "likès" est on ne peut plus misérable et elle émeut les autorités, aussi bien civiles qu'ecclésiastiques, qui vont s'efforcer de remédier à ce lamentable état des choses. Le résultat de leurs multiples démarches sera la création de l'établissement dont ces pages voudraient relater le premier siècle d'histoire.

Chapitre 2 - DES "LIKES" VERS "LE LIKES"

Laborieuses démarches: 1837

Comme nous venons de le dire, la situation lamentable des "likès" quimpérois ne manquait pas d'émouvoir les autorités de la ville. Mais il faudra attendre l'année 1837 pour voir les choses avancer concrètement, et ceci grâce à l'arrivée d'un nouveau préfet dans le département.

Il s'agit de **Germain-Joseph, baron BOUILLÉ**, nommé préfet en 1836. Il était né à Pontivy le 5 octobre 1786, fils de Jean-Pierre Bouillé qui fut député de la sénéschaussée de Ploërmel aux Etats Généraux de 1789. A peine arrivé à Quimper, le nouveau préfet s'attache vigoureusement au développement de l'instruction dans le département. Dans un rapport du 24 août 1837, devant le Conseil général du Finistère, il tire la sonnette d'alarme. Il déplore le peu de zèle des conseils municipaux dans ce domaine mais il loue, par contre, le concours éclairé et dévoué qu'il a trouvé dans les Comités supérieurs d'arrondissement, chargés de promouvoir l'instruction primaire.

Et justement, dans une lettre adressée le 15 mars à Guizot, Ministre de l'Instruction publique, le préfet fait état d'une réunion du Comité supérieur de l'arrondissement de Quimper, au cours de laquelle M. de Carné (futur député) lui a exposé la triste situation des "likès" et a exprimé l'idée de créer pour eux une maison d'école appropriée. Cette idée a frappé le préfet et elle entraîne son adhésion immédiate. Il prend ce projet à coeur et s'efforce de convaincre le ministre d'en assurer la réalisation. Mais Guizot quitte bientôt le Ministère de l'Instruction publique et y est remplacé par de Salvandy. Le baron Bouillé s'empresse donc d'écrire à ce dernier une lettre datée du 8 mai 1837 et dans laquelle il rappelle les termes du courrier qu'il a adressé précédemment à Guizot. Le nouveau ministre répond au préfet par une lettre du 13 juin, dans laquelle il se déclare très favorable au projet d'école pour les "likès" mais il demande, avant de s'engager définitivement, « à avoir sous les yeux:

- 1° un devis des travaux d'appropriation;
- 2° un aperçu approximatif des dépenses de mobilier, de livres;
- 3° le plan d'études;
- 4° les règlements particuliers à cette école tout-à-fait spéciale ;
- 5° et enfin l'indication du nombre de pensionnaires qu'il y aurait lieu d'admettre ».

Comme on voit, le projet ne porte pas sur une simple école primaire mais sur une « école tout à fait spéciale » et son statut serait celui d'un établissement public.

Cette position du ministre est confirmée par une lettre du Recteur d'Académie de Rennes, en date du 20 juin 1837 dans laquelle le recteur se dit prêt à tout ce qui est en son pouvoir pour « *la réalisation d'un projet propre à répandre la langue française dans le département du Finistère* »

Muni de ces approbations encourageantes, le préfet s'efforce de faire avancer les choses et de répondre aux demandes concrètes énumérées ci-dessus par le ministre.

Pour ce qui est des locaux, dans sa lettre au ministre, le préfet envisageait déjà l'utilisation de la partie ouest du collège, restée vide depuis le départ du petit-séminaire en 1832. Mais comme le collège appartient à la commune de Quimper, il

faut d'abord l'accord du maire. Le préfet écrit donc à celui-ci, le 9 août 1837, pour lui demander si son conseil municipal serait d'accord sur le projet en question. Dès le début de sa lettre, le préfet déclare sans ambages: « *L'établissement à Quimper d'une école spéciale aux enfants des cultivateurs qui désirent apprendre la langue française a été décidée en principe...* »

Le maire, M. Joseph Astor¹ répond au préfet le 23 août de la même année en lui adressant un « *extrait de délibération du Conseil municipal relative au projet d'établir dans les bâtiments du collège autrefois occupés par le petit Séminaire une école primaire spéciale aux enfants des cultivateurs* ». Le conseil municipal a donné son accord pour le prêt des locaux demandés mais ne prend à sa charge ni les frais d'aménagements ni les réparations.

Celles-ci seront considérables car il s'agit d'un bâtiment vétuste et inoccupé depuis cinq ans. Aussi le préfet a-t-il, entre temps, écrit à M. Joseph Bigot, architecte du département et du diocèse, pour lui demander un devis des travaux d'appropriation à faire dans les futurs locaux de l'école spéciale.

M. Bigot répond au préfet par lettre du 14 août 1837 en lui adressant le devis des « *réparations urgentes et indispensables* ». Nous connaissons le montant de ce devis par une lettre du préfet au ministre en date du 11 novembre 1837: il est de 4 056 francs. Pour y faire face, le préfet n'a que les 1 000 francs déjà alloués par le ministre; ils seront donc loin de suffire.

Mais le préfet va de l'avant: le problème des locaux étant en passe d'être résolu, il s'attache à répondre au ministre pour ce qui est du **règlement de la future école**. Le 9 août 1837, il adresse donc au Recteur d'Académie un projet de règlement, approuvé par le Comité supérieur d'arrondissement. Celui-ci a approuvé aussi « *l'arrêté constitutif de cet établissement* ». Ces documents, après navette entre le recteur et le préfet, aboutissent à l'approbation de l'ouverture de l'école par le Ministre, lors de la séance du Conseil royal de l'instruction publique du 28 novembre 1837. Dans le procès-verbal de cette séance, figure aussi le « *règlement particulier de la dite École* ». De larges extraits en sont donnés dans l'Historique (p. 18-22). Il en ressort que:

- 1° il s'agit d'une école publique, avec conditions précises de nomination et de salaire pour le directeur et les maîtres adjoints;
- 2° mais c'est une école publique d'avant la laïcisation, avec aumônier (puisqu'il s'agit d'un internat), instruction religieuse, prières, offices ...
- 3° le programme est à la fois celui d'une école primaire élémentaire et d'une école primaire supérieure; on l'appelle: "école primaire spéciale ... affectée aux enfants des cultivateurs";

De fait, outre les matières telles que la géométrie, les sciences physiques et naturelles, l'histoire et la géographie, le dessin, l'arpentage etc... figurent explicitement: « des notions élémentaires d'Agriculture et d'Economie domestique ».

Ce règlement qui marque bien la double accentuation du futur établissement (primaire supérieur et agriculture) guidera la marche de « l'école des likès » pendant de nombreuses années.

¹ Il s'agit du Colonel Joseph Astor, maire de 1836 à 1848; son fils, Joseph Astor, sera maire à son tour, de 1870 à 1896.

Aboutissement de nombreux efforts: 1838

Dans bien des écrits, on voit marquée l'année 1837 comme date d'ouverture du Likès. De fait, le document que nous venons d'étudier est bien de novembre 1837, mais il ne s'agit que d'une ouverture de principe. La mise en place du projet demandera encore une année d'efforts à ceux qui l'ont mis en route, à commencer par le préfet du Finistère.

Celui-ci n'était pas au bout de ses peines car, disposant des locaux nécessaires et de l'approbation ministérielle, il lui fallait maintenant faire face à deux autres problèmes: celui des ressources financières et celui du personnel

Pour ce qui est des ressources, il n'y a, pour le moment que les 1 000 f accordés en 1837, par de Salvandy. Celui-ci en accorde 2 000 autres en 1838 et en promet encore autant pour 1839. Mais c'est insuffisant pour financer les réparations prévues par l'architecte Bigot et l'achat du mobilier nécessaire. Et que dire des salaires prévus pour le directeur (1 200 f. par an), pour les maîtres adjoints (600 f. chacun) et pour l'aumônier (800 f.) sans parler du reste du personnel. Certes le préfet espère que l'établissement, une fois bien lancé, pourra fonctionner avec ses ressources propres (c'est le cas de bien des établissements publics à cette époque), car, si l'enseignement doit être gratuit (Art. 18 du Règlement), les pensionnaires devront payer 25 f. par mois et les "chambriers" 5 f. (Art. 17). Mais il faut d'abord démarrer et faire face aux investissements nécessaires.

Le préfet se tourne donc à nouveau vers le Conseil général. Déjà en 1837, il avait sollicité de sa part un crédit de 4 000 f.: refus du Conseil par 14 voix contre 13 ! En 1838, nouveau plaidoyer du préfet: nouveau refus par 12 voix contre 11 !

Il ne s'agit pas de mauvaise volonté de la part des conseillers généraux, d'origine rurale presque tous, mais ils pensent que puisque l'école sera située en ville, c'est à la commune de Quimper de la soutenir financièrement. Or celle-ci, comme nous l'avons vu, non seulement refuse toute subvention mais interdit même l'accès de son école communale aux non-quimpérois. Le Conseil général ne changera d'avis que lorsque lui apparaîtra clairement l'orientation agricole du nouvel établissement.

Outre cette affaire de ressources, pour laquelle il devra se battre jusqu'à la fin de son séjour à Quimper, le préfet doit aussi résoudre la question du personnel dont il faut pourvoir l'établissement, à commencer par lui trouver un directeur. La première idée du préfet fut d'y nommer un responsable laïc, père de famille. Il s'en expliquera dans une lettre ultérieure au Recteur d'Académie. Mais le Comité supérieur de l'instruction primaire de l'arrondissement pense que, pour donner confiance aux chefs de famille, mieux vaut que la direction de l'école soit confiée à un ecclésiastique. Le préfet se rend à ces raisons. L'inspecteur départemental, M. Calloc'h, se range aussi à cet avis, après avoir d'abord soutenu la candidature, comme directeur, d'un instituteur privé de Quimper, nommé Cosmao. Il écrit donc à **M. l'abbé Guilcher**, recteur de Coatméal, qu'il avait eu occasion de rencontrer et d'apprécier au cours de ses visites d'inspection, et lui propose la place de directeur de l'école en projet. M. Guilcher lui répond par lettre du 12 août 1838, dans laquelle il déclare: « *J'accepte d'autant plus volontiers la place qui m'est offerte qu'elle est tout à fait conforme à mes goûts ...* ». Et, non seulement M. Guilcher, acceptera le poste proposé, mais il le fera « *à ses risques et périls* » c'est-à-dire en prenant à sa charge, pendant un an, la charge financière de l'établissement. Ceci règle d'un coup deux problèmes: celui du poste de directeur et celui du manque de ressources pour payer

celui-ci et ses adjoints, car les aides de l'État sont insuffisantes et le Conseil général reste encore dans une attitude négative. Par ailleurs, le comité supérieur d'arrondissement, frappé des excellents résultats obtenus par les Frères à l'école communale de Quimper, a émis le vœu qu'on fasse appel à eux aussi pour l'enseignement dans les classes de la future école.

Il va sans dire que la nomination de M. Guilcher suppose l'accord de l'évêque du diocèse. Mais celui-ci s'intéresse déjà au sort des "likès" depuis longtemps.

Il s'agit de **Mgr Jean-Marie de POULPIQUET**, évêque de Quimper depuis 1824. Il était né au château de Lesmel à Plouguerneau en 1750. Docteur en Sorbonne et recteur de sa paroisse natale, il a dû, pour refus du serment constitutionnel, s'exiler en Angleterre pendant la Révolution. A peine établi sur le siège épiscopal de Quimper, il a agi pour que l'école communale y soit confiée aux Frères des Ecoles Chrétiennes, ce qui fut fait en 1828. Rien d'étonnant donc qu'il soit intervenu, dix années plus tard, auprès du Supérieur général des Frères pour que ceux-ci acceptent d'enseigner dans l'école spéciale en projet. Nous avons le texte de la lettre qu'il écrit dans ce but le 17 août 1838. Il y parle de « *l'ecclésiastique vertueux et éclairé qui se charge avec plaisir de la direction de la maison* » et sollicite du Supérieur, deux Frères comme maîtres adjoints. Dans sa réponse, dont nous avons le brouillon, le Frère Anaclet, Supérieur général, donne un oui de principe mais reporte sa décision après la rentrée d'octobre, dans l'espoir qu'il pourra alors disposer des deux Frères demandés. Une réponse analogue est donnée à une lettre du curé de la cathédrale, M. le chanoine Nédélec, qui précède de peu celle de l'évêque.

Finalement, après toutes ces démarches qui s'étaient étalées sur près de deux années, l'établissement s'ouvre en novembre 1838, par décision de l'Inspecteur Calloc'h et avec l'accord du Comité supérieur de l'arrondissement. Il porte le nom d' « *école spéciale pour les enfants de la campagne* », mais il est tout de suite appelé « *école des likès* », en attendant de devenir « *Le Likès* » tout court. Dès l'ouverture, il compte 60 élèves, tous chambriers, répartis en deux classes, avec sans doute plusieurs divisions par classe. D'après l'Historique (p. 161), la première de ces classes est axée sur « l'étude du français par le breton », et l'autre sur l'enseignement agricole.

Mais cette rentrée s'est faite sans les Frères. Pourtant le remplacement, comme Supérieur général, du Frère Anaclet, décédé, par le Frère Philippe qui avait fait ses premières armes à Auray, en Bretagne, avait débloqué la situation; mais l'arrivée des deux Frères annoncés se trouva retardée par des questions financières, comme l'explique l'inspecteur dans sa lettre au Recteur d'Académie, en date du 24 novembre 1838

Enfin, le 11 décembre, les deux Frères sont là: il s'agit du **Frère Préside** (Joseph Talfumion) et du **Frère Cagnion**. Ils feront partie de la communauté de l'école communale voisine (qui compte déjà cinq autres Frères). Journallement, ils traverseront la rue Jacquelin et longeront le collège municipal pour accéder au nouvel établissement où les attendent leurs élèves.

Chapitre 3 - L'HISTOIRE DU "VIEUX LIKES"

Quand, au XIXe siècle, on mentionnait le "vieux Likès", il s'agissait de cette période de 26 ans (1838-1864) pendant laquelle il fut logé dans la partie ouest du collège municipal, mais en fonctionnant d'une façon tout à fait indépendante de celui-ci.

Une vieille photo, nous donne une idée des bâtiments alors occupés par « l'école des likès ». Le fait que les flèches de granit de la cathédrale y figurent, en fond de tableau, prouve que le cliché est postérieur à l'année 1857. Il nous montre un bâtiment tourné vers l'ouest et dont le style fait penser à la fin du XVIIe ou au début du XVIIIe siècle. Avec les mansardes, il compte quatre niveaux. La cour sur laquelle jouent les élèves est plantée d'arbres et au coin gauche, en bas, on distingue le parapet interne du rempart séparant l'école du Champ de Foire. Ce rempart, d'une largeur de plus de 3 m, servait à l'occasion de cour de récréation et il était percé d'une porte (aujourd'hui bouchée mais encore visible) permettant aux élèves de se rendre sur la place. L'accès normal de l'école se faisait par la petite rue Saint-Antoine, en prolongement de la rue de Kergariou.

Ces 26 premières années de l'histoire likésienne sont marquées par quatre directoirats: ceux de deux ecclésiastiques et de deux Frères.

Directorat de l'abbé Guilcher (1838-1839)

Voici donc M l'abbé Guilcher à pied d'œuvre en ce mois de novembre 1838 En attendant l'arrivée des Frères, il a dû se faire aider, à titre provisoire, par quelques maîtres laïcs pour encadrer les quelques 60 élèves qui l'entourent et dont il est à la fois le directeur, l'économiste et l'aumônier. Un peu avant la mi-décembre, les Frères prennent en mains les deux classes existantes. La meilleure entente règne entre le prêtre et les deux religieux, comme en témoigne une lettre du préfet. A eux trois ils gagnent vite la confiance des familles et le nombre des élèves augmente rapidement pour atteindre la centaine en fin décembre 1838.

Toutefois M. Guilcher, en prenant l'établissement « *à ses risques et périls* », c'est-à-dire en devant assumer toutes les dépenses courantes, y compris le salaire des maîtres et le sien, s'est mis une lourde charge sur le dos. Pour y faire face, il n'a que les contributions des familles (5 f. par mois pour les chambriers et 25 f. pour les pensionnaires, ceux-ci peu nombreux au début). Les premières aides de l'Etat ont été largement absorbées par les frais d'aménagement et de réparations, sans parler des achats indispensables. Bref, dans l'attente d'autres aides publiques, il faut qu'un groupe de personnalités quimpéroises, dont le préfet lui-même, lui avance un prêt de 3 000 francs.

Mais le nouveau directeur est confronté à un autre problème: l'article 3 du Règlement approuvé par le ministre et qui est la charte de l'établissement, prévoit que le directeur soit muni du brevet supérieur. M. Guilcher qui a fait des études classiques et théologiques ne possède pas ce titre. Par suite de l'absence du préfet au moment de l'ouverture (il s'était rendu à Rennes et à Paris), cette question de diplôme a été laissée en suspens. Mais le Recteur d'Académie y revient, à plusieurs reprises, dans ses lettres. Il est d'abord convenu que M. Guilcher se présente sans tarder aux épreuves de l'examen en question. Mais, fatigué et malade, il demande à en être exempté dans une lettre adressée au préfet et il souhaite que le Frère Préside qui possède un brevet du 2nd degré, antérieur à la loi du 28 juin 1833 créant le brevet

supérieur, soit chargé de la direction de l'école, lui-même y gardant les fonctions d'économe et d'aumônier. Le préfet accepte cette suggestion et écrit au recteur dans ce sens: lettre du 15 décembre 1838. L'affaire traîne en longueur par suite du changement de Recteur d'Académie et ce n'est que le 8 avril 1839 que le Frère Prévost est nommé directeur, et encore à titre provisoire. En fait, il sera ce qu'on appelle « directeur académique », chargé de signer les documents officiels, la responsabilité réelle de l'établissement restant entre les mains de M. Guilcher. Pareille situation s'est maintes fois retrouvée au cours de l'histoire du Likès.

Notons, par ailleurs, une intervention de **M. de Carné**, député, auprès du Supérieur général, pour obtenir:

- 1° un troisième Frère pour la prochaine rentrée;
- 2° que les Frères se chargent de l'internat (outre leur classe);
- 3° qu'ils prennent la direction effective de l'établissement.

La réponse, en date du 27 mai 1839, est faite par un Assistant du Supérieur général et elle se résume en deux mots: oui à la première question et non aux deux autres.

La démarche de M. de Carné avait certainement été faite à la demande de M. Guilcher, car celui-ci écrira au député pour qu'il intervienne de nouveau auprès du Supérieur à propos des deux points qui avaient reçu une réponse négative: lettre du 27 juillet 1839. C'est le dernier document que nous possédions de la main de ce bon prêtre dont le dévouement aura permis à l'école de s'ouvrir et de bien démarrer.

Elle continue d'ailleurs à prospérer et le nombre d'élèves atteint 108 en mai 1839. Au terme de l'année scolaire, le préfet, entouré de nombreuses personnalités, est heureux de présider, le 10 juillet, à la première distribution des prix dans cette école dont il est le véritable créateur. Il fera allusion à cette séance des prix dans son intervention du mois d'août suivant auprès du Conseil général, pour obtenir l'appui financier de celui-ci. Le préfet y souligne combien il a été fortement impressionné par les remarquables résultats obtenus par les élèves, après seulement 8 mois de présence.

Malheureusement, au cours de cet été 1839, M. l'abbé Guilcher meurt, laissant ouverte, une fois de plus la question de la direction effective de l'école car la deuxième démarche de M. de Carné s'est heurtée au même double refus que la première. Une fois encore c'est un ecclésiastique, M. l'abbé Morisset, qui va permettre de résoudre le problème.

Directorat de l'abbé Morisset (1839-1846)

Par un courrier de l'inspecteur départemental, en date du 14 novembre 1839, nous apprenons que le Comité supérieur d'arrondissement s'est réuni, à la suite du décès de M. Guilcher, pour trouver un nouveau directeur à l'école des likès. L'autorité ecclésiastique présente un candidat qui est agréé (Doc. n°20). Par une lettre du préfet au Recteur d'Académie, datée du 10 décembre 1839, nous apprenons que l'ecclésiastique en question est **M. l'abbé Morisset**, précédemment recteur de Lognonna-Daoulas.

Mais, pour lui, comme pour M. Guilcher, se pose la fameuse question du brevet supérieur et le Recteur d'Académie n'a pas manqué de rappeler la chose au préfet. Et comme M. Morisset n'a pas le diplôme demandé, en attendant qu'il l'obtienne éven-

tuellement, c'est le Frère Préside qui reste provisoirement directeur académique: un provisoire qui va durer jusqu'à la fin de 1846.

Il a d'ailleurs dû assurer la direction effective de l'établissement dans l'intervalle entre le décès de M. Guilcher et l'arrivée de M. Morisset. Nous possédons en effet une lettre du Frère Préside, datée du 23 octobre 1839, et adressée au préfet, auquel il signale les exigences des héritiers de M. Guilcher, concernant les biens du défunt. Le préfet répond le jour-même, en donnant au Frère Préside tout pouvoir pour représenter l'administration dans la séparation des biens personnels du défunt de ceux qui appartiennent à l'école. Cet échange de courriers montre que le préfet reste bien le pivot du dispositif mis en place pour maintenir et développer l'école.

Mais M. Morisset prend son poste en novembre (les "likès", en raison des travaux d'automne à la campagne, ne rentraient guère avant la Toussaint) et par lettre du 19 de ce mois-là, il s'adresse au préfet pour que celui-ci l'appuie auprès du maire afin d'obtenir la jouissance d'un local supplémentaire du collège, où il voudrait installer un nouveau dortoir de 50 lits. Le préfet intervient en effet auprès du maire qui, après délibération du conseil municipal, donne son accord, la préfecture prenant en charge les travaux de réparation nécessaires.

Ce besoin de disposer de davantage de place est la conséquence de l'accroissement du nombre d'élèves: l'effectif atteint 150 en décembre 1839, ce qui prouve que le changement de directeur n'a pas affecté la confiance des familles. Mais qu'en est-il du troisième Frère dont la promesse avait été faite à M. de Carné? En fait ce 3^{ème} Frère n'arrivera qu'en 1843, car, comme l'explique le préfet, dans une lettre au Recteur d'Académie, datée du 23 décembre 1839: « *la situation financière de l'établissement ne lui permet pas de pourvoir, quant à présent, aux frais d'installation d'un troisième frère* ». Il ne s'agit pas ici du salaire (600 f. par an) mais de la couverture des dépenses (voyage, mobilier, chambre) que demandait habituellement le Frère Supérieur général lors de la nomination d'un Frère dans une maison. On sait qu'en 1838, ces frais avaient atteint 3 800 francs pour deux Frères. Aussi le préfet propose-t-il au recteur, comme solution d'attente, la nomination provisoire d'un autre ecclésiastique de Quimper, l'abbé Yves Dingant, comme maître adjoint. Nous ne savons pas quelle suite fut donnée à cette proposition du préfet.

Le fait marquant du directorat de M. Morisset est la création d'une **chaire officielle d'agriculture**. Nous avons vu que, dès l'origine de l'école, des cours d'agriculture étaient donnés dans la classe supérieure. Il s'agissait pour le moment de cours théoriques. Mais déjà, à la distribution des prix du 31 juillet 1841, le préfet est frappé de voir les résultats obtenus auprès des élèves qu'on « *entendit raisonner sur les différentes espèces de terrains, les assolements, et expliquer la composition et le mécanisme des principaux instruments aratoires* » (cf. Historique p.33). Les familles présentes en sont très impressionnées et le préfet voit tout de suite le profit que l'agriculture du Finistère et au-delà peut en tirer. Aussi entreprend-il, en 1842, des démarches auprès des Ministres de l'Agriculture et de l'Instruction publique en vue de la création, au sein de l'école, d'une chaire officielle d'agriculture.

Ces appels aboutissent: le Ministre de l'Agriculture fonde la chaire à compter du 1er mai 1843, y nomme un professeur titulaire, M. Clément Olive, dont le salaire est pris en charge par l'Etat et par le département, et fait louer une ferme, à Kermahonnet, en Kerfeunteun, pour les travaux d'application de ces cours agricoles. Nous aurons l'occasion d'y revenir car, pendant plus d'un siècle, Le Likès jouera un rôle primordial dans le développement de l'agriculture de l'ouest breton.

Les années 1843 et 1844 n'ont guère laissé de traces dans les archives likésiennes. Un troisième Frère est arrivé à la rentrée de 1843 et l'école fonctionne bien, à la satisfaction de tous. Mais, à partir du début de l'année 1846, la santé de M. l'abbé Morisset commence à inspirer des inquiétudes. Il s'adjoint un autre prêtre, l'abbé Fromentin, pour l'aider dans ses multiples tâches; mais on entrevoit déjà pour lui une issue fatale et on se préoccupe d'assurer sa succession à la tête de l'établissement.

Il y a quelqu'un de tout proche qui suit la situation, avec attention et intérêt. Il s'agit du **Frère Dagobert**, directeur de l'école communale voisine et de la communauté dont font partie les Frères de l'école spéciale. Le 7 mai 1846, il écrit au Frère Leufroy, Visiteur de Nantes (dont dépend alors Quimper) pour lui dire que M. Morisset est très malade et qu'il faudra sous peu pourvoir à sa succession; il faudrait, dit-il, que les Frères, cette fois-ci, acceptent de prendre la responsabilité de l'école spéciale. Il fait aussi état d'une réunion du Comité supérieur où ont été évoquées la maladie de M. Morisset et sa succession éventuelle. Le préfet, lui-même, a pris contact avec le Frère Dagobert à ce sujet: aussi bien le préfet que le Comité souhaitent que les Frères prennent la direction effective de l'établissement. Le Frère Dagobert se permet donc d'insister dans ce sens: « *Nous l'avons payé cher de ne l'avoir pas accepté lorsqu'il fut offert aux Frères il y a sept ans ...* »; il fait ici allusion aux nombreuses difficultés et frictions surgies depuis quelque temps, entre M. Morisset et ses adjoints. Cependant le Frère Dagobert déconseille de nommer le Frère Préside au poste de directeur effectif.

Non content d'écrire au Frère Visiteur, le Frère Dagobert s'adresse directement aussi au Frère Philippe, Supérieur général, dans une lettre aux termes semblables à la précédente et il y joint le billet qu'il a reçu du préfet. A la lecture des courriers du Frère Dagobert, on voit bien que prendre la responsabilité de l'école ce n'est pas seulement y nommer un directeur mais aussi se charger de la gestion, de l'internat etc... ce qui demanderait au moins sept Frères, y compris les trois qui y enseignent déjà.

Détail intéressant, il ajoute, à la demande du préfet, qu'il serait bon qu'il y ait parmi ces Frères un certain nombre sachant le breton, pour de meilleurs contacts avec les élèves et les familles.

La machine est lancée : le Frère Leufroy écrit au Frère Supérieur général, le 10 mai 1846, pour appuyer la demande du Frère Dagobert. Mais celui-ci a déjà fait part au préfet de ses démarches et il recopie sa lettre au préfet dans celle qu'il adresse de nouveau au Supérieur général le 16 mai. On apprend ainsi que le Frère Supérieur a fait répondre au Frère Dagobert, dès le 12 mai, par l'un de ses Assistants, le Frère Benoît: la réponse est un oui de principe mais il reste bien des questions à régler. On apprend également que le préfet va lui-même écrire au ministre.

L'année scolaire se termine. Une fois encore, le préfet préside la séance des prix et il forme les meilleurs vœux pour le rétablissement de la santé de M. Morisset. Mais celui-ci décède le 25 novembre 1846, juste après la nouvelle rentrée scolaire. Cette fois-ci, il y a urgence et le préfet écrit directement au Frère Supérieur général et, en lui rappelant la réponse faite au Frère Dagobert le 12 mai, il lui demande s'il est prêt à y donner suite. Le préfet précise que les Frères devraient prendre l'établissement dans les mêmes conditions que les deux prédécesseurs, c'est-à-dire « à leurs risques et périls ». Il rappelle aussi qu'il y a un Règlement spécial, approuvé

par le ministre en 1837 et qui reste en vigueur. Il suggère enfin la candidature du Frère Préside comme directeur effectif.

En attendant, celui-ci assure l'intérim comme il l'a fait en 1839, après le décès de M. Guilcher. Dans sa réponse, dont nous possédons le brouillon, le Supérieur général confirme la promesse qu'il a faite de prendre la responsabilité de l'établissement. Mais il pense qu'il faudrait d'abord obtenir l'autorisation ministérielle. Le préfet s'en charge et par lettre du 12 janvier 1847, il fait connaître au Supérieur général l'approbation ministérielle et il ajoute: « *Rien ne me paraît s'opposer maintenant, Monsieur le Supérieur, à l'organisation du personnel de l'établissement et j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir y procéder dans le plus court délai possible* ».

Les choses iront désormais très vite car le Supérieur général et le Visiteur ont déjà pris leurs dispositions. Le Frère Dagobert a quitté Quimper à la rentrée de 1846 (nous l'y retrouverons en 1854 comme directeur du Likès). Il est remplacé à la tête de l'école communale par le **Frère Charlemagne** mais ce n'est que pour quelques mois. En effet, le Frère Visiteur a décidé, contrairement au souhait du préfet mais conformément à l'avis du Frère Dagobert, de ne pas nommer le Frère Préside à la tête de l'école spéciale: il y aura permutation entre lui et le Frère Charlemagne, celui-ci prenant la charge des "likès" et le Frère Préside celle de l'école communale. Dans sa lettre au préfet, datée du 4 février, le Frère Leufroy fait part à son correspondant de la nécessité d'une communauté de 9 Frères au total pour prendre complètement en charge l'école spéciale. Il en profite pour se plaindre que l'école primaire supérieure, dépendant du collège, occupe indûment deux pièces qui ont été données à l'usage de l'école des likès. Or l'installation d'une communauté de 9 Frères entraîne un besoin de nouveaux locaux. Il y a aussi la question de la dette de 3 901 francs à payer aux héritiers de M. Morisset, montant de l'inventaire du mobilier appartenant au directeur défunt et mis à l'usage de l'établissement (cf. Historique p. 34-36).

Finalement le 14 février 1847, le Frère Charlemagne est nommé directeur de l'école des likès et de la nouvelle communauté créée. Celle-ci quitte les locaux de l'école communale et s'installe au sein de l'établissement dont elle a la pleine charge. Une première page est tournée dans l'histoire de celui-ci.

Un siècle de directorat

1. Frère Charlemagne (1847-54).
2. Frère Dagobert (1854-76)
3. Frère Conrad-Marie (1876-81)
4. Frère Cvrille-de-Jésus (l 881-87)
5. Frère Cyrille-des-Anges (1887-1901)
6. Frère Colman-de-Jésus (1901-04)
7. Frère Donan-Anselme (1904-06)
8. Frère Yves Le Gall (1919-22)
9. Frère Joseph Gautier (1922-32)
10. Frère Jean Buanic (1932-33)
11. Frère Louis Bengloan (1933-35 et 1936-40)
12. Frère Joseph Salaün (1940-44)
13. Frère François Le Bail (1944-47).

Directorat du Frère Charlemagne (1847-1854)

Le Frère Charlemagne est le premier Frère à assumer la direction effective du Likès. Il est aussi le premier directeur dont nous possédions la photo. Celle-ci correspond bien au portrait moral qui est donné de lui: « *Volonté énergique, remarquable esprit d'observation, ponctualité mathématique, égalité de caractère, autorité calme et ferme...* » (Historique, p. 35). Avec de telles qualités, l'école est entre de bonnes mains. Certes les difficultés ne manqueront pas et nombreux seront les problèmes qui lui seront posés. S'il n'arrivera pas à les résoudre tous, il aura au moins le mérite d'en préparer la solution, laissant à son successeur le soin de mener celle-ci à bon terme.

Il y a d'abord la question des **ressources financières**: comme ses prédécesseurs, le Frère Charlemagne doit assumer la gestion de l'établissement « à ses risques et périls », c'est-à-dire, qu'à part les cours agricoles qui sont financés par l'autorité publique, il lui faut, avec l'argent que lui versent les familles, faire face à toutes les dépenses de fonctionnement de l'internat comme des classes. De plus, l'installation de la nouvelle communauté et la prise en charge de la succession Morisset entraînent de nouvelles dépenses considérables. Sensible à l'appel lancé à ce propos par le Frère Visiteur, le préfet, toujours aussi dévoué à la cause de cet établissement qui est vraiment le sien, écrit au Ministre de l'Instruction publique pour solliciter un secours extraordinaire (la dernière subvention de l'Etat remontant à 1840). Le député, M. de Carné, appuie cette démarche à laquelle le ministre répond, le 27 mai 1847, par un secours de 3 000 f. versés à la commune de Quimper pour « *concourir aux frais d'appropriation d'un local destiné à l'école des Likès ...* ».

Un autre problème lancinant, c'est celui du **manque de place**. Le nombre d'élèves atteint désormais 155 (30 pensionnaires, 115 chambriers, 10 externes), répartis en quatre classes. Pendant tout son directorat, le Frère Charlemagne luttera pour donner davantage d'espace à son établissement, à mesure qu'augmentera le nombre d'élèves et de classes.

En attendant, il n'y pas que le matériel qui compte. Dans une école chrétienne le **spirituel** a aussi une grande importance. Nous possédons, à ce sujet, le brouillon au crayon d'une lettre adressée par le Frère Visiteur Leufroy à l'Evêque de Quimper: celui-ci n'est plus Mgr de Poulpiquet, décédé en 1840, mais Mgr Graveran, le constructeur des flèches de St-Corentin. Dans cette lettre du 7 février 1847, le Frère Visiteur souhaite que M. l'abbé Fromentin, qui aidait l'abbé Morisset, continue, au moins provisoirement, comme aumônier de l'école. Il soumet par ailleurs, au chef du diocèse un autre problème: l'école ne disposant que d'une toute petite chapelle, à l'usage principal de la communauté des Frères, les élèves doivent, pour les offices dominicaux, se rendre à la chapelle du collège (débaptisée aujourd'hui « *auditorium* ») où ils sont placés au fond, derrière les collégiens « *dont la conduite et la tenue ne peuvent que les mal influencer* ». Le Visiteur demande donc en conséquence que l'abbé Fromentin soit autorisé à dire, dans cette chapelle, une messe à part pour les élèves de l'école spéciale.

A peine le Frère Charlemagne a-t-il la barre en mains, qu'il tient à porter à la connaissance des familles et du public la prise en charge de l'établissement par les Frères. Il rédige un prospectus, approuvé par le préfet, et qu'on trouve reproduit dans les pages 39 et 40 de l'Historique. Dans ce document sont rappelées l'origine et l'histoire récente de « *l'école primaire spéciale pour les enfants de la campagne* » ainsi que les principes éducatifs qui la guident, les études qu'on y fait etc ... On voit

aussi que les prix de pension n'ont guère augmenté depuis le « Règlement ministériel » de 1837: 77,25 f. par trimestre pour un pensionnaire et 18,25 f. pour un chambrier. Outre ce prospectus, à l'usage des futurs élèves, le directeur adresse aux recteurs des paroisses une lettre spéciale, datée du 12 février 1847, pour leur recommander son établissement.

C'est donc une œuvre promise à de nouveaux développements que vient, une fois encore, visiter le préfet Bouillé, lors de la distribution des prix de juillet 1847. Le remarquable discours qu'il fait à cette occasion et qu'on retrouve dans l'Historique (p. 43-45) nous montre un homme très à l'aise dans une école qui lui doit l'existence et heureux de la voir désormais en bonnes mains. C'est la dernière fois que nous trouvons trace dans nos archives du **Baron Bouillé**, car bientôt la Révolution de février 1848 et le changement de régime qui en résulte vont entraîner son départ de Quimper. Mais il pouvait quitter le Finistère, fier de son inlassable labeur en faveur de l'instruction populaire, et fier, entre autres, de cette « école des likès » qu'il a mise sur rails et soutenue à travers mille difficultés. Sa carrière administrative n'était pas finie et il devait mourir à Saint-Brieuc le 30 mai 1882, à l'âge de 96 ans. Il aura pu, au soir de sa longue vie, recueillir les échos de l'important développement (760 élèves en 1876) pris par ce Likès qui fut en grande partie son oeuvre. Notre établissement peut, à juste titre, le considérer comme son premier Fondateur et si aucun portrait de lui n'a jamais orné nos couloirs ou nos salons, c'est simplement parce qu'on n'en a pas trouvé. Les démarches faites ce sujet en 1938, à l'occasion du centenaire du Likès, sont restées vaines, comme en témoigne la lettre reçue alors des descendants du Baron Bouillé. D'autres recherches que nous avons effectuées en 1995 sont, elles aussi, demeurées sans résultat. Mais, à défaut de connaître les traits de son visage, puissent les likésiens d'aujourd'hui et de demain conserver avec gratitude le souvenir de son action dévouée et efficace.

A la rentrée de l'automne 1847, le nombre d'élèves passe brusquement à 232 et il atteindra 287 un an plus tard. Pour faire face à cet afflux, à défaut de pouvoir agrandir sur place, le Frère Charlemagne va louer des maisons à l'extérieur: d'abord la « maison Palud », puis d'autres.

Mais ce ne sont là que des palliatifs. Il faut trouver des solutions plus adéquates. Plusieurs possibilités sont envisagées. Dans une lettre adressée au préfet, le 28 février 1848, le maire en évoque deux: transfert éventuel de la **prison**, située à l'ouest de l'école, et affectation à celle-ci des bâtiments ainsi libérés; transfert de l'école **dans l'abbaye de Locmaria**, occupée par l'armée. Mais aucun de ces deux projets n'aboutit, si bien qu'on pense à construire sur place. Le plan qui figure dans l'Historique (p. 48 bis), signé de Bigot, architecte départemental, et daté du 22 juillet 1849, prévoit la construction de deux bâtiments: le premier, le long du rempart, comporterait un préau surmonté d'une chapelle, et l'autre, perpendiculaire au premier et empiétant quelque peu sur le jardin de la prison des femmes, abriterait 6 classes et 2 dortoirs. Un devis, établi à la même époque, et à la demande du préfet, décrit par le détail les travaux envisagés et estime leur coût à 28.500 f.

Mais là, deux obstacles surgissent: trouver l'argent nécessaire et obtenir l'accord du conseil municipal de Quimper pour construire sur un terrain communal. Le nouveau préfet s'attaque sans tarder à ces deux problèmes. Il commence par appuyer une demande faite par le Frère Charlemagne, auprès du Ministre de l'Instruction publique, de Falloux, pour que celui-ci prenne en charge, en attendant, la location d'une nouvelle maison. Il s'agit d'un immeuble appartenant à un certain M. Robert, em-

ployé des ponts et chaussées. Le ministre, qui était déjà intervenu auprès de son collègue à la guerre, au sujet de la caserne de Locmaria, répond par lettre du 29 mai 1849, en demandant, avant tout engagement de sa part, un rapport sur la situation administrative de « l'école chrétienne dite des Likès ». Dans sa réponse du 4 juin, le préfet déclare, entre autres, qu'il s'agit d'une « école privée subventionnée ». Puis il parle du projet de construction dressé par Bigot, dont le financement pourra être pris en charge par le Conseil général. Mais ceci demandera du temps et *« c'est pendant cette période que j'ai l'honneur de vous prier, Monsieur le Ministre, de prendre à la charge de votre ministère les frais de location de la maison affermée par le directeur de l'école des Likès »*.

Ensuite le préfet s'adresse au maire pour obtenir l'autorisation de construire les bâtiments prévus. Le conseil municipal délibère sur cette demande et répond par un refus poli, enrobé de regrets et de considérations oiseuses. Cette réponse met le préfet en fureur et c'est une véritable mercuriale qu'il adresse au maire. On y relève, entre autres, ces deux phrases: *« Je commence à comprendre qu'il est inutile désormais de lutter pour arriver au maintien de la création la plus belle que nous ayons dans le Finistère ... »* et *« Au surplus, dans mon opinion, la question est ainsi posée aujourd'hui: les Likès doivent-ils, ne doivent-ils pas exister? »...*

On peut en effet se demander, avec le successeur du Baron Bouillé, si l'existence même de l'établissement ne s'est pas trouvée mise en danger, dans ces années 1849 et suivantes. D'un côté, la confiance croissante des familles, mais d'autre part, l'exiguïté criante des locaux et l'impossibilité d'y porter remède. Heureusement qu'apparaîtra bientôt un élément nouveau qui va assurer définitivement l'avenir: c'est la création, par l'Institut des Frères, du District de Quimper.

Jusqu'à-là, les écoles tenues par les Frères dans toute la Bretagne dépendaient du District (ou province) de Nantes. Vu leur nombre croissant, le Frère Philippe, Supérieur général, décide, en 1851, de créer une nouvelle division administrative, appelée **District de Quimper** et regroupant les maisons de Bretagne occidentale (Finistère, Côtes-du-Nord et Morbihan). On peut se demander pourquoi Quimper? En effet, l'une ou l'autre des villes de Brest, Lorient, Vannes ou St-Brieuc, où les Frères ont également des écoles populeuses, pouvait également prétendre à être le centre du nouveau District.

Nous pensons que le choix qui est fait tient à deux raisons: l'existence de l'école des Likès et la personnalité de son directeur. En effet, dans les autres villes précitées, il s'agissait de simples écoles primaires, fort prospères d'ailleurs. Le Likès débordait largement ce cadre et présentait de grandes possibilités d'avenir. Quant au choix du futur Visiteur (ou provincial), le Frère Charlemagne avait pour cela toutes les qualités requises et il connaissait bien le pays. En le choisissant comme Visiteur, les supérieurs faisaient d'une pierre deux coups: ils permettaient au nouveau District de bien démarrer et, en même temps, ils assuraient l'avenir du Likès dont le Frère Charlemagne resterait le Directeur, en cumulant donc les deux charges. En effet, dans chaque District, à cette époque, on trouvait, à côté des nombreuses écoles primaires, le plus souvent communales, un établissement central plus important, avec internat et des classes dépassant le niveau élémentaire, soit secondaires, soit professionnelles, soit primaires supérieures. Le rôle de cet établissement plus important, souvent appelé « Le Pensionnat », était de permettre de garder les meilleurs élèves, après leur scolarité primaire, et aussi de procurer au District en question une bonne partie des ressources dont il avait besoin pour ses maisons de for-

mation et de retraite. Car, si les écoles primaires étaient gratuites, les « pensionnats » étaient payants et pouvaient donc, en étant bien gérés, aider au fonctionnement financier du District. C'est le rôle qui va désormais être confié au Likès.

Cela entraînera pour celui-ci deux conséquences: d'abord l'établissement pourra prendre son essor en se libérant du carcan matériel que constituaient les locaux qu'il avait jusque-là occupés; mais, par contre, son sort sera désormais lié, et pour longtemps, à celui du District: les terrains que va acheter l'Institut des Frères à Quimper seront à la fois pour l'école et pour la Maison provinciale (juvénat, noviciat, scolasticat, maison de retraite). De même pour les bâtiments: il suffit de jeter un coup d'oeil sur une photo de la fin du XIXe siècle, pour voir combien Le Likès se trouvait alors enclavé par des bâtiments, situés au sud et à l'ouest, dont il n'avait pas la jouissance, et il faudra attendre 1955 pour qu'il soit libéré totalement de ce nouveau "carcan". Mais n'anticipons pas et revenons à 1851.

La Maison-Blanche. Il existe au musée des Beaux-Arts de Quimper un tableau peint par Olivier Perrin vers 1821-25. Il nous offre une vue du Champ-de-Foire (aujourd'hui place de la Tourbie), prise du haut des remparts en regardant vers le nord. L'artiste s'en est donné à coeur joie en y peignant de nombreux groupes de paysans et de paysannes, portant différents costumes de Cornouaille. Mais ce qui nous intéresse, c'est le haut du tableau: on y voit bien le cimetière Saint-Louis avec sa chapelle et, vers la droite, une auberge et ses dépendances. Cette auberge, bien placée au coin du Champ-de-Foire et de la rue de Brest (aujourd'hui rue de Kerfeunteun), doit son nom de « Maison-Blanche » à sa couleur. Elle se présente comme une solide bâtisse avec rez-de-chaussée, étage et mansardes. Quant aux dépendances, elles semblent assez vastes mais modestement bâties. Cette maison va jouer un rôle important dans l'histoire du Likès. Une autre maison, un peu à gauche de la précédente, pourrait bien être, d'après le cadastre, la maison Palud déjà mentionnée ci-dessus.

Au début de 1851, l'auberge est fermée, par suite d'un décès, et la maison est mise en location. Le Frère Charlemagne, toujours à l'affût d'espace vital pour son école, la loue et y installe des dortoirs. Sans doute voit-il plus loin et a-t-il déjà d'autres projets d'avenir sur cette maison et les vastes terrains qui l'entourent, bien situés sur la hauteur, à la sortie immédiate de la ville. En attendant, il lui faut mener de front sa double tâche de Directeur et de Visiteur. Dans une lettre qu'il adresse au Frère Supérieur général, il est question, non seulement de la nouvelle location, mais de l'ouverture d'un noviciat pour le nouveau District. Ce noviciat occupera une maison (dite « maison Hostiou ») située à l'angle nord-ouest du Champ de Foire, avec pignon donnat sur la rue Olivier Perrin.

Pour faire face à l'afflux des élèves, de nouvelles classes ont été ouvertes: une 5e en 1850, une 6e en 1851. Le nombre des Frères augmente en proportion: de 9 en 1847, il passe à 18 en 1853, y compris les responsables du noviciat, car, à cette époque, c'est la même communauté pour le noviciat et pour l'école. Les novices, même s'ils logent dans une maison à part, reçoivent dans l'école une certaine formation pédagogique, en y faisant des stages sous la conduite de maîtres chevronnés.

En 1854, le Frère Charlemagne voit enfin se présenter l'occasion qu'il attendait sans doute depuis longtemps: **la Maison-Blanche est mise en vente**, ainsi que les terrains qui en dépendent, par la famille Poirier, propriétaire. Ce qui intéresse les Frères, ce n'est pas la bâtisse elle-même, d'assez médiocre valeur aux dires du

Frère Charlemagne, mais la propriété d'une contenance de 16.668 m² et sur laquelle on pourra bâtir. Elle englobe les parcelles n° 34, 35, 36, 37 et 38 du plan cadastral. Encore faut-il obtenir l'autorisation nécessaire pour cet achat: à cette époque, l'Institut des Frères jouit de la personnalité légale mais, pour toute nouvelle acquisition immobilière, l'accord du Supérieur général est nécessaire. Le Frère Charlemagne réussit à persuader celui-ci de l'intérêt de l'opération, autant pour l'avenir de l'école que pour celui du District.

Comme il y a des héritiers mineurs dans la famille Poirier, la vente se fait par adjudication judiciaire et tout acheteur doit être représenté par un avoué. Pour les Frères, il s'agit de Me Guyot qui obtient l'adjudication pour 15.000 francs, plus les frais. Nous sommes au 10 mai 1854. Trois jours plus tard, Me Guyot se présente au tribunal et déclare que la propriété à lui adjugée est pour et au nom de M. Mathieu Bransiet, dit Frère Philippe, Supérieur général des Frères à Paris. Le 18 mai, le Frère Charlemagne écrit au Frère Supérieur et peut lui dire: « *La propriété est à nous...* ». Il laisse éclater sa joie car cette acquisition est un pas important dans l'histoire de l'établissement et du District dont il a la charge.

Il va d'ailleurs bientôt quitter la Bretagne (septembre 1854) pour occuper d'autres charges, à Poitiers, Orléans, Le Puy, Moulins et enfin Lille où il mourra en 1895, à l'âge de 81 ans. Mais auparavant, il aura pu revenir, au moins une fois à Quimper, en 1890, et revoir un Likès en pleine extension et qui lui devait tant. Mais il faudra à son successeur dix années d'efforts encore pour passer du « vieux Likès » à la « terre promise », de l'autre côté du Champ-de-Foire.

Première décennie du Directorat du Frère Dagobert (1854-1864)

Le successeur du Frère Charlemagne, comme Directeur et comme Visiteur, est le Frère Dagobert (François Chassé). Il connaît bien Quimper car il y a été directeur de l'école communale de 1841 à 1846 et nous avons vu les efforts qu'il déploya, à la fin du directorat de M. Morisset, pour que les Frères prennent enfin la responsabilité de l'école des Likès où ils enseignaient déjà depuis huit années.

L'achat tout récent de la Maison-Blanche et de la propriété adjacente permet au Frère Dagobert d'envisager un bel avenir pour son établissement. Mais, en attendant de pouvoir construire sur le nouvel emplacement acquis, il lui faudra continuer à vivre dans des locaux étroits et incommodes. Et ceci d'autant plus que le nombre d'élèves ne cesse de croître. Ils étaient 252, répartis en 6 classes, à la rentrée de 1854. On en trouve 306 en 1855 et 433 en 1857, avec 22 Frères et 8 classes. On pourrait se demander pourquoi le directeur accepte ainsi tous ces nouveaux élèves, alors qu'il manque de place. Nous pouvons penser, d'une part, que la perspective de nouvelles constructions rend plus supportable pareil entassement, considéré de ce fait comme très passager, et que, par ailleurs, l'accroissement des effectifs apporte de nouvelles ressources pour financer les futurs bâtiments. Mais, si on lit une lettre du Frère Dagobert, en date du 12 décembre 1858, on y découvre une autre raison à cette inflation du nombre d'élèves. Dans cette lettre, adressée au Frère Supérieur général, en vue d'obtenir l'autorisation de construire, le directeur, après avoir décrit la situation lamentable des "likès" quimpérois, avant l'ouverture de son école, ajoute ceci: « *Actuellement encore bon nombre se trouvent en ville dans les mêmes conditions, l'établissement n'ayant pas assez d'espace pour les admettre tous* ».

Ce qui prouve que, vingt ans après la création de « l'école des likès », bon nombre de ceux-ci n'y ont pas encore trouvé place et on comprend la pression des familles sur le directeur pour qu'il en accepte le plus possible. Cette situation durera longtemps encore, puisqu'en 1872, le Frère Dagobert y fera de nouveau allusion, dans une autre lettre au Frère Supérieur général.

En attendant les nouveaux bâtiments, il pare au plus pressé: location de maisons, aménagements de dortoirs supplémentaires dans les dépendances de la Maison-Blanche où il peut ainsi loger 72 élèves de plus. Au total, l'établissement compte alors « *16 dortoirs dont trois à la maison et le reste dans des maisons de loyer ou à la Maison-Blanche* ». On devine facilement tous les problèmes d'intendance et de surveillance que cela pose aux Frères. Et il faudra attendre encore 6 ans pour voir enfin la solution de ces problèmes, avec le déménagement tant espéré.

Nous reviendrons plus loin, dans un chapitre spécial consacré aux constructions successives sur le site du nouveau Likès, sur les péripéties ayant précédé ce déménagement. Auparavant, il est intéressant de revenir sur deux autres questions : celles du statut de l'école et de la distribution des locaux à sa disposition dans l'aile ouest du collège municipal.

En ce qui concerne le **statut officiel de l'établissement** à cette époque, nous nous trouvons devant un ensemble de textes divers et parfois contradictoires. Si on prend le fameux "Règlement particulier de ladite Ecole", approuvé lors du Conseil Royal de l'Instruction Publique du 28 novembre 1837 (cf. Historique p. 18-22), les choses semblent claires: il s'agit d'une école publique, avec des conditions précises de nomination et de rémunération pour le directeur, l'aumônier, les maîtres-adjoints, etc ... A l'usage, cependant, la situation est moins claire: par suite du manque de fonds (l'Etat se montre parcimonieux et le département se refuse, au début, à toute subvention), la nomination du premier directeur (M. l'abbé Guilcher), bien qu'approuvée par le préfet et le Comité supérieur d'arrondissement, ne se fait pas tout à fait selon le Règlement de 1837. Le Recteur d'Académie s'en alarme, comme nous l'avons vu, mais le préfet lui fait comprendre qu'on a été heureux de trouver un directeur qui accepte de prendre la gestion de l'école « à ses risques et périls" et que, même s'il n'a pas le diplôme requis, il faut s'en accommoder.

Cette solution provisoire, va durer après la mort de M. Guilcher avec le directorat de M. Morisset. L'inspecteur départemental Calloc'h n'y voit pas non plus d'inconvénient, mais il juge lucidement de la situation quand, dans sa lettre du 14 novembre 1839, adressée au Recteur d'Académie, il déclare: « *Cet établissement, dont l'utilité n'est plus aujourd'hui contestable, n'a pas encore le caractère d'établissement public je pense. Ce n'est pas non plus un établissement tout à fait privé parce que la commune fournit le local et que le Département ou le Ministre a donné le matériel* ».

Ni publique ni privée, telle apparaît donc l'école des likès à ses débuts. Dans son rapport au Conseil général, en date du 3 décembre 1839, le préfet déclare, lui: « *L'Ecole est une école constituée par l'administration, une école toute universitaire* », puis il ajoute: « *mais gérée pour ce qui concerne ses intérêts matériels seulement au compte privatif du directeur* ». De même, pour le conseil municipal de Quimper (délibération du 12 décembre 1839): « *cette Ecole, quoique gérée aux périls et risques du directeur, est soumise à toutes les règles universitaires et conserve, sous tous les rapports, le caractère d'un établissement public* ».

Ce caractère public semble renforcé en 1843 par la création officielle d'une chaire d'agriculture dont les frais (salaire du professeur, location de la ferme d'application...) sont pris en charge par l'Etat ou le Département. Et pourtant, six ans plus tard, le 4 juin 1849, le nouveau préfet déclare dans une lettre, déjà citée, adressée au Ministre de Falloux: « *L'Ecole des Likès est une école privée subventionnée* ».

Que s'est-il passé entre temps? Est-ce le fait que l'Institut des Frères ait pris la responsabilité de l'école (avec cependant l'approbation ministérielle) qui aurait implicitement entraîné son changement de statut, mise à part la chaire d'agriculture? Pourtant, à cette époque les Frères tiennent de nombreuses écoles communales publiques, y compris celle de Quimper. Toujours est-il enfin que quelques années après, le Frère Dagobert, dans sa supplique à Napoléon III, écrite en 1858 (cf. Historique p. 52-53), déclare qu'il s'agit « *d'une école libre* ». Ce terme est emprunté à la loi Falloux, de 1850, qui accroît en effet le domaine de la liberté de l'enseignement, esquissée par la loi Guizot de 1833. Les Frères de Quimper en ont profité pour obtenir pour leur établissement principal le statut d'école libre, ce qui ne l'empêche pas d'être subventionnée par l'Etat ou les collectivités territoriales. Telle sera désormais le statut du Likès, sauf pour l'enseignement agricole qui restera, jusqu'en 1886, sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture.

Pour ce qui est des **locaux occupés par l'école**, dans la partie ouest du collège municipal, nous avons déjà parlé de la photo reproduite dans cet ouvrage et d'un plan, peu lisible, figurant aussi dans l'historique (p. 48 bis). Mais il existe un autre document intéressant qui donne, étage par étage, le plan et la répartition des locaux du « vieux Likès ». Sur ce plan, intitulé « *Vieux Likès - Ancien collège des Jésuites, tenu par des laïcs* », sont marqués, avec leur affectation précise, les salles réservées à « l'école des likès », celles qu'occupe le collège étant simplement coloriées en sombre. On y compte en tout 9 classes - ce qui nous place dans les années 1860 - réparties sur les quatre niveaux du bâtiment, dont l'une en mansarde et trois aux rez-de-chaussée, en y incluant celle qui est adossée au mur de la prison voisine. Par contre, on n'y trouve qu'un seul dortoir, alors que le Frère Dagobert parlait en 1858, nous l'avons vu, de "trois dortoirs à la maison". Il est donc possible que ce plan ait été dressé dans les années 1862-1863, lorsque, après l'achèvement de l'aile centrale du nouveau «Likès », une partie des dortoirs y avait été transféré (cf. Historique, p. 55).

Par ailleurs, sur notre document, les élèves disposent de deux cours de récréation, sans compter la partie du rempart utilisée aussi à cet effet. On peut noter l'escalier qui y donne accès et le passage qui le traverse pour atteindre le Champ-de-Foire. Remarquons aussi que l'espace réservé aux Frères (ils étaient 26 en 1860) est des plus restreints: un petit réfectoire, une salle commune et trois chambres, dont l'une pour le Directeur-Visiteur et une autre marquée "chambre particulière" (sans doute pour des hôtes de passage); presque tous les Frères logeaient en dortoir avec les élèves. Quant à la chapelle, servant sans doute à la communauté et à des groupes d'élèves, elle est séparée de la classe voisine par une cloison mobile, ce qui permet d'en accroître la capacité à l'occasion. Nous savons déjà que l'établissement utilisait la grande chapelle du collège pour ses offices dominicaux. Mentionnons encore l'existence d'une infirmerie, située dans les mansardes et divisée en alcôves, d'un grenier et de deux puits dont l'un commun au collège et à l'école. Par contre, toujours pas de préau, dont l'architecte Bigot envisageait la construction en 1849 (cf. Historique p. 49).

Devant l'exiguïté et l'entassement de cet ensemble, on devine avec quel soulagement et quel entrain élèves et maîtres procédèrent au déménagement de leur établissement dans la semaine du 18 au 22 avril 1864. Le "vieux Likès" était mort, un nouveau s'ouvrait à la vie: et celle-ci continue de plus belle, sur le même site, 136 ans plus tard²!

² Au moment de son transfert, en 1864, l'établissement prit le nom de "**Pensionnat Sainte-Marie**"; mais l'appellation "**Likès**" a prévalu malgré tout: utile et judicieux rappel des origines.

Chapitre 4 - L'ARBUSTE TRANSPLANTÉ DEVIENT GRAND ARBRE (1864-1900)

Dans le précédent chapitre, nous avons vu le Frère Dagobert à l'oeuvre pendant dix années (1854-1864), pour faire tourner son établissement, dans les circonstances matérielles difficiles du "vieux Likès", avant d'en arriver enfin au grand déménagement vers la nouvelle propriété acquise de l'autre côté du Champ de Foire. Mais il nous faut maintenant revenir sur les péripéties qui avaient marqué la construction des bâtiments sur ce nouveau site.

1. La construction du nouveau Likès (1860-1864)

Quand les Frères ont acquis, en 1854, la propriété de la Maison-Blanche, bien située, avec ses 16.668 m², en vue d'une future construction, on pouvait penser que celle-ci allait vite démarrer. Il faudra pourtant attendre six ans avant le début des travaux et quatre autres avant leur achèvement. Les raisons de ce long délai sont d'ordre financier et administratif: d'un côté, il faut d'abord payer l'achat de la propriété (15.000 f. plus les frais) avant de songer à financer des constructions, et, par ailleurs, les Supérieurs des Frères ne peuvent donner leur autorisation de bâtir tant que le plan de financement n'est pas réaliste. C'est donc sur ces deux fronts que le Frère Dagobert va se battre pendant toute une décennie.

Les premiers documents que nous possédions, en écho à cette longue lutte, sont deux lettres qu'il adresse, les 9 et 11 janvier 1855, au Frère Philippe, Supérieur général, pour demander la permission de construire, sur le terrain de la Maison-Blanche, un bâtiment de 70m x 10m (devis de 80.000 f.). Dès le 16 janvier, la réponse est donnée, après avis du Conseil général des Frères: c'est non, faute de garantie de ressources suffisantes.

Le document suivant nous amène à l'année 1858: profitant du triomphal voyage de **Napoléon III** en Bretagne et à Quimper, le Frère Dagobert lui remet une longue supplique dont le texte est reproduit dans l'Historique (p. 52-53). On y remarque cette phrase: « *Les Frères, livrés à leur propres ressources, et s'imposant tous les sacrifices possibles, ne peuvent répondre que de 25 à 30 mille francs* » (sur un devis ramené à 50 ou 55 mille francs, pour une première tranche). Il faut donc compter sur des subventions publiques. Celles-ci, bien que modestes, en comparaison du devis, vont bientôt venir. Dès le 23 novembre 1858, le Baron Richard, préfet, annonce au Frère Dagobert une aide gouvernementale de 6 000 f., à laquelle le département ajoute une subvention de 3 000f. Les plans et devis sont retournés « revêtus de l'approbation ministérielle ».

Encouragé par ce premier succès, le Frère Dagobert écrit de nouveau au Frère Supérieur général pour solliciter l'autorisation de construire l'aile nord, au centre du futur bâtiment. A sa demande il joint le devis dont l'examen est plein d'intérêt et qui monte à 62.403 f. 39. Il a été dressé, ainsi que les plans, par l'architecte Joseph Bigot, déjà rencontré au chapitre précédent. Malgré son long plaidoyer, dont on trouve un extrait dans l'Historique (p. 54), le Frère Dagobert n'obtient pas gain de cause, cette fois non plus. Est-ce parce que, dans sa lettre, il sollicitait, outre l'autorisation de construire, un prêt de 30.000 f. à 5%, de la part du centre de l'Institut des Frères, en vue de compléter les sommes dont il pensait déjà disposer (21.000 f. de fonds propres et 9.000 de subvention)?

Toujours est-il qu'il revient à la charge l'année suivante et, pour mettre toutes les chances de son côté, il se rend lui-même à Paris pour plaider son dossier auprès du Supérieur et de son Conseil. Il obtient satisfaction le 23 novembre 1859. De retour à Quimper, il laisse éclater sa joie dans une lettre pleine de lyrisme, adressée au Frère Supérieur général. On y apprend que l'architecte Bigot se contente de 3% d'honoraires, au lieu des 5% habituels, et que le devis a été revu et ramené à 48 ou 50 mille francs; il est vrai aussi que la largeur du bâtiment a été diminuée, par rapport aux plans de 1858 (8 m à l'intérieur au lieu de 10)

La construction commence dès le 23 avril 1860: il s'agit bien de l'aile centrale du bâtiment prévu en U. Le 17 juin, a lieu la bénédiction solennelle de la première pierre par Mgr Sergent, évêque de Quimper de 1855 à 1871, (cf. Historique, p. 54-55).

Les travaux sont rondement menés et, dès octobre 1861, Bigot signe son devis pour les ailes ouest et est du bâtiment. Le coût s'élève à 29.420 f. 61 pour chaque aile, avec un supplément de 800 f. pour l'aile est (côté rue) qui comprend une cave. A noter, pour la petite histoire, qu'en cette même année 1861, un jugement du tribunal de Quimper, daté du 13 mai, exproprie le tréfonds de la propriété au profit de la Compagnie du Chemin de Fer Paris-Orléans, en vue du percement du tunnel.

La construction de l'aile ouest démarre en 1861 et celle de l'autre aile en 1863. Celle-ci bénéficie d'une aide de 30.000 f. de la part du centre de l'Institut des Frères. Dans sa lettre de remerciement au Frère Assistant du Supérieur, en date du 13 août 1863, Frère Dagobert fait allusion au chemin de fer qui désormais relie Paris à Quimper. Cette ligne sera ensuite prolongée jusqu'à Landerneau, en passant par le tunnel creusé sous Le Likès et terminé en 1864.

2. Extension progressive de la propriété

Avant même l'achèvement de l'U central, en 1864, le terrain de la Maison-Blanche se révèle insuffisant, car on a bâti tout près de sa limite nord, en réservant la zone sud, proche du Champ de Foire, pour d'autres constructions futures à l'usage du District. Aussi le Frère Dagobert profite-t-il des occasions qui se présentent pour agrandir la propriété vers le nord.

C'est ainsi que deux petites parcelles de terrain, en bordure de cette limite nord, sont successivement achetées à M. et Mme Briant, de Leurguéric en Kerfeunteun: l'une le **13 mai 1863**, de 604 m² au prix de 1 779 f., l'autre, le **10 décembre 1867**, de 300 m², au prix de 600 f. Ces deux acquisitions sont faites au nom du Frère Philippe, Supérieur général. Ces deux parcelles figurent bien sur un extrait cadastral fait par Bigot en 1878.

Ces deux premiers achats en laissaient présager d'autres car ces parcelles faisaient partie d'un ensemble, en bordure de rue, qui, par sa situation entre la ville et le bourg de Kerfeunteun, était promis à une prochaine urbanisation. Et si Le Likès voulait ne pas se trouver rapidement enclavé et faire face à un développement prévisible, il se devait d'acquérir ces terrains dès que possible. De plus, ces agrandissements deviendraient indispensables à la section agricole lorsque celle-ci, cessant d'être officielle, à partir de 1886, risquerait de perdre la location de la ferme de Kermahonnet.

Un nouvel achat eut lieu le **10 janvier 1877**, sous le directorat du **Frère Conrad-Marie**, le Frère Dagobert restant encore Visiteur. Il s'agit d'un terrain de 16.916 m²,

mis en vente par Marie Guézennec, veuve Briant (déjà mentionnée ci-dessus). Comme il y a des enfants mineurs, la vente se fait par adjudication et c'est encore l'étude de Me Guyot, avoué, qui se charge des intérêts des Frères. Ce terrain figure au cadastre sous les n° 29, 30 et 31 et il est acquis pour 18.100 francs.

En bordure de ce terrain nouvellement acheté, il y avait un champ appartenant à M. Chabay, boucher et fournisseur de l'établissement, et d'une contenance de 5 890 m² (emplacement de l'actuelle salle sport et du parking voisin). Dès le **21 janvier 1877**, Le Likès en fait l'acquisition, au prix de 7 000 francs. De ce fait, la propriété touche désormais le « Chemin de Ty-Rivoal », alias « Garenne Vigouroux » (aujourd'hui rue Maria Chapdeleine).

Vu sans doute l'urgence, ces deux derniers achats (10 et 21 janvier 1877) sont faits, au nom de l'Institut des F.E.C., par une tontine formée de trois Frères: F. Conrad-Marie (M. Tatar), Frère Cyrille-de-Jésus (M. Tual) et F.X (M. Hardy). Un décret de 1879, signé de Jules Grévy, Président de la République, et contresigné de Jules Ferry, Ministre de l'Instruction publique, autorise le Frère Irlide, Supérieur général: 1° à devenir propriétaire de ces deux terrains au nom de l'Institut, 2° à contracter un emprunt de 25.000 f., hypothéqué sur la propriété, pour solder ce double achat. En vue de cet emprunt hypothécaire, l'architecte Bigot avait établi une estimation de l'ensemble de la propriété (terrains plus immeubles). Cette estimation atteignait 341.000 f.. Les Frères souhaitaient obtenir une autorisation d'emprunt de 200.000 f. (en vue sans doute de futures constructions) mais ils durent se contenter de 25.000 f.

En 1877, la propriété atteignait déjà 40.278 m² et il ne manquait plus pour arriver à la superficie actuelle que ce qu'on a longtemps appelé «*la prairie*» et aujourd'hui «*le parc*» du Likès. Ce terrain est mentionné dans l'affiche d'adjudication du 10 janvier 1877, sous le nom de son propriétaire, le "sieur Canet". Si on se reporte au relevé cadastral de 1878, on voit que ce terrain Canet, qui descend vers la ligne de chemin de fer, est séparé du reste de la propriété du Likès par un petit chemin, orienté sud-nord. Ce chemin qui servait de limite entre les communes de Quimper et de Kerfeunteun, avait été coupé par la construction du tunnel, est ensuite tombé en désuétude et annexé au Likès. Lors de la réalisation du grand Quimper en 1960, cette limite entre les deux communes a disparu mais, aujourd'hui encore, le parc et la maison des frères qui donne sur la rue des Myrtilles font partie de la paroisse de Kerfeunteun, tandis que le reste du Likès est sur la paroisse de Saint-Corentin.

Les détails de l'achat de cette prairie nous sont connus par une note rédigée par le **Frère Carolius**, Visiteur du District de Quimper de 1900 à 1920. Cette note est postérieure à 1921 et en voici le résumé:

- vers 1890, après la construction de la ferme (près de l'emplacement de l'actuelle salle de sport), le besoin de pacages pour le bétail s'impose;
- une prairie attenante à la propriété du Likès (à l'ouest) est achetée par une tontine formée des Frères Namasius, Visiteur, Constantien-Joseph, directeur du noviciat, Donat-Louis, directeur du scolasticat; cette prairie, d'une surface de 11.365 m², est acquise pour 14.000 francs;
- la tontine en question en fait apport, quelque temps plus tard, à la "Société l'Avenir" (de Paris) qui, en 1904-1905 la vend à M. Raoul Olive, professeur d'agriculture au Likès; elle échappe ainsi à la spoliation de 1906;

- M. Olive loue cette prairie aux Frères du District mais il décède en 1920 et l'une de ses filles, héritière de ce bien, le met en vente; celle-ci doit devenir effective à l'expiration du bail en janvier 1922;
- grâce au Frère Carolius (en l'absence du Frère Paul, Visiteur, retenu à Guernesey) la prairie est achetée par la "Société Le Likès", pour 20.000 f.

La date exacte du premier achat de la prairie Canet n'est pas connue avec précision: le Frère Carolius dans sa note parle de 1890-93 ; or, si on regarde le croquis figure 10 et datant d'août 1891, on voit que la prairie fait déjà partie de la propriété à cette date ; par contre, dans une déclaration faite pour l'impôt sur le revenu de l'année 1889, la propriété est dite avoir une surface de 4 hectares 2 ares 78 centiares, ce qui correspond, à un are près , à la somme des surfaces acquises entre 1854 et 1877³. La prairie a donc du être achetée entre janvier 1890 et août 1891.

Si on ajoute aux 40.278 m² existant en 1889, la surface de cette prairie (11.365 m²), on obtient un total de 51.643 m², ce qui représente donc, à peu de chose près, la superficie actuelle de la propriété ⁴.

3. Les constructions nouvelles entre 1870 et 1900

Si on compare deux vues " du Likès, celle peinte par le **Frère Colman** en 1864 et celle que présente une gravure de 1900, on s'aperçoit combien le nombre de constructions s'est multiplié entre ces deux dates. Cette floraison de bâtiments a deux causes: l'augmentation considérable des besoins du Likès et le développement des maisons de formation du District de Quimper, deux entités qui vivaient côte à côte en étroite symbiose.

31. Le Frère Dagobert poursuit son oeuvre de directeur-constructeur

A peine le Frère Dagobert aura-t-il eu le temps de souffler pendant quelques années, après le déménagement d'avril 1864, qu'il va se retrouver, au lendemain de la Guerre 1870-71, devant un problème de place. En effet le nombre des élèves, après avoir baissé momentanément, du fait de l'occupation par l'armée d'une partie des locaux, reprend une rapide croissance: à la rentrée de 1871 on enregistre un total de 651 élèves (dont 459 pensionnaires ou chambriers), alors que le maximum précédent n'était que de 593, en 1867-68. Devant cet afflux, le Frère Dagobert pare au plus pressé et décide de construire, en 1872, un pavillon d'une vingtaine de mètres, comportant rez-de-chaussée et étage, orienté nord-sud et situé à peu de distance à l'ouest de l'U central. Ce nouveau bâtiment dit de **Saint-Hubert**, bien que provisoire en principe (il durera jusqu'en 1927!) allait entraîner d'autres constructions dans le même alignement et transformer la cour Saint-Joseph en ce long cou-

³ La différence de 100 m² (en moins) est sans doute due aux rectifications de limites de propriétés, intervenues, en 1864 et 1868, le long du Champ-de-Foire, et, en 1891, le long de la rue de Kerfeunteun, à l'occasion de la construction du mur de clôture.

⁴ Nous disons "à peu de chose près", car il y a eu, depuis, perte de terrain sur la rue Maria chapdelaine, après la construction de la salle de sport en 1969. Enfin, pour être complet, signalons que, entre les deux guerres mondiales, un petit terrain (jardin) avait été acquis au sud de l'entrée du tunnel, pour permettre un accès direct aux élèves du quartier, à partir de la rue Savorgnan de Brazza (à cette époque, la prairie n'était guère accessible aux piétons); ce passage entre deux maisons fut baptisé "Venelle Riou". Ce terrain a ensuite été revendu, mais peut-être pas en totalité.

loir plutôt triste que nous avons bien connu et qui ne disparaîtra qu'avec les démolitions effectuées en 1993.

Mais bien qu'ayant ainsi pu ouvrir trois classes et un dortoir de plus, le Frère Dagobert n'était pas au bout de ses peines et il s'en explique dans une lettre du 13 juillet 1872, adressée au Frère Osée, Assistant du Frère Supérieur général. Il s'y plaint, une fois encore de manquer de place et sollicite l'autorisation de poursuivre le plan de construction prévu à l'origine, c'est-à-dire de **prolonger vers le sud l'aile ouest du bâtiment primitif**. On y logera la chapelle qui, jusque-là était installée très provisoirement au premier étage de l'aile ouest déjà existante (futur dortoir St-Eloi). La nouvelle chapelle, avec cave en sous-sol (une partie en est occupée par l'actuel S.I.O.), doit occuper l'espace de deux étages et être surmontée d'un long dortoir (dortoir St-Raphaël). Le devis, établi par Bigot, s'élève à 60.770 F.

Dans la lettre du Frère Dagobert, nous relevons un argument déjà entendu en 1858: « *Si nous refusions nos bons campagnards, ils s'en iraient loger en ville dans les cabarets etc ... et, après trois ou quatre heures d'école dans un autre établissement, ils iraient tout le reste du jour pour battre le pavé ... prendre tous les vices de la ville, s'en retourner corrompus et pervertir les campagnes. Il est donc d'une absolue nécessité que la construction projetée ait lieu le plus tôt possible...* ». Il obtint l'autorisation demandée et dès le mois de mars 1874, Mgr Nouvel, évêque de Quimper, bénissait cette nouvelle chapelle qui durera jusqu'en 1898 et sera alors transformée en classes et dortoir (Sacré-Coeur) .

Mais des 1876, le nombre d'élèves atteint 760: il faut de nouvelles classes qui seront construites, en simple rez-de-chaussée, **dans le prolongement sud du bâtiment Saint-Hubert** (elles dureront jusqu'en 1951).

32. Les soucis du Visiteur prennent le relais de ceux du Directeur

Cette même année 1876, le Frère Dagobert laisse la direction du Likès (qu'il assumait depuis 22 ans) à son sous-directeur, le **Frère Conrad-Marie** mais il gardera jusqu'à sa mort la charge de Visiteur du District de Quimper, et celle-ci n'est pas une sinécure, comme on peut le voir à la lecture de sa lettre du 18 septembre 1876, adressée, comme la précédente, au Frère Assistant Osée. Il y expose, sans fard, la triste situation du District, au point de vue bâtiments propres. Le noviciat est logé (depuis 1861) dans la vieille Maison-Blanche et insuffisamment séparé du Likès; il n'y a pas d'infirmerie de District et si un Frère tombe malade, il partage les mêmes locaux d'infirmerie que les élèves du Likès; on souhaite ouvrir un petit-noviciat (ou juvénat) mais où le loger? ... Bref, après s'être battu pendant, plus de 20 ans, pour doter Le Likès de locaux adéquats, le Frère Dagobert se rend compte qu'un pareil effort sera nécessaire en faveur du District.

Mais il ne se décourage pas: justement le but de cette lettre est d'obtenir l'autorisation d'achat pour les deux grands terrains acquis en janvier 1877 et dont on a déjà parlé. Et sur ces surfaces une fois acquises, il voit déjà s'élever une grande chapelle pour le pensionnat, un noviciat et un petit-noviciat, « *chacun de ces établissements ayant ses cours et ses jardins, disposés de manière que chaque communauté serait entièrement isolée l'une de l'autre..* ».

Dans le paragraphe suivant du même document, le Frère Dagobert aborde l'aspect financier du problème et il est intéressant de le citer: « *Nous avons chaque année de sept à huit cents élèves. Bien que nous soutenions presque entièrement le novi-*

ciat, nous faisons grandement honneur à nos affaires. Sur plus de trois cent mille francs que nous ont coûté toutes les constructions, travaux, etc.. depuis 1860, nous ne devons plus que 50 à 60 mille francs... » L'ère des subventions extérieures est close, désormais c'est l'autofinancement qui permet seul à l'établissement de faire face à ses constructions et aménagements. Les calculs du Frère Dagobert (250.000 f. d'autofinancement en 16 ans, soit environ 16.000 f. l'an) sont corroborés par un document quelque peu postérieur: il s'agit de l'Etat de l'Actif et du Passif du Likès pour l'année 1877, signé du Frère Conrad-Marie. On y voit bien que les deux colonnes s'équilibrent à 93.175 f., après introduction dans la colonne "passif" d'une somme de 15.048 f. au titre: "service des intérêts et amortissement du capital". On retrouve donc, à peu de chose près, les chiffres du Frère Dagobert, ce qui représente un beau taux de 16% du budget annuel utilisé pour les investissements immobiliers.

Pour en revenir au Frère Dagobert, les plans grandioses de constructions qu'il envisage en 1876 se réaliseront, mais pas là où il le pensait et ce sera l'œuvre de ses successeurs car, dès 1879, il quitte ce monde, après une courte maladie. Ses obsèques furent un triomphe (cf. Historique, p. 74-75) et la foule énorme d'autorités religieuses et civiles, de Frères, d'amis, d'élèves et d'anciens élèves qui entourait son modeste cercueil, à la cathédrale ou dans le long cortège menant au cimetière Saint-Louis, rendit un hommage mérité à celui qui s'était tout donné à la cause de l'instruction populaire, et cela pendant 56 ans, dont une trentaine à Quimper, auprès des élèves de l'école communale ou du Likès.

33. Le District se dote enfin des bâtiments nécessaires à son développement.

Le Frère Dagobert aura assuré, de 1860 à 1876, l'essentiel des constructions indispensables au développement du Likès. Ce sera la tâche de ses successeurs à la tête du District d'en faire autant pour celui-ci. Désormais, et, pour la première fois depuis la création du District en 1851, il y aura séparation bien nette entre la charge de Directeur du Likès et celle de Visiteur, chacune étant assurée par des personnes différentes. Deux d'entre elles surtout joueront un rôle essentiel dans la construction des bâtiments nécessaires au développement du District: **les Frères Visiteurs Anicétus** (1881-1885) et **Namasius** (1885-1900). En moins de dix ans (1882-1890), nous voyons sortir de terre une série impressionnante de bâtiments (noviciat, petit-noviciat, maison de retraite, scolasticat) avec les services communs à cet ensemble (cuisine, réfectoires, chapelle). Nous n'avons malheureusement que peu de documents sur cette remarquable série de constructions, parfois tout juste la date de leur érection.

Le petit-noviciat. Nous avons vu qu'en 1876, le Frère Dagobert souhaitait le voir s'ouvrir. En 1882, le Frère Anicétus écrit: « *le petit-noviciat existe mais il est mal logé* ». Il ne dit pas où se trouve le logement en question, peut-être dans la Maison-Blanche qui avait abrité le noviciat jusque-là? Toujours est-il que dans sa lettre du 14 août 1882, adressée au Frère Assistant, le Frère Anicétus fait part de l'échec du projet de construire un dortoir pour les petits-novices au-dessus de la rangée de classes bâtie par le Frère Dagobert en 1876, dans le prolongement du bâtiment St-Hubert: les classes en question n'ont pas de fondations assez solides pour supporter le poids d'un étage. Le Frère Visiteur suggère donc, comme solution d'attente, de louer des locaux aux Pères Jésuites, rue de Rosmadec (évêché actuel), pour y loger les petits-novices. Le Frère Assistant donne son accord mais on ne sait si cette solu-

tion sera adoptée et, si oui, pour combien de temps. Nous savons néanmoins que la construction des classes du petit-noviciat a eu lieu à partir de 1883 (simple rez-de-chaussée au bas de la cour Ste-Marie et qui durera jusque vers 1960). Quant à l'internat, il attendra 1888, à la place et après démolition de la Maison-Blanche: c'est le bâtiment qui abrite actuellement les classes de B.T.S.

La construction du noviciat et de maison de retraite des Frères s'échelonne de 1882 à 1885: il s'agit d'un bâtiment situé face au Champ-de-Foire et formant équerre avec la chapelle du Likès construite en 1873-74. Tout cet ensemble sera complété, en 1886-87, par la chapelle, dite du noviciat (mais servant en réalité à toutes les maisons de formation et aux Frères Anciens), construite sous la direction de l'architecte Gustave Bigot, fils de Joseph. Sous cette chapelle sont aménagés cuisine et réfectoires et elle est surmontée d'un dortoir.

Dans sa lettre du 14 août 1882, le Frère Visiteur Anicétus fait allusion au **scolasticat**, ouvert en 1881 dans les locaux du noviciat: il s'agit d'assurer aux jeunes Frères, après le noviciat, un temps de formation pédagogique et académique, de plus en plus requis par la nouvelle législation. En 1882, le scolasticat prend son autonomie et s'installe à l'étage du bâtiment St-Hubert. En 1884-85, un long bâtiment étroit, avec classes et préau, est construit pour les scolastiques à l'ouest et en contre-bas des classes prolongeant le bâtiment St-Hubert. Il connaîtra par la suite bien des avatars et se trouvera baptisé "ligne Sigfried" lors de la guerre 1939-45. Il sera rasé en 1951, en même temps que les classes adjacentes.

En 1890, enfin, le scolasticat est doté d'un bâtiment autonome et adéquat, orienté est-ouest et dominant l'entrée du tunnel: il comprend classes, dortoirs et autres locaux. Il sera démoli en 1967 pour céder la place à l'auditorium et autres salles du Likès.

Ainsi le District s'est-il pourvu, entre 1882 et 1890, des locaux dont il avait besoin, mais Le Likès lui-même n'avait pas encore achevé la croissance qui fut sienne au XIXe siècle.

34. Le Likès termine ses constructions du XIXe siècle

Après le Frère Conrad-Marie (1876-1884) et le Frère Cyrille-de-Jésus (1884-1887) que sa mauvaise santé obligea à se retirer, Le Likès reçoit comme Directeur, le **Frère Cyrille-des-Anges** (Victor Lacoste). Il est de la trempe des Charlemagne et des Dagobert et il va, pendant 14 années, imposer sa forte empreinte sur la marche de la maison. Fils d'un gendarme de Pont-Croix, mais devenu brestois de très bonne heure, il avait déjà enseigné au "vieux Likès entre 1854 et 1859. Quand il revient à Quimper en 1887, à l'âge de 50 ans, il est en pleine possession de ses moyens, ayant acquis une solide expérience comme directeur à Lorient et à Arradon. Laisant momentanément de côté son rôle dans l'organisation des études, nous nous en tenons pour l'heure à son travail de bâtisseur.

Après la période Dagobert, les constructions au Likès avaient marqué une pause pendant laquelle le District s'était à son tour doté des bâtiments indispensables à son fonctionnement. A noter, cependant, sous le directorat du **Frère Cyrille-de-Jésus**, la construction du premier préau sur la cour Ste-Marie: armature de bois, poteaux de fonte, couverture de zinc. Un autre préau analogue avait été construit plus tôt sur la cour nord, le long du bâtiment principal. Le Frère Cyrille-des-Anges complétera ce dispositif en raccordant le système d'eaux pluviales de ces préaux à

une grande citerne voûtée de 250 m³, située sous le haut de la cour Ste-Marie. Mais ce n'est là qu'un début: deux constructions vont principalement marquer ce directorat: celles de la grande chapelle et de l'atelier de mécanique. On possède heureusement nombre de documents concernant ces deux bâtiments.

Pour ce qui est de la **chapelle**, on sait que le Frère Dagobert rêvait de la construire dans le jardin. Pourtant, si on regarde la vue de l'établissement en 1891, on y voit une place vide, béante, en bordure de la rue de Kerfeunteun, entre l'aile est de l'U primitif et l'internat du petit-noviciat qui vient d'être construit en 1888. C'est là que le directeur a prévu d'implanter la nouvelle chapelle en y incluant une salle des fêtes en sous-sol. Il en confie l'étude à l'architecte Gustave Bigot. Celui-ci formule des objections à un pareil plan et suggère plutôt de dédoubler le projet: construire la salle des fêtes à l'emplacement prévu mais en installant en-dessous tous les locaux d'accueil (conciergerie, économat, parlours ...) et bâtir la chapelle plus au nord, dans le jardin. Mais le Frère Cyrille-des-Anges tient à son idée (sans doute approuvée par le conseil d'établissement) et il s'adresse à un autre architecte: **le Chanoine J.M. Abgrall** à qui on doit de nombreux autres édifices religieux dans le diocèse. Le nouvel architecte se met au travail et trace les plans, accompagnés d'un devis estimatif de 17 pages, daté du 14 décembre 1895 et d'un montant de 126.027 f. 65, pour le gros-oeuvre. Avec les à-côtés, l'ornementation et le mobilier, on a du atteindre, d'après l'Historique (p. 93), un total d'environ 170.000 francs.

Il est intéressant de noter aussi les noms de certaines au moins des entreprises engagées dans la réalisation de cette chapelle; notons, entre autres:

- pour la maçonnerie et les pierres de taille, **Le Naour**, de Quimper, le constructeur des flèches de la cathédrale et de tant d'autres églises ou clochers finistériens; pour la chapelle du Likès sa facture atteint 86.642 f. 48 (y compris 10% de rabais);
- **Perodeau** de Quimper, pour les plâtreries et les voûtes, avec une facture de 11.150 francs;
- **Lorit** de Quimper, pour la serrurerie et toute la ferronnerie, y compris les tirants placés entre la voûte de la grande-salle et le plancher de la chapelle, avec une facture totale de 4.483 f. 80;
- **Savary** de Quimperlé, fournisseur de 160 bancs en chêne pour la chapelle et la grande salle, pour une facture de 5769 f. 50.

Notons enfin qu'il a existé un projet de clocher pour cette chapelle: on en possède le plan (gothique comme le reste de l'édifice), dressé, par le Chanoine Abgrall, mais pas le devis. Il devait se dresser à l'angle nord-ouest de la nef (côté cour Ste-Marie). Sa hauteur prévue était de 15 m au-dessus de la base du toit.

On sait que les travaux de la chapelle débutèrent en 1896 (pose de la première pierre le 10 mai) et se terminèrent en 1898 (bénédiction solennelle le 22 mai) (cf. Historique p. 72 ter, 88 ter et 98).

Pour compléter son oeuvre de constructeur, il restait au Frère Cyrille-des-Anges à doter son établissement, d'un nouvel **atelier de mécanique**. On possède un rapport établi à ce sujet par le conseil d'établissement du Likès, en date du 7 mai 1899. Il signale l'insuffisance notoire de l'atelier existant, bâti en 1888 le long du mur du jardin, et propose une nouvelle construction dont le devis atteindrait 12.604 f. 75 pour la bâtisse elle-même et 9 826 f. pour l'équipement du local. Le devis de construction n'était que provisoire parce qu'établi à partir des prix pratiqués précédem-

ment pour la chapelle. Le devis dressé quelque temps après par le Chanoine Abgrall atteignait en fait 13.208 f.

Les travaux commencèrent bientôt. L'atelier en question, avec murs de pierre, charpente de bois, toiture d'ardoises et plafond de plâtre, fut construit en haut de la cour St-Joseph et dans l'alignement du mur séparant le jardin de la cour nord. Son outillage comptait 50 étaux, 3 machines à percer, 1 tour parallèle et une forge à 5 feux; les machines-outils étaient entraînées par une machine à vapeur d'un coût de 7 000 francs. La photo ci-jointe donne une bonne idée de cet ensemble qui deviendra atelier de menuiserie vers 1930 et sera démoli en 1979

Conclusion

Avec ce nouvel atelier de mécanique, se clôt le cycle de constructions entrepris en 1860 et qui s'est achevé avec le siècle. La masse des bâtiments ainsi obtenue nous semble sans doute un peu disparate, avec en plus la juxtaposition des locaux affectés au Likès et de ceux du District. Les constructeurs ont souvent dû répondre à l'urgence et ainsi se lancer parfois dans du provisoire qui a ensuite duré trop longtemps. Beaucoup de ces bâtiments ont aujourd'hui disparu, souvent remplacés par de plus modernes; d'autres sont toujours debout et témoignent encore de la foi et de l'audace des bâtisseurs du XIXe siècle.

Chapitre 5 - LA VIE LIKESIENNE AU XIXe SIECLE

Après avoir décrit, au précédent chapitre, le développement remarquable du Likès, dans le domaine matériel, jusqu'à la fin du XIXe siècle, il sera intéressant maintenant de se pencher sur la vie interne de l'établissement, durant cette période, que ce soit sur les plans scolaire et éducatif ou celui de la vie quotidienne des élèves: tout ceci pour mieux pénétrer dans ce qu'on peut appeler l'esprit likésien de cette époque. Mais sans doute sera-t-il utile de commencer par un rapide examen de l'évolution des effectifs scolarisés et de l'organisation du corps professoral.

Evolution des effectifs scolaires (1838-1906)

Le graphique de la figure 14 permet, d'un simple coup d'œil, de mesurer l'évolution des effectifs durant cette période de près de 70 ans. Des 60 élèves de novembre 1838 aux 738 qui se pressaient à la rentrée d'octobre 1905 (avec une pointe de 798 en 1895), la croissance est remarquable. Notons qu'elle fut cependant marquée par des fluctuations, dues à des causes diverses: crises économiques, guerre de 1870, conséquences des laïcisations d'écoles primaires environnantes, ouverture du lycée voisin en 1886, etc ...

Mais ce qu'il est intéressant de souligner, outre l'évolution de l'effectif global des élèves, c'est aussi la répartition de ceux-ci entre les trois différentes catégories composant la population scolaire likésienne: les chambriers, les pensionnaires et les externes.

Les **chambriers** étaient ainsi appelés parce que l'établissement ne leur fournissait, outre l'instruction, que le logement, car leur nourriture leur était apportée par leurs parents campagnards, lors des marchés hebdomadaires. L'école leur procurait cependant une soupe chaude à chaque repas. C'était un peu la continuation du système pratiqué par les "likès" d'avant la création de l'école et quand celle-ci s'ouvrit en 1838, tous les élèves étaient en fait des chambriers. Ceux-ci formèrent pendant longtemps la grande majorité des likésiens: ils sont 280 (sur 472 élèves) lors du déménagement de Pâques 1864, 342 (sur 593) à la rentrée de 1867, 324 (sur 590) en 1886, et 446 (sur 798) en 1895. Dans un article du "Bulletin des Ecoles Chrétiennes", de juillet 1911, on trouve le passage suivant relatif aux chambriers:

« Au Likès, le groupe le plus breton par les habitudes est celui des chambriers ... Au dortoir ils sont groupés par pays et dialectes, et ils y tiennent avec une ténacité toute bretonne ... Ils couchent sur la paille de leurs champs et la plume de leur basse-cour.

Au réfectoire, ils mangent le pain du four paternel et la viande de la table de famille. Chaque samedi, jour de marché à Quimper, arrivent par files les voitures des parents: elles pénètrent dans les cours, s'emparent des préaux, s'enfoncent dans tous les coins. C'est l'arrivée des provisions. Suivant l'heure, on va chercher le gâs à la porte de sa classe ou au milieu du jeu. Avec son aide, on déballe les victuailles pour la semaine suivante: galettes, pain, beurre, oeufs, lard et cidre. Elles sont immédiatement portées au réfectoire, où, en face de sa place, l'enfant possède un casier dans les étagères suspendues au-dessus des tables ...

Parfois les affaires ont retardé le départ, quelques rencontres allongé la route. L'homme se hâte pour voir son fils avant le repas de midi et lui apporter des provisions fraîches. Il arrive au moment du défilé vers le réfectoire. Vite il saisit pots,

cruches et paniers, suit le rang, et, tout en déliant les paquets, prend place sur un coin de table ou dans une embrasure de croisée. Il est aussi libre que chez lui, cause du pays et mange avec son gâs, ce qu'il racontera fièrement le soir, rentré à la ferme. Au Pensionnat, personne n'est choqué: cette scène de l'hospitalité bretonne est courante le samedi et la présence du nouvel hôte quelquefois de plusieurs vaut aux élèves un Benedicamus (autorisation de parler à table) supplémentaire. »

Aux yeux de beaucoup, c'étaient là les vrais likésiens et bien des auteurs, ignorants du breton, ont traduit « likès » par « chambriers ». Ils ne disparaîtront que lors de la réouverture de 1919.

Les **pensionnaires** recevaient de l'établissement tous leurs repas, outre l'instruction et le logement. Ils sont mentionnés expressément dans le règlement ministériel du 28 novembre 1837 mais ils furent très peu nombreux dans les débuts. Le Frère Charlemagne en parle aussi dans le prospectus de 1847. Leur nombre s'accrut peu à peu: 59 en 1867, 122 en 1886, 230 en 1895, ce qui signifie, pour cette époque, environ deux fois moins de pensionnaires que de chambriers. Certains de ces pensionnaires venaient des campagnes trop éloignées de Quimper pour que les parents puissent ravitailler leurs enfants chaque semaine. Mais la plupart provenaient des petites villes ou bourgs du Sud-Finistère ou au-delà, attirés par la réputation de l'établissement et l'intérêt des études qu'on pouvait y faire.

Les **externes** formaient le reste de l'effectif. Leur nombre s'est accru progressivement: ils sont 92 en 1853, à l'époque du « vieux Likès », 192 en 1867, 144 en 1886, 122 en 1895. Ils proviennent de Quimper ou des communes limitrophes (aujourd'hui englobées dans le grand Quimper). Certains d'entre eux suivent les cours des classes élémentaires, donnant ainsi la préférence au Likès par rapport aux écoles communales quimpéroises, dirigées cependant par les Frères (jusqu'à la laïcisation de 1880). Mais la plupart de ces externes étaient attirés par les classes primaires supérieures préparant aux métiers de l'industrie ou du commerce.

Quant au **niveau social** des élèves, on peut dire qu'il se situait dans ce qu'on appellerait la classe moyenne. Pour ce qui est des "likès" d'origine, seuls les paysans assez aisés se souciaient d'envoyer leurs fils en ville pour y trouver un complément d'instruction. Comme le dit bien Alexandre Bouet dans la célèbre "Galerie Armoricaine", illustrée par Olivier Perrin:

« Le père de Corentin, qui, sans être riche, jouit d'une certaine aisance, a senti que son héritier ne devait pas se borner à pouvoir lire ou chanter le breton et le latin et qu'il lui importait de s'initier à cette langue française que dédaignent les vrais enfants de l'Armorique, mais qu'il leur faut bien apprendre pour déchiffrer leurs actes de propriété, et se reconnaître un peu dans le labyrinthe des affaires litigieuses ... »

Quant aux élèves en provenance des villes ou des bourgs, ils appartenaient au monde des artisans et des petits commerçants qui pouvaient se permettre de payer la scolarité d'un externe (alors que les autres écoles élémentaires étaient gratuites) ou la pension d'un interne (25 francs par mois en 1838, ce qui représentait alors le salaire mensuel d'un ouvrier). Par contre, la classe dite bourgeoise (professions libérales, négociants, industriels...) préférait pour ses enfants les lycées publics ou les collèges ecclésiastiques.

Le corps professoral

Comme on l'a vu, dès le début de "l'école des likès", l'enseignement y fut confié aux Frères des Ecoles Chrétiennes. Quand ceux-ci assurèrent, en outre, à partir de 1847, la direction et la gestion de l'établissement, leur nombre s'accrut rapidement: 9 en 1847, 18 en 1853, 22 en 1857, 36 en 1867, 44 en 1881, 37 en 1905-1906.

Cet accroissement correspondait non seulement à celui du nombre de classes mais aussi au fait que les Frères assuraient, outre l'enseignement (2 Frères par classe en moyenne), tout l'encadrement de la vie d'internat, accompagnant leurs élèves au dortoir, au réfectoire, en récréation, à l'étude. Ils s'occupaient des jeux et des promenades (on ne parlait pas de sport à cette époque!), des nombreuses séances récréatives, des répétitions de l'harmonie et de la chorale, sans parler de la sacristie, de l'infirmerie, de l'économat etc... Quant aux professeurs laïcs, très peu nombreux, ils n'intervenaient que dans ce qu'on appelait les « spécialités »: enseignement agricole, industriel ou commercial. Pendant toute la période étudiée dans ce chapitre (et cela durera en gros jusqu'à la fin de la guerre 1939-45), Le Likès est vraiment et presque exclusivement une école de Frères, ce qui n'a pas été sans répercussions sur le style d'éducation donné dans l'établissement.

L'organisation des études

L'Historique de 1938, souvent déjà cité, consacre de nombreuses pages à l'organisation des études au Likès au cours du XIXe siècle. Si, par exemple, on jette un coup d'œil sur les organigrammes reproduits ici, on voit tout de suite quelle a été l'évolution pédagogique de l'établissement, tout au long de cette période, et combien celui-ci a su s'adapter aux besoins multiples des élèves frappant à sa porte. Cette diversité et cette adaptation ont été, depuis l'origine, des caractéristiques bien likésiennes.

Le premier organigramme, celui de 1838, que nous avons déjà mentionné, est des plus simples en apparence:

- 1ère année: enseignement du français par le breton;
- 2e année: enseignement agricole.

Mais, on trouve là, dès le départ, deux aspects dominants, aujourd'hui disparus, du Likès du XIXe: enseignement primaire élémentaire et supérieur, enseignement agricole.

Enseignement primaire élémentaire.

Jusqu'en 1939, Le Likès a eu des classes primaires élémentaires où les élèves apprenaient les bases du savoir: lire, écrire, compter... Certes, les "likès" qui quittaient momentanément leurs campagnes pour venir à Quimper chercher un complément d'instruction, possédaient déjà, comme le signalait Bouet, dans son histoire de Corentin, quelques rudiments de lecture en breton (ne fut-ce que par les leçons du catéchisme paroissial) ou même en latin (appris dans quelque école presbytérale), mais il s'agissait désormais pour eux d'apprendre à parler, lire et écrire correctement le français, clé de la réussite sociale. L'école ouverte en 1838 pour les recevoir s'attacha résolument à cette tâche et, pour cela, elle pratiqua dès le départ la méthode consistant à aller du connu à l'inconnu: étude du français par le breton. Cette méthode fut longtemps en usage au Likès, comme le souligne l'article déjà mentionné du « Bulletin des Ecoles Chrétiennes » et dont nous extrayons les lignes suivantes:

« *Dans les basses classes, des livres, dus à la plume de quelques Frères, initient (l'élève), par comparaison avec sa propre langue, à la connaissance de la langue française. Ce n'est pas là, sans doute, une application de la méthode directe, si prônée aujourd'hui. Après expérience, c'est la seule reconnue pratique avec les petits paysans bretons. A telle enseigne que ces ouvrages ont été hautement loués par des revues philologiques et adoptés par des membres de l'enseignement officiel ...* »

Parmi les ouvrages dont il est parlé ci-dessus, mentionnons celui, bien connu, intitulé « *Kenteliou brezounek da drei e gallek* » (Leçons bretonnes à traduire en français) et publié par le Frère Constantius (Jean-Marie Apprioual) qui fut directeur de l'école de Landivisiau de 1883 à 1902.

Lorsque, parallèlement aux jeunes campagnards, Le Likès ouvrit ses classes élémentaires aux élèves de Quimper qui eux savaient déjà le français, il fallut s'adapter et c'est pourquoi on voit apparaître, dans l'organigramme de 1875, des classes primaires dites "particulières" où l'enseignement se faisait uniquement en français. On les retrouve en 1887 mais elles disparaissent en 1898 pour réapparaître en 1905.

Enseignement primaire supérieur.

A la suite des classes primaires élémentaires dont les études étaient sanctionnées par le certificat d'études élémentaires, les élèves pouvaient accéder à un second cycle de classes où l'enseignement était à la fois celui du primaire supérieur (français, mathématiques, sciences physiques et naturelles, histoire et géographie, dessin) et celui d'une spécialité professionnelle (au début, agriculture seule, puis, vers la fin du siècle, industrie ou commerce). Ces classes préparaient des élèves au certificat d'études supérieures, aux examens des bourses pour les lycées et collèges, aux concours d'entrée à l'école normale publique (d'abord celle de Rennes, puis celle de Quimper, ouverte en 1873 et confiée aux Frères), au brevet d'instituteur etc...

Enseignement agricole.

Si le Ministère de l'Instruction Publique et le Rectorat voyaient surtout dans "l'école spéciale pour les enfants de la campagne" un moyen de francisation, pour les autorités locales et le préfet en particulier, c'était aussi une occasion à saisir pour l'amélioration et le développement de l'agriculture dans la région.

Aujourd'hui, quand on parle du Likès comme école agricole, on suscite bien des étonnements et des interrogations. Et pourtant ce fut bien le cas jusqu'en 1957. On l'a vu, l'enseignement de l'agriculture existait au Likès dès 1838. Il se développa et se structura avec l'ouverture, en 1843, d'une chaire d'agriculture officielle, financée par l'Etat et le Conseil général. Le premier titulaire en fut **M. Clément Olive**, ingénieur de l'école agronomique de Grignon, qui assura cette fonction jusqu'à sa mort en 1886. Il a ainsi joué un rôle sans pareil dans l'agriculture du Finistère et au-delà. Originaire de Vitré, il sut s'adapter à la Basse-Bretagne : il se maria à une finistérienne, Anne-Marie Milin, devint maire de Kerfeunteun, et, aujourd'hui encore, ses restes reposent près de ceux de sa femme et de leur fille Alexine, dans une tombe très bien entretenue, au cimetière de cette ancienne commune.

L'enseignement donné par M. Olive, assisté de plusieurs Frères, était à la fois théorique (étude des plantes, des sols, des engrais, zootechnie, chimie agricole...) et pratique (grâce à la ferme d'application de Kermahonnet, près de Cuzon). Il s'étala bientôt sur trois années. De plus, M. Olive noua des contacts nombreux avec les

paysans des environs, la visite des fermes complétant utilement les cours donnés à l'école et renforçant l'influence de celle-ci dans les campagnes cornouaillaises.

L'enseignement agricole public fut créé en 1848 et se fit sous forme de fermes-écoles: citons, pour le Finistère, celles de Kerwazec en Saint-Goazec, du Lézardeau près de Quimperlé, et de Kerliver en Hanvec. Ces créations amenèrent une certaine contestation de l'enseignement de M. Olive, de la part de quelques membres du Conseil général du Finistère. Ceux-ci auraient voulu que l'enseignement agricole donné au Likès eût surtout pour but de préparer les élèves à entrer dans les fermes agricoles (cf. Historique, p. 57-62 et p. 84-88). C'était se méprendre complètement: au Likès, on visait à former, non seulement des cultivateurs, mais aussi des hommes complets, capables d'assurer plus tard dans leur commune leur rôle de citoyens et de chrétiens. Le préfet l'avait bien compris lorsqu'il disait dans un rapport de 1866:

« L'enseignement agricole du Likès, qui s'adresse aux fils des cultivateurs aisés, continue d'exercer la plus heureuse influence au point de vue de la propagation des nouvelles méthodes. Un grand nombre d'anciens élèves de cette Ecole font aujourd'hui partie des Conseils municipaux; plusieurs sont Maires, et tous contribuent, par l'exemple de leurs cultures et de leurs travaux, à imprimer autour d'eux un puissant essor aux améliorations agricoles. Les dix-huit cents élèves environ qui, depuis la fondation de la chaire d'Agriculture, ont suivi les cours de M. Olive, sont rentrés dans leurs foyers où ils s'honorent de continuer, en l'améliorant, l'utile et noble profession de leurs pères. Tous les soins des habiles professeurs de l'école tendent à inspirer à leurs élèves le goût de l'agriculture et de la vie des champs. Aussi cette utile institution n'aurait-elle d'autre résultat que de retenir au sein des campagnes de jeunes cultivateurs intelligents et éclairés, elle mériterait encore tous nos encouragements ».

Ceux-ci ne sont pas ménagés en effet: primes et médailles récompensent les résultats des élèves. Après la chute de l'Empire, le gouvernement de la République prodigue des marques d'intérêt à l'oeuvre du Likès. Mais vers 1880, l'esprit change et le vent est aux laïcisations à outrance. Cependant le Conseil général continue de voter annuellement les 2 900 francs affectés à la chaire d'agriculture. Mais en mai 1886 survient la mort du titulaire. Était-ce le moment attendu? On pourrait le croire, si grand fut l'empressement mis à supprimer la subvention. M. Raoul Olive, fils du précédent, qui, depuis deux ans, était par décision ministérielle, reconnu professeur suppléant, ne fut pas admis à recueillir la succession de son père comme professeur départemental d'agriculture. Inconséquence frappante: le rapport officiel concluant au retrait des subsides contient l'éloge des travaux exécutés par les élèves, à la ferme de Kermahonnet, sous la direction de leur nouveau maître.

Le Likès relève le gant et prend totalement à sa charge les frais des cours d'agriculture, avec **M. Raoul Olive** comme professeur principal. Un comité de patronage se forme, composé d'anciens élèves et des propriétaires les plus influents de la région. En 1898, l'attention de la Société des Agriculteurs de France est attirée sur le cas du Likès. Elle veut bien s'y intéresser et nomme une commission pour procéder, à la fin de chaque année scolaire, aux examens des élèves. Elle contrôle, encourage, récompense. Elle délivre des diplômes aux élèves ayant obtenu les 4/5 des points dans les deux examens de Pâques et de juillet. Des médailles sont également remises aux meilleurs élèves. En outre, les trois premiers parmi ceux-ci obtiennent chaque année une récompense en nature, consistant généralement en un instru-

ment agricole qu'ils utilisent dans leur ferme. On trouve, dans l'Historique (p. 179-207) la liste imposante des heureux bénéficiaires de cette récompense, entre 1858 et 1906.

Car jusqu'au bout de sa première période d'existence, jusqu'au jour où la hache destructrice abattra l'arbre en pleine vigueur, Le Likès continuera à fournir aux communes rurales de la région des paysans et des citoyens aptes à prendre leurs responsabilités, dans leurs fermes comme ailleurs. A ce propos, il est intéressant de noter ici la déclaration faite par le **Frère Justinus**, secrétaire général de l'Institut des Frères, devant la Commission parlementaire de l'Enseignement, le 28 mars 1899:

"Si l'on consulte aujourd'hui l'Annuaire du département du Finistère pour l'année 1899, on relève les noms de 74 maires, 97 adjoints, 10 conseillers d'arrondissement et 2 conseillers généraux, anciens élèves de la section agricole du Likès. Depuis 1846 jusqu'à la présente année, 27.337 élèves (ce nombre représente sans doute l'addition des effectifs annuels) ont reçu dans cette maison l'éducation de nos Frères ... »

De tels chiffres laissent entrevoir le rôle primordial joué par Le Likès dans l'enseignement agricole finistérien, au XIXe siècle et au début du XXe. Il est vrai que, mises à part les fermes-écoles, aux effectifs d'ailleurs très peu nombreux, il était alors le seul établissement, sur le département, à donner une véritable formation agricole, car Le Nivot (Lopérec) n'ouvrira qu'en 1917, Bréhoulou (Fouesnant) en 1923 et Kerbernez (Plomelin) en 1902. Rappelons par ailleurs, une fois de plus, que la marque caractéristique des cours d'agriculture du Likès était de leur associer une formation générale solide. Le fascicule édité en 1901, sur la section agricole, est très clair à ce sujet puisqu'il dit textuellement: « *Le programme de la 3e année est celui du brevet élémentaire d'instituteur* ». S'y ajoutent naturellement les matières spéciales à l'agriculture dont la liste, impressionnante, inclut, outre les disciplines agricoles de base, la comptabilité, l'économie rurale, le droit rural.

Enseignements industriel et commercial.

Pendant longtemps, Le Likès a donc été uniquement centré sur les études primaires élémentaires, primaires supérieures et agricoles, ces deux dernières étant d'ailleurs étroitement liées. Mais l'organigramme de 1875 apporte une nouveauté: à la suite de la classe de 3e année agricole, apparaît un "cours spécial", préparant à des concours officiels: Arts et Métiers, Administration ... C'est là un pas vers l'organisation de sections autonomes, industrielle et commerciale, parallèlement aux classes agricoles.

La section industrielle est la première des deux à être mise en place et elle apparaît complète dans l'organigramme de 1887. Mais elle avait déjà été amorcée au temps du Frère Dagobert. En effet, vers 1865, la direction du Likès s'aperçut que bon nombre d'élèves externes ou pensionnaires allaient terminer leurs études à l'Ecole Primaire Supérieure, annexée au Collège municipal depuis 1834, afin d'y apprendre le travail du fer, exigé au concours d'entrée dans les écoles d'ingénieurs Arts et Métiers. Le Frère Dagobert décida donc d'ouvrir une section préparatoire à ce concours, et, comme la maison ne possédait pas d'atelier, on conduisait les candidats, chez un ancien élève, maître-mécanicien, qui se chargea de la préparation pratique. Dès 1866, sur quatre élèves présentés au concours, trois le réussirent: premiers d'une longue liste de lauréats, puisque, durant la période 1866-1906, 136 likésiens entrèrent dans les écoles d'Arts et Métiers: d'abord uniquement dans celles

d'Angers ou de Cluny (publiques) puis, à partir de 1899, également dans celles de Lille (ICAM) et de Reims (future ECAM).

Le système de la formation pratique en ville fut vite remplacé par la création d'un petit atelier au rez-de-chaussée de la fameuse Maison-Blanche qui abritait par ailleurs le noviciat. Aux candidats aux Arts et Métiers se joignirent bientôt d'autres élèves désireux d'acquérir une formation industrielle en vue de leur avenir professionnel. Lorsque la Maison-Blanche fut démolie en 1887, on construisit un atelier mieux adapté, le long du mur à l'entrée du jardin. Mais ce n'était là encore qu'une solution provisoire.

En effet, comme nous l'avons vu au chapitre précédent, le Frère Cyrille-des-Anges décida en 1899 d'édifier, au nord de la cour Saint-Joseph, un nouvel et vaste atelier de mécanique avec étaux, forges, machines-outils etc ... Ce qui détermina cette construction ce fut l'accroissement du nombre des élèves de la section industrielle, surtout après la création, en 1887, d'un concours d'entrée à l'Ecole des Mécaniciens de la Marine à Brest. Jusqu'en 1906, 253 likésiens le passèrent avec succès. L'établissement remplissait ainsi dans le domaine maritime et industriel un rôle d'influence analogue à celui qu'il exerçait déjà dans le milieu agricole.

La section administrative et commerciale n'apparaît complète que dans l'organigramme de 1898 mais la chose existait avant le nom. Des 1875, nous l'avons signalé, il y avait déjà une "classe spéciale", préparant (outre les Arts et Métiers) différents concours administratifs. On trouve la mention de ces concours dans les palmarès, à partir des années 1870. Ils ont nom: Agents-Voyers, Contributions Indirectes, Postes et Télégraphes, Ponts et Chaussées, Douanes, Elèves-Fourriers de la Marine, Chemins de Fer etc... Outre les candidats à ces concours, la section accueille tous ceux qui envisagent une carrière dans le commerce ou le négoce. Aussi voit-on les études s'adapter progressivement à ces différents besoins. La comptabilité commerciale apparaît en 1869, l'étude de l'anglais en 1870, la tenue des livres en 1896, tout cela en plus des disciplines du primaire supérieur qui y forment la base de l'enseignement, comme dans les deux autres sections.

Ainsi, à la fin du XIXe siècle, Le Likès se présente-t-il avec une physionomie pédagogique originale, répondant à une population scolaire très diverse: fils de paysans, de marins, de commerçants, de petits patrons, d'employés ou d'ouvriers. Cette formule connut un tel succès qu'on verra l'organigramme de 1898 être reproduit tel quel après la réouverture de 1919.

Le style d'éducation

Quand on parle du style d'éducation au Likès, au XIXe siècle, il faut d'abord se rappeler que l'établissement est alors avant tout un internat: les externes n'y représentent qu'une faible minorité et le règlement est fondamentalement conçu pour les chambriers et pensionnaires.

A première vue, cette vie d'interne se caractérise par son style spartiate (comme sans doute dans tous les pensionnats de l'époque). Le règlement de 1837 nous parle, en effet, de lever à 5h. en été, et à 6h. en hiver. Aucun "week-end" ni autre congé ne vient couper les longs trimestres scolaires et il fallut même attendre 1882 pour voir s'établir des vacances de Pâques. Quant au confort matériel, il est des plus sommaires: les locaux ne sont pas chauffés, et, dans une lettre de 1899, le Frère Cyrille-des-Anges déplore l'absence d'eau courante dans les dortoirs (les lavabos se trouvaient au rez-de-chaussée, sous le porche entre les deux cours) et de

l'inadéquation des installations pour les toilettes et pour l'infirmerie. On ne pourra y remédier que bien plus tard.

Cependant ce manque de confort matériel ne doit pas cacher le style familial qui caractérise le Likès de l'époque. Comme nous l'avons vu, les professeurs sont très proches des élèves dans leur vie quotidienne, ce qui facilite la connaissance mutuelle et la bonne entente réciproque. Beaucoup de parents sont eux-mêmes anciens élèves et se considèrent à l'école un peu comme chez eux: le passage déjà cité, relatif aux chambriers, le montre bien.

De plus, les trimestres sont coupés par de nombreuses fêtes religieuses et profanes (fête du directeur, fête des jeux ...) marquées par de splendides cérémonies à la chapelle et des séances récréatives avec pièces de théâtre, chants et concerts. Chorale et harmonie y jouent un rôle déterminant. A toutes les récréations (qui occupent plusieurs heures par jour) sont organisés des jeux adaptés aux âges et aux saisons: boules, barres, galoches, billes, toupies, sans oublier les spectaculaires parties d'échasses.

En conclusion de cette longue tranche de la vie du Likès, on trouve dans l'Historique (p. 108-133) quelques pages savoureuses qui résument bien l'atmosphère de l'école en ces temps-là. Il en est de même des lignes suivantes, extraites, une fois de plus, du Bulletin des Ecoles Chrétiennes de juillet 1911, et qui soulignent le **caractère breton** de l'établissement:

« Le Likès est une école bretonne. On y garde précieusement le culte de la petite patrie. Les maîtres sont du pays: ils en connaissent les mœurs, en parlent la langue, ont à cœur d'en maintenir les traditions et le costume. Près d'eux l'enfant retrouve presque tout du milieu où il a grandi: dans sa langue maternelle lui est fait, par MM. les Aumôniers, le catéchisme de première communion; tous les quinze jours, à la chapelle, il entend un sermon en breton, qui alterne avec le sermon en français du dimanche précédent ... Fidèle à l'esprit de son institution, l'établissement accueille surtout les enfants de la campagne. Tous les cantons de la Bretagne qui ont conservé la langue des vieux Celtes y sont maintenant représentés: tous les dialectes y résonnent; tous les costumes s'y croisent ... Le dimanche aux offices, les jours de promenade ou de sortie, tous s'habillent comme dans leur village. Les cours de récréations, les défilés généraux offrent alors le plus curieux spectacle... »

« Catholiques et bretons! » chantions-nous autrefois. Ces deux adjectifs convenaient bien au Likès du XIXe siècle, et, après en avoir évoqué le caractère breton, il est temps d'en souligner l'**esprit chrétien**. C'est la caractéristique principale de l'établissement. Les prières rythment les journées, les offices religieux sont nombreux. L'instruction religieuse et l'éducation de la foi occupent une place importante dans l'horaire hebdomadaire. Elles sont dispensées par les Frères et les Aumôniers: ceux-ci, d'abord seuls, puis au nombre de deux à partir de 1879, assurent en outre les offices religieux et les confessions fréquentes.

A l'époque, il n'était pas question d'action catholique, au sens moderne du terme, mais les élèves qui le souhaitaient, pouvaient trouver un supplément de formation chrétienne dans ce qu'on appelait les Congrégations: celle des "Saints-Anges", pour les plus jeunes, celle de la « Très Sainte-Vierge » pour leurs aînés. C'est sans doute au sein de ces groupes de piété que germèrent le plus souvent les vocations sacerdotales ou religieuses qui sortirent du Likès; celui-ci a fourni à l'Eglise, entre 1838

et 1906: 62 prêtres diocésains, 12 religieux-prêtres et 43 Frères des Ecoles Chrétiennes.

On peut évidemment se demander si cette forte atmosphère chrétienne n'était pas trop pesante pour certains élèves. Pour ce qui est des Bretons, il ne le semble pas car ils y trouvaient le reflet de l'ambiance familiale et paroissiale. Mais l'ouverture des "classes spéciales", préparatoires à des concours divers, amena au Likès une clientèle plus lointaine dont l'origine dépassait les frontières de la Bretagne et même de l'Ouest de la France. Pour ces élèves, provenant de régions moins fortement christianisées, le climat religieux du Likès a été parfois plus difficile à supporter. Le Chanoine Cornou, Directeur du "Progrès du Finistère", y fait allusion dans le bel article nécrologique qu'il consacre, dans son journal du 9 octobre 1915, au Frère Cyrille-des-Anges, décédé le 30 septembre précédent, et dont il était l'ancien élève:

« Le Directeur éveillait et développait les intelligences, mais il n'oubliait pas les âmes. Le renouveau était aussi religieux qu'intellectuel. L'œuvre était difficile: Sainte-Marie n'avait rien d'un petit-séminaire. Le recrutement, surtout dans les classes supérieures, était extrêmement disparate. Le seul souci des examens et le prestige de l'école y amenaient des jeunes gens que leurs habitudes familiales ne prédisposaient pas à la piété. Le Directeur en voulait faire des chrétiens capables d'affirmer et de défendre leur foi ... »

Nous sommes là à la fin du XIXe siècle: comme quoi il faut éviter de parer le passé de couleurs trop belles et se dire, au contraire, que le vaste champ de l'éducation a toujours connu ses zones d'aridité. Terminons néanmoins ce chapitre par un autre extrait de l'article précité: à travers la figure éminente du Frère Cyrille-des-Anges, ces lignes reflètent sans doute ce qui fut le travail éducatif des Frères et des Aumôniers tout au long de cette période que nous venons d'évoquer:

« Le Frère Cyrille était à la fois père et chef. Il était craint, il était aimé; il avait ses grands airs de commandements avec ses ordres raides, indiscutables, parfois cassants, mais il avait des trésors de bonté, une grande puissance d'affection qui tout de suite enveloppait le jeune homme qu'un appel ou un besoin de confiance conduisaient à son cabinet de travail. Ce fut le secret de l'influence qu'il exerça sur ses élèves et de l'affectueuse admiration que lui témoignaient les Anciens dans ces fêtes joyeuses qui les réunissaient annuellement autour de lui... »

CHAPITRE 6. COMME UN CHENE QU'ON ABAT

Nous voilà parvenus, dans notre récit, autour des années 1900, et, avant de décrire les événements douloureux - tragiques mêmes pour ceux qui les ont vécus - qui amèneront la disparition temporaire du Likès du paysage quimpérois, il est bon de jeter un dernier coup d'oeil sur l'établissement, vers la fin du XIXe siècle.

1900: année d'apogée

Avec le tournant du siècle, Le Likès d'alors atteint une sorte d'apogée, aux points de vue effectifs scolaires, organisation des études et réalisations matérielles. Depuis 1887, le Frère Cyrille-des-Anges tient le gouvernail d'une main à la fois ferme et paternelle, comme nous l'avons vu à la fin du précédent chapitre. Sous sa gouverne, le nombre d'élèves frôle les 800 en 1895, l'organisation pédagogique a atteint un point d'équilibre remarquable comme le montre l'organigramme de 1898, déjà étudié, et enfin la série de constructions, entamée en 1860, trouve son couronnement dans la réalisation d'une superbe chapelle et d'un vaste atelier de mécanique muni du meilleur outillage de l'époque.

A cela s'était ajoutée la création, en 1889, d'une **Amicale d'Anciens Elèves** dont le président était **M. Eugène Bolloré**, mercier au 13, rue Kéréon, Quimper, et appartenant à la famille d'industriels, bien connue dans le Sud-Finistère et au-delà (son cousin René était patron de la célèbre papeterie d'Odet en Ergué-Gabéric). Cette Amicale avait connu un développement rapide, comptant bientôt ses cotisants par centaines et se réunissant chaque année au Likès pour une fête joyeuse à laquelle participaient les élèves et leurs maîtres. Bientôt cette Amicale se dote d'un bulletin semestriel dont le premier numéro (48 pages de 13 x 21cm) est daté du premier jour du XXe siècle: 1er janvier 1901. On y trouve l'écho non seulement des activités de l'Amicale mais aussi de toute la vie du Likès de l'époque, sans parler des 14 pages de publicité, très intéressantes à feuilleter avec 100 années de recul.

Parmi les années du directorat du Frère Cyrille-des-Anges, 1900 a dû apparaître particulièrement faste. Pour Le Likès, elle est marquée par la mise en service du nouvel atelier et par une gerbe remarquable de succès scolaires (cf. Historique, p. 199-200). Pour l'Institut des Frères c'est l'année de la **canonisation de saint Jean-Baptiste de La Salle**, son fondateur, et cette glorification trouve écho, un peu partout dans le monde, dans de solennelles célébrations. A Quimper, entre autres, un triduum a lieu à la cathédrale, les 13, 14 et 15 juillet 1900, et y attire, au cours d'une douzaine de cérémonies différentes, la foule des Frères, des élèves, des anciens élèves, des parents et des amis (cf Doc n° 66). Sur le plan français, enfin, l'année 1900 est marquée par la grande Exposition Universelle de Paris, au cours de laquelle les réalisations pédagogiques des Frères se voient attribuer trois "grands prix", treize "médailles d'or" et un grand nombre de "médailles d'argent". Bref, pour Le Likès, comme pour les 11.000 Frères français, l'avenir s'annonce plein de promesses et de succès. Et pourtant l'horizon politique laisse déjà deviner des menaces qui ne vont pas tarder à se concrétiser.

1ère loi anti-congréganiste: 1901

Nous avons déjà fait allusion, précédemment, aux laïcisations qui, sous Jules Ferry, marquèrent les années 1880: non seulement l'instruction religieuse fut bannie des écoles publiques, mais les nombreux religieux et religieuses qui y enseignaient du-

rent les quitter progressivement. C'est ainsi qu'à Quimper, les Frères se virent interdire l'enseignement dans les écoles communales de garçons (rue du Collège et rue du Chapeau-Rouge) et à l'école normale d'instituteurs. Le Likès lui-même fut atteint par cette vague de laïcisations par la suppression de toute aide publique à la chaire d'agriculture, créée en 1843.

Les années 1890 marquèrent une accalmie dans l'antagonisme entre l'Etat et les autorités religieuses. C'était l'époque où le pape Leon XIII prêchait aux catholiques français le ralliement à la République. Tous n'obéirent pas aux injonctions pontificales mais bon nombre le firent et on ne pouvait plus reprocher à l'Eglise de comploter pour le retour de la Monarchie. Par ailleurs, au point de vue scolaire, les catholiques avaient su faire face: puisque les écoles publiques étaient laïcisées (maîtres et programmes), on vit s'ouvrir, un peu partout, des écoles libres chrétiennes, sous le régime de la loi Falloux (1850). Ainsi, à Quimper, la plupart des élèves éduqués par les Frères, dans les écoles communales, suivirent leurs maîtres lorsque ceux-ci en furent chassés en 1880. Pour les accueillir on ouvrit les écoles Saint-Corentin (rue de Brest) et Saint-Joseph (rue de Rosmadec).

Vers la fin du siècle, les choses s'envenimèrent de nouveau avec l'affaire Dreyfus. Sous prétexte de patriotisme, beaucoup de catholiques rallièrent le camp anti-dreyfusard. Leurs ennemis surent en profiter. Comme le dit Georges Rigault, dans sa monumentale "Histoire générale de l'Institut des Frères des Ecoles Chrétiennes", tome VII (1949):

"Dans le camp des "dreyfusards", une majorité de sectaires lança ses mots d'ordre. Aubaine pour la franc-maçonnerie: celle-ci put s'emparer de tous les points stratégiques; et, sous prétexte d'une lutte pour les droits de l'homme et du citoyen, elle prépara de nouveaux assauts contre l'Eglise.

Bien entendu, les Congrégations religieuses furent d'abord visées. En les atteignant, on diminuait les forces vives du chrétien; notamment, on bouleversait le système scolaire catholique, organisé sur les bases de la loi de 1850, remis sur pied, élargi depuis les lois laïcistes ... »

La première attaque anti-congréganiste fut portée à l'occasion de la loi de juillet 1901, sous le gouvernement Waldeck-Rousseau. A première vue c'était une loi libérale puisqu'elle accordait et organisait la liberté d'association, jusque-là assez restreinte. Mais l'article 13 de cette même loi stipulait:

"Aucune Congrégation religieuse ne peut se former sans une autorisation donnée par une loi qui déterminera les conditions de son fonctionnement".

Quant à l'article 14, non prévu dans le projet primitif mais accepté ensuite par Waldeck-Rousseau, il allait encore plus loin:

"Nul n'est admis à diriger, soit directement, soit par personne interposée, un établissement d'enseignement quel qu'il soit, ni à y enseigner, s'il appartient à une Congrégation religieuse non autorisée". C'était là une sérieuse brèche dans la loi de 1850.

Il faut savoir qu'à cette époque, il y avait en France bon nombre de Congrégations (environ un tiers) qui avaient une existence de fait sans être officiellement autorisées. Elles vont tomber sous le coup de la nouvelle loi et ce d'autant plus qu'en 1902 Waldeck-Rousseau quittait la direction du gouvernement et était remplacé par Emile Combes, ancien séminariste et ennemi déclaré de l'Eglise. Aidé de Jean Jau-

rès, Viviani et Massé, il allait durcir la loi de 1901 et l'utiliser pour refuser l'autorisation légale à presque toutes les Congrégations qui la demandèrent. Résultat: des écoles et des collèges catholiques furent fermés par milliers (environ 10.000 en tout). Heureusement que beaucoup d'entre eux furent ensuite rouverts, avec un personnel "sécularisé".

Le Likès de 1901 à 1904

En 1901, le Frère Cyrille-des-Anges, fatigué par les soucis de 14 années de directo-
rat, quittait son poste et devenait inspecteur des écoles, c'est-à-dire l'adjoint du
Frère Carolius, Visiteur, qui venait de remplacer le Frère Namasius à la tête du Dis-
trict de Quimper. La direction du Likès fut confiée au **Frère Colman-de-Jésus** qui
connaissait bien l'établissement pour y avoir été auparavant professeur, chef de
l'harmonie et sous-directeur.

Le nouveau directeur devait faire face à un avenir incertain; certes Le Likès n'était
pas directement touché par la loi de 1901, puisque l'Institut des Frères était léga-
lement autorisé depuis le décret impérial de 1808. Et beaucoup de Frères et de
leurs amis pensaient que leurs écoles n'avaient, de ce fait, rien à craindre. Ils au-
raient pourtant dû se méfier, en voyant l'usage restrictif fait par le gouvernement
Combes (avec l'aval du Conseil d'état) de l'article 13 précité: désormais même les
Congrégations autorisées durent se munir d'une autorisation pour l'ouverture de
tout nouvel établissement. Et c'est ainsi que, par arrêtés préfectoraux, les Frères
durent se plier à la fermeture de plusieurs écoles que, conformément à la procédure
antérieure, ils venaient d'ouvrir sur le territoire français.

Malgré tout, Le Likès fonctionne normalement. Le nombre d'élèves, qui avait un peu
baissé depuis 1896, remonte à partir de 1901 et il en sera ainsi jusqu'à l'année de
la fermeture. Les résultats aux examens et concours sont plus brillants que jamais,
spécialement pour le Brevet d'Instituteur: il fallait combler, par des maîtres laïcs
chrétiens, les vides créés dans certaines écoles par suite de la loi de 1901. En feuil-
letant les pages du "Bulletin de l'Amicale" de ces années-là, on n'y trouve guère que
les échos d'une vie scolaire paisible, émaillée de fêtes et d'événements courants.
Mais par-delà ces apparences trompeuses, d'autres coups se préparent contre les
Congrégations religieuses car nous voici bientôt en 1904.

2^{ème} loi anti-congréganiste: juillet 1904

Donnons, une fois de plus, la parole à Georges Rigault: *"La hache levée sur la tête
des Frères des Ecoles Chrétiennes devait s'abattre un jour ou l'autre... Combes et
ses suppôts ne cessaient d'inventer quelque moyen légal pour resserrer l'étau capa-
ble de broyer l'enseignement libre. Décontenancé, écœuré, Waldeck-Rousseau lui-
même protestait, à la tribune du Sénat, contre la mesquine et brutale politique de
son successeur"*.

Celui-ci, dans un discours prononcé, le 10 octobre 1903, annonce la suppression, à
brève échéance, de l'enseignement congréganiste, à tous les degrés. Le 18 décem-
bre suivant, il saisit la Chambre des Députés de son projet de loi. Contrairement à
ce qui s'était passé en 1901, cette fois-ci, seules les Congrégations enseignantes
sont visées: on veut frapper l'Eglise dans ses écoles.

Vu l'existence d'une majorité laïque à la Chambre et au Sénat (les deux assemblées
avaient alors des pouvoirs comparables), le sort du projet Combes ne faisait guère
de doute. Aussi, dès janvier 1904, le **Frère Gabriel-Marie**, Supérieur général, déci-

dait la fermeture des noviciats français (dont celui de Quimper) car il ne voyait pas la possibilité de garantir désormais un futur emploi aux novices qui durent ainsi rentrer dans leurs familles, au moins pour un temps. Les petits-novices connurent le même sort. Le scolasticat de Quimper ne sera fermé qu'au mois d'août suivant. Par ailleurs, un certain nombre de Districts mettaient en place des projets de transfert de leurs établissements (écoles, noviciat etc...) à l'étranger: Belgique, Hollande, Luxembourg, Suisse, Italie, Espagne, Grande-Bretagne ... Le District de Quimper posait les premiers jalons pour la future réouverture de ses maisons de formation à Guernesey.

La discussion du projet Combes dure tout le premier semestre de l'année 1904. Il est définitivement adopté le 5 juillet. Dès le lendemain, la loi est promulguée et, entre le 11 et le 15 juillet, le "Journal Officiel" publie les listes des établissements congréganistes devant fermer avant le mois de septembre; c'est l'hécatombe: rien que pour les Frères des Ecoles Chrétiennes, ce sont 801 de leurs établissements français (soit environ les trois cinquièmes du total) qui sont frappés. Le Likès, lui, échappe à cette première charrette, bénéficiant ainsi d'un sursis précaire.

Le Likès de 1904 à 1906

Au cours de l'été 1904, le Frère Colman-de-Jésus demande, à son tour, d'être relevé de la charge de directeur que les événements rendent encore plus lourde. Le Likès le retrouvera en 1920, sous l'habit des "sécularisés" et le nom de Monsieur Moreau. Son successeur en 1904 est le **Frère Donan-Anselme** (Jean-Louis Hénault), originaire de Plonéis et oncle du Frère Joseph Salaün qui sera directeur pendant la période tragique de la Seconde Guerre Mondiale.

La rentrée de septembre 1904 s'effectue normalement, avec des effectifs dépassant ceux de l'année précédente: l'école garde donc la pleine confiance des familles, même si celles-ci savent Le Likès condamné à brève échéance et peuvent désormais se demander à chaque rentrée où leur fils sera scolarisé l'année suivante.

Le Frère Donan avait déjà fait ses preuves comme directeur à Lorient et, comme l'écrit l'Historique de 1938:

"Le nouveau directeur est d'une nature enthousiaste et entraînant. Il serait l'homme des initiatives hardies, si les lois sectaires de 1904 n'avaient interdit tout espoir de développement aux écoles congréganistes. Il est vrai que la politique scolaire du gouvernement émeut profondément la Bretagne; mais, sauf dans le Léon ou s'esquissa un mouvement de résistance aux fermetures d'écoles congréganistes, l'opposition restait purement verbale; la population aimait ses prêtres, ses religieux, ses religieuses; pour assurer la durée de leurs oeuvres, elle était prête à tous les sacrifices: nous savons bien aujourd'hui ce qui manquait à ces dévouements admirables".

Ceux qui, comme nous, sont descendus dans la rue en 1984 pour défendre la liberté scolaire savent aussi ce qui manquait à nos devanciers du début du siècle.

L'année scolaire s'écoula sans histoire et fut couronnée de l'habituelle moisson de diplômes et de succès de toutes sortes. Retenons, au moins, l'éloge prononcé alors par la Commission de la Société d'Agriculture de France, à l'issue des examens annuels qu'elle a organisés pour les élèves de la section agricole du Likès:

"Les résultats sont parfaits. Ces jeunes gens savent ce qu'ils ont à dire et le disent admirablement. Leurs réponses sont nettes, claires, précises et révèlent une préparation sérieuse ...

... Ce n'est pas sans tristesse que nous nous séparons en jetant un dernier regard sur ce bel établissement où des milliers de petits Bretons ont reçu, avec les bases d'une instruction solide, les principes de la vie chrétienne, et qui, dans quelques années, dans quelques mois peut-être, sera fermé à tout jamais.

Ce jour-là sera un jour de deuil pour la Liberté, et aussi pour l'Agriculture, qui perdra une de ses meilleures sources de progrès."

Le Likès bénéficia cependant d'une année d'existence supplémentaire et la rentrée du 16 septembre 1905 vit affluer, autour des Frères, 738 élèves, chiffre inégalé depuis dix ans; il fallut ouvrir une nouvelle classe et deux dortoirs de plus: Le Likès allait mourir en beauté. L'année scolaire se déroula dans le calme mais aussi dans l'angoisse et l'incertitude, à mesure qu'approchait le mois de juillet, époque habituelle des décrets de fermeture.

La réunion de l'Amicale, le 24 mai 1906, attira un nombre record d'anciens élèves, désireux de témoigner, au moins une fois encore, leur attachement à leurs maîtres menacés. Et le 14 juillet, arriva l'inique sentence: Le Likès devait fermer ses portes avant le 1er septembre. Dans un dernier baroud d'honneur, le Supérieur général des Frères introduisit un recours auprès du Conseil d'Etat contre l'arrêté de fermeture, pour vice de forme: date trop tardive de l'arrêté, aux termes de la loi. Mais il n'obtint pas gain de cause.

Cette année scolaire, la dernière avant longtemps, se termina le 24 juillet par une distribution des prix présidée par Mgr Dubillard, Evêque de Quimper. On y lut la liste, plus longue que jamais, des succès obtenus par les élèves, au terme de cette ultime étape de leur vie likésienne: "c'est l'apothéose d'un enseignement que l'on détruit par haine et, peut-être, par jalousie". Lors de son discours, la voix de l'évêque se brisa d'émotion et, sur bien des visages, coulèrent des larmes de tristesse ou de colère qu'un brin d'espoir en une future restauration rendait quand même moins amères.

En attendant, il ne reste aux élèves, jetés à la rue, qu'à trouver un autre établissement, si possible! Quant aux Frères du Likès et des autres écoles frappées par la loi Combes, ils ont le choix entre trois solutions:

- **l'exil**: beaucoup quitteront la France pour continuer de mener librement leur mission à l'étranger, sous l'habit religieux; les Frères bretons se rendront principalement en Grande-Bretagne, en Indochine et en Amérique du Sud, où perdure, un siècle plus tard, le souvenir de leur remarquable action éducative;

- **la réduction à l'état laïc**, en quittant la Congrégation; ce sera le cas, entre autres, de bien des jeunes Frères, sans vœux ou avec vœux temporaires, à qui les Supérieurs ne pouvaient plus garantir un avenir assuré; bon nombre d'entre eux feront carrière dans l'enseignement diocésain;

- **la "sécularisation"**. Le mot est ambigu: pour l'Etat, il s'agit de gens qui en quittant l'habit religieux cessent d'être congréganistes et peuvent donc continuer à enseigner; mais en réalité, ils ont choisi de continuer, sous l'habit séculier, à observer leurs vœux et les principales observances de la vie religieuse. Les évêques et certains Supérieurs encouragent cette solution pour sauver les écoles; en Bretagne,

beaucoup firent ce choix et la plupart des écoles lasalliennes bretonnes (dont Saint-Corentin et Saint-Joseph à Quimper) purent ainsi être maintenues, avec des Frères "sécularisés". Mais il fallait à ceux-ci être prudents et éviter, au moins au début, d'être poursuivis pour « reconstitution de Congrégation enseignante ». Quand au Frère Carolius, Visiteur, pour garder le contact avec ces communautés clandestines, il circulait en civil, sous couvert de "Monsieur Demeuc, agent d'assurances" (il était originaire de Meucon, près de Vannes). Il fallut attendre la guerre de 1914-18 et « l'union Sacrée » pour que ces « sécularisés » puissent vivre normalement leur vie religieuse, sous l'habit civil.

Entre temps le District de Quimper avait (dès 1906) rouvert ses maisons de formation à Vimiéra (Guernesey): l'avenir était sauf. Mais qu'en était-il du Likès ?

Le Likès: épilogue provisoire

Septembre 1906: les vastes cours et les multiples locaux du Likès restent désespérément vides: la "sécularisation" dont il a été question plus haut n'y est pas applicable car, contrairement aux autres écoles du District qui appartiennent à des familles de bienfaiteurs, à des associations ou à des paroisses, il s'agit ici d'un bien congréganiste, devenu, du fait de la loi de 1904, propriété de l'Etat. C'est là, en effet, le second volet de la loi Combes: d'un côté, interdiction d'enseigner pour les Congréganistes, de l'autre, confiscation de leurs biens, sans aucune indemnité.

C'est que, pour mieux faire passer auprès du peuple les lois de 1901 et 1904, Waldeck-Rousseau puis Combes avaient mis en avant la promesse que la confiscation des biens congréganistes permettrait de constituer un capital en faveur des Assurances Sociales pour les ouvriers et employés: c'était le fameux "milliard des Congrégations" que l'on avait fait miroiter aux yeux de l'opinion. Un liquidateur fut donc nommé pour chaque Congrégation: pour les Frères des Ecoles Chrétiennes ce sera **Edmond Duez**, tristement célèbre. Car bientôt les procès se multiplièrent entre les liquidateurs et les ayant-droit des propriétés congréganistes. A travers les frais d'avoués, d'experts, de notaires et les manœuvres frauduleuses des uns et des autres, le fameux "milliard" fondit au soleil et l'Etat se trouva finalement de sa poche dans toute cette affaire. L'opinion publique réagit, la presse se déchaîna et des procès retentissants eurent lieu contre les fraudeurs et leurs complices. Les tribunaux n'y allèrent pas de main-morte, et, par exemple, le fameux Duez sera condamné, le 21 juin 1911, à douze années de travaux forcés. Mais il aura eu, auparavant, largement le temps de procéder à la liquidation du Likès.

C'est le 18 mai 1907 que se déroula, devant le tribunal civil de la Seine, au Palais de Justice de Paris, la « *vente avec enchères publiques, en un seul lot, d'une Grande Propriété, sise à Quimper (Finistère), rue de Kerfeuntun* » (sic). L'affiche annonçant cette vente publique comporte, outre le nom du liquidateur (Duez), celui des avoués chargés de la transaction, la description de la propriété (rappelons que "la prairie" en est exclue), et des bâtiments, ainsi que la mise à prix: 60.000 francs. C'est évidemment une véritable braderie, si on pense que la chapelle seule, terminée huit ans plus tôt, avait coûté 150.000 francs! Mais l'Etat avait tellement de propriétés congréganistes sur le dos qu'il cherchait à s'en débarrasser au moins mal.

Le jour de la vente, parmi les acheteurs éventuels, se présente un homme de haute taille, au regard droit et à la moustache en pointes: il s'agit de M. Eugène Bolloré, président de l'Amicale des Anciens Elèves du Likès qui, en accord avec les Frères, se porte acquéreur de la propriété mise aux enchères. Celles-ci ne montent pas bien

haut et, pour 63.000 francs, M. Bolloré devient propriétaire de l'ensemble des terrains et bâtiments affectés au Likès et au District.

On peut évidemment se poser la question de savoir si, en l'occurrence, M. Bolloré utilisa sa fortune personnelle ou si l'argent de l'achat fut avancé par les Frères. Ce qui se passa, plus tard, lors de la constitution de la "Société Anonyme Le Likès » qui devint propriétaire légale de l'ensemble de la propriété et des bâtiments, permet de donner la préférence à la seconde hypothèse. Après tout, si on se rapporte au chapitre 4 ci-dessus, on voit que les 63.000 francs en question représentaient à peine, pour Le Likès, sa capacité d'investissement immobilier sur quatre années; or, l'établissement avait cessé toute construction depuis 1900, année de l'achèvement du nouvel atelier.

Mais que faire, en mai 1907, de ces terrains et bâtiments qu'on vient de racheter? Il fut impossible de rouvrir l'établissement car, depuis un an, le corps professoral s'était dispersé, à l'étranger ou à travers la Bretagne dans les écoles "sécularisées" ou non encore frappées par les décrets de fermeture. Par ailleurs, la persécution religieuse s'était poursuivie après 1901 et 1904 car, en 1905, était votée la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat, en violation unilatérale du Concordat de 1801. En conséquence, l'Eglise se voyait dépossédée d'une autre partie de ses biens: ainsi le diocèse de Quimper perdit, en même temps, sa résidence épiscopale (aujourd'hui musée breton), son grand-séminaire (lycée Chaptal actuel) et son petit-séminaire de Pont-Croix. Monsieur Bolloré fut donc heureux de louer les bâtiments du Likès à l'évêque pour y rouvrir son petit-séminaire qui, sous le nom de collège Saint-Vincent, y demeura pendant douze ans. Quant aux bâtiments dits du District, ils restèrent en grande partie vides car ils n'abritaient plus que la maison de retraite des Frères et la résidence du Frère Visiteur.

Ainsi a été brusquement tournée une page importante, longue de 68 années, de l'histoire scolaire de Quimper et de sa région. Cet épilogue, bien que provisoire, nous laisse un goût de cendre et, en regardant les choses à près d'un siècle de distance, on demeure abasourdi et incrédule devant un tel gâchis pédagogique, éducatif, économique et humain, Quelle responsabilité portent devant l'histoire les auteurs de pareilles injustices, fussent-elles affublées du manteau de la légalité!

Chapitre 7 : LE LIKES REPREND VIE ET CROISSANCE (1919-1932)

1. Résurrection (1919-1922)

Nous voici en 1919. La France et le monde sortent à peine de ce qu'on a appelé la Grande Guerre et qui a laissé après elle des ruines innombrables et des morts par millions. La Bretagne, si elle est indemne de destructions matérielles, a par contre payé un très lourd tribut humain dont témoignent aujourd'hui encore les monuments aux morts érigés dans nos bourgs et nos villes.

Mais 1919 c'est aussi le début de l'après-guerre, avec la relance économique et les nouveaux modes de vie, favorisés par le brassage des populations et le développement rapide des inventions modernes dans tous les domaines.

Dans le diocèse de Quimper qui a perdu une centaine d'ecclésiastiques sur les champs de bataille, **Monseigneur Duparc**, à la tête de l'évêché depuis 1908, se préoccupe à la fois de la formation des futurs prêtres et du développement de l'enseignement catholique, encore meurtri par les conséquences des lois anti-congréganistes du début du siècle. Dès 1913, l'évêque avait pu racheter l'ancien petit-séminaire de Pont-Croix dont l'Etat s'était emparé en janvier 1907. Mais, au début de la guerre, en août 1914, ces bâtiments furent occupés par l'armée et transformés en hôpital militaire.

Le Likès qui, comme on l'a vu, abritait depuis octobre 1907 le petit-séminaire chassé de Pont-Croix, fut lui-même en grande partie réquisitionné pour devenir aussi un hôpital militaire. Ainsi, pendant quatre années, *"côte à côte vivaient dans la même maison, deux jeunesses différentes, l'une à peine adolescente, pleine d'ardeur à l'étude comme au jeu, l'autre mûrie par l'épreuve, visitée par la douleur, mais soutenue par un immuable espoir"* (Historique p. 116).

L'hôpital militaire du Likès est définitivement fermé le 12 mai 1919. Le District de Quimper qui voit ses effectifs s'accroître à nouveau, grâce aux Frères démobilisés et à ceux qui étaient rentrés d'exil ou qui sortaient du scolasticat de Vimiéra à Guernesey, souhaite rouvrir son établissement, fermé depuis 1906. Monseigneur Duparc donne son accord et vient lui-même, lors de la distribution des prix de juillet 1919, annoncer au petit-séminaire son prochain retour à Pont-Croix. Une nouvelle page de l'histoire au Likès allait s'écrire, sous l'égide d'un nouveau chef.

Le nouveau Directeur

Par une belle après-midi de juillet 1919, un homme tout de noir vêtu et portant une lourde valise à la main, montait la rue des Douves en direction du Likès. Il venait de la gare où l'avait déposé le train Brest-Quimper. La couleur de son costume et de sa cravate, son col de celluloïd, tout comme son chapeau melon trahissaient sa qualité de Frère sécularisé, titre par lequel on désignait alors tous ceux qui, au début au siècle, avaient dû, par suite des lois combistes, troquer leur habit religieux contre le costume civil pour sauver leurs écoles. Il s'appelait désormais **Monsieur Yves Le Gall**, natif de Plougastel-Daoulas. A 48 ans, il avait fière allure et ses yeux vifs jetaient, tout en cheminant, un regard familier sur la ville qu'il retrouvait. Il pensait sans doute à cette triste journée de l'été 1906, où connu alors sous le nom ce Frère Cyprien-Eloi, il avait descendu cette même rue avec ses bagages, après un dernier regard sur Le Likès dont il était le jeune sous-directeur et qu'un décret gouverne-

mental venait de fermer. Il était alors parti renforcer, pendant une année, le corps professoral du cours secondaire Saint-Louis, récemment ouvert par les Frères à Brest. Et, lorsqu'en 1907, le décret de fermeture atteignit aussi cet établissement qui passa ensuite sous tutelle diocésaine, le Frère Yves Le Gall devint directeur de l'école La Croix-Rouge, à Lambézellec, désormais confiée à une vaillante équipe de Frères sécularisés.

Aujourd'hui c'est à lui que le **Frère Visiteur Carolius** vient de confier la magnifique et lourde tâche de rendre vie à ce vieux Likès de sa jeunesse. Quelle belle revanche pour cet homme dans la force de l'âge, mûri par l'adversité, possédant déjà une longue expérience d'enseignant et de chef d'établissement!

Fig. 22 : Frère Carolius, Visiteur de 1900 à 1920.

Parvenu au carrefour de la Tourbie, il pouvait, non sans émotion, apercevoir son ancienne et future maison, mais, au lieu d'emprunter la rue de Kerteunteun, il traversa le champ de foire tout planté de tilleuls, et alla frapper à la porte de la maison de Retraite des Frères anciens qui le reçurent à bras ouverts. C'est là qu'il allait loger provisoirement car le petit-séminaire n'avait pas encore terminé son déménagement vers Pont-Croix et au Likès-même aucune chambre n'était en état de recevoir le nouveau directeur. Celui-ci, dans son havre de paix momentané, serait bien placé pour pousser les démarches administratives et pour se rendre compte par lui-même des réparations et des aménagements nécessaires en vue de la prochaine rentrée scolaire. Or, dans ce dernier domaine, la tâche était immense.

Etat des lieux

Avec le départ au petit-séminaire, Le Likès récupérait tous les locaux qui avaient été les siens en 1906, et même un peu plus car le bâtiment dit du "scolasticat », qui dominait la sortie du tunnel de chemin de fer, faisait désormais partie du pensionnat, comme on disait à l'époque. Par contre, toutes les constructions situées au sud restaient occupées par ce qu'on appelait le « noviciat » et où ne se trouvaient désormais que la maison de retraite des Frères et la maison provinciale du District. De ce fait, l'entrée du Likès continuait et continuera pendant longtemps encore, jusqu'en 1962, à se faire par la rue de Kerfeunteun. La propriété avait gardé les mêmes limites qu'en 1906, à l'exception de la prairie qui avait été vendue à M. Raoul Olive, professeur d'agriculture, et qui ne sera rachetée qu'en 1921, comme on l'a déjà dit (cf. Ch 4).

Mais ce ne sont pas les locaux ni l'espace qui font défaut au nouveau Directeur. L'état des lieux laisse par contre beaucoup à désirer. Certains bâtiments avaient été construits près de 60 ans auparavant et avaient besoin d'un sérieux rajeunissement. Or leur entretien avait été presque inexistant depuis une quinzaine d'années. Bon nombre d'entre eux avaient été occupés par l'armée, ce qui n'arrangeait rien: « *l'établissement est dans un état pitoyable; on dirait qu'il a vraiment été mis à sac par les militaires qui viennent de le quitter* » (journal du Frère Le Gall). Le pire était l'absence presque totale de mobilier, aussi bien d'internat que d'externat. Celui du Likès avait été dispersé et le petit-séminaire avait tout naturellement ramené le sien à Pont-Croix. Seules la chapelle et la grande-salle étaient encore meublées, même si les décors de théâtre avaient été complètement saccagés par des soldats désœuvrés.

Le nouveau directeur en a vu d'autres et il se met à la tâche sans tarder. Aidé de l'économiste nouvellement nommé, le Frère Jean Loizel, et disposant de quelques res-

sources provenant des indemnités de réquisition versées par l'armée, il fait appel à toutes les entreprises disponibles pour remettre en état le maximum de locaux, créer un nouveau service d'eau, installer des lavabos dans les dortoirs, des toilettes sur les paliers et des douches au rez-de-chaussée du bâtiment donnant sur la rue de Kerfeunteun. Malgré la pénurie qui règne après les années de guerre, une bonne partie du matériel indispensable sera trouvée grâce aux achats dans les fameux stocks américains. Bref, matériellement parlant, tout sera prêt pour la rentrée. Mais qu'en est-il des futurs élèves et du corps professoral?

Organisation Pédagogique

Des articles de presse, des prospectus et le bouche-à-oreille ont averti les familles de la prochaine réouverture du Likès, et, le 1er août, le directeur est à leur disposition en vue des inscriptions. Tout en continuant pour l'instant à loger chez les Frères anciens, il installe son bureau provisoire dans une salle du premier étage au-dessus de la cuisine, mais hélas il n'a pas même une chaise à offrir aux parents, accourus pour inscrire leur fils! Il n'est pas question cette année, de rouvrir toutes les classes: le nombre de professeurs disponibles ne le permet pas encore. On se contentera donc de trois classes élémentaires et de deux classes de première année d'enseignement primaire supérieur. L'une de celles-ci assurera en outre l'enseignement industriel et l'autre des cours de commerce ou d'agriculture.

On reprend donc une esquisse de l'organisation scolaire au XIXe siècle mais en l'adaptant aux besoins de la nouvelle génération de l'après-guerre et en tenant compte de la modernisation de la société depuis le début du XXe siècle. C'est ainsi que l'enseignement commercial va se développer: à la comptabilité s'ajouteront la dactylographie et la sténographie ainsi que l'étude de l'anglais. De même, pour les élèves suivant les cours d'agriculture et qui se destinent, pour la plupart, à reprendre la ferme paternelle, sont prévus, outre l'enseignement agronomique traditionnel, une initiation aux travaux de menuiserie et de mécanique, de plus en plus utiles pour la bonne marche d'une exploitation agricole.

La rentrée de 1919

La rentrée se fait le 1er octobre avec 124 internes; les externes arrivent le lendemain et portent l'effectif à 220 élèves. Désormais il n'est plus question des pittoresques chambriers, avec leurs paillasses et leurs provisions de nourriture, accumulées sur des étagères au-dessus des tables au réfectoire. Dès le 4 octobre, tout l'établissement est réuni à la grande salle, et, à chaque élève est remis le règlement imprimé de l'école. Celle-ci retrouve vite les habitudes d'antan, avec, entre autres, la retraite de rentrée qui commence le 6 octobre. Un aumônier, **M. l'abbé Joseph Le Gall**, précédemment vicaire à Recouvrance, est nommé par Mgr Duparc qui vient lui-même visiter Le Likès dès le 4 novembre.

Le corps professoral comprend 14 Frères sécularisés, aidés de quelques laïcs pour certains enseignements professionnels et pour l'éducation physique. Parmi ces Frères, une bonne moitié a, comme le directeur, fait ses premières armes avant la sécularisation. Les autres sont des jeunes, récemment sortis du scolasticat et leur nombre ira en s'accroissant au cours des années suivantes. Comme auparavant, les Frères (qui sont en général deux par classe) assurent non seulement les tâches d'enseignement mais aussi toutes celles concernant la direction, la gestion, l'économat et l'encadrement des internes comme des externes.

En parcourant les locaux de son établissement, réaménagés au mieux pour l'accueil des élèves, le nouveau directeur peut se féliciter de cette réouverture bien réussie. La machine est relancée et les développements futurs tout tracés. Peut-être qu'en visitant l'atelier de mécanique, qu'il a fallu rééquiper de fond en comble, retrouve-t-il encore, tracée sur un mur de la main d'un soldat convalescent du temps de l'hôpital militaire, une peinture reproduisant les armes de l'établissement, avec cette inscription, inspirée de la devise des Rohan: "*Eden ne puis, hôpital ne daigne, Likès suis*". Pour le Frère Yves Le Gall aussi, Le Likès qu'il a retrouvé suffit pleinement à meubler ses journées de labeur et ses espoirs d'avenir. Et peu lui importe s'il a été appelé, à trois reprises, au Commissariat de Police, parce que soupçonné de vouloir "reconstituer une congrégation dissoute". Ainsi, au sortir d'une guerre terrible, durant laquelle on a prôné et pratiqué "l'union sacrée", et malgré l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement qui cherche l'apaisement, une certaine administration mesquine et sectaire poursuit encore la chasse aux religieux, lancée au début du siècle. Cet incident fut sans suite et n'empêcha pas le déroulement normal de l'année scolaire.

La Communauté des Religieuses

Le petit-séminaire bénéficiait depuis longtemps des services d'une communauté de religieuses, qui regagna Pont-Croix en même temps que l'établissement où elles se dévouaient. Etaient-elles encore au Likès quand le Frère Le Gall y arriva en juillet 1919 et cela lui aurait-il donné l'idée de faire bénéficier son école de services analogues? Toujours est-il qu'il se mit en relation avec la Supérieure générale des Filles du Saint-Esprit à Saint-Brieuc pour solliciter l'installation au Likès d'une communauté de ces religieuses. Ses démarches furent couronnées de succès et une convention fut signée entre le directeur et la Supérieure générale. Le résultat en fut l'arrivée au Likès, dès le 1er octobre, jour de la rentrée, de quatre « Soeurs blanches » qui s'occuperont de l'infirmerie, de la lingerie, de la sacristie et de certains services de cuisine. Parmi elles, il y avait la célèbre **Soeur Ange**, bien connue de générations de Likésiens, pendant plus de quarante ans.

Cette communauté de religieuses s'installa au second étage du bâtiment du "scolasticat" et elles y resteront jusqu'en 1937, année où une belle maison sera construite pour elles en bas du jardin. Leur nombre sera pour alors passé à six.

La Société Anonyme Le Likès

Nous avons déjà vu comment, en 1907, à la suite de la mise en vente par l'Etat de la propriété du Likès, celle-ci fut acquise par M. Eugène Bolloré, président de l'Amicale des Anciens Elèves. Même si l'argent de cette acquisition avait été fourni par les Frères, légalement c'était bien M. Bolloré qui en était propriétaire, et, pour éviter tout problème éventuel de succession, il décida en octobre 1917 de mettre sur pied la Société Anonyme Le Likès, avec un capital social de 90.000 francs, par émission au pair de 180 actions de 500 f. chacune. Sur ces 180 actions, 120 correspondaient à l'apport par M. Bolloré de la propriété Le Likès, 50 à l'apport de la propriété de l'école Saint-Jean-Baptiste d'Arradon (près de Vannes) et 10 à un apport en numéraire par les actionnaires: deux par M. Bolloré et une par chacun des huit autres actionnaires: MM. de Mauduit, Arsène de Kerangal, Charles de Kerangal, Cabon, Sa-laün, Le Gars, Croissant et Trévidic, tous anciens élèves ou amis du Likès.

C'est donc cette Société anonyme qui devint propriétaire de l'ensemble des terrains et bâtiments à l'usage de l'école du Likès et du District de Quimper. En décembre 1921, elle signera avec l'établissement, représenté par le directeur et trois autres Frères, un contrat notarié de location, pour un loyer annuel de 6 500 francs. Un bail analogue sera signé entre la Société anonyme et le District pour les bâtiments et terrains à l'usage de celui-ci, y compris le cimetière des Frères, situé au nord-ouest de la propriété (au-dessus de la prairie), et avec droit de passage sur "l'allée des marronniers" menant à ce cimetière.

En 1928, le capital de la Société sera porté à 180.000f., répartis en 180 actions de 1 000 f. chacune. M. Bolloré, malade, quitte alors la Société et cède gratuitement ses actions qui sont réparties entre les autres actionnaires désormais au nombre de dix.

Peu à peu cette Société Anonyme Le Likès deviendra propriétaire de l'ensemble des propriétés appartenant aux Frères en Bretagne et elle sera, en 1970, transformée en Société Anonyme Bretonne d'Education Populaire (SABEP), avant de devenir en 1972 l' « Immobilière Bretonne d'Education Populaire » (IBEP).

Rentrées de 1920 et 1921

L'année scolaire 1919-20 se termina avec une première moisson de diplômes (différents certificats d'études, examens commerciaux) marquant la bonne marche des classes dans un Likès ressuscité. Aux rentrées de 1920 et 1921, l'organisation pédagogique, esquissée en 1919, se met progressivement en place et on retrouve ainsi un dispositif très semblable à celui de 1898: 5 classes élémentaires, suivies des classes de l'enseignement primaire supérieur s'échelonnant sur trois années pour la série industrielle et sur deux années, momentanément, pour la série agricole ou commerciale. Le nombre d'élèves croît rapidement d'une année à l'autre: 390 à la rentrée de 1920 et 451 à celle de 1921.

Le nombre de Frères augmente parallèlement pour atteindre 19 en octobre 1921. Parmi eux on note l'arrivée, en 1920, d'un certain Monsieur Moreau qui n'est autre que le Frère Colman-de-Jésus, directeur de 1901 à 1904, et qui s'empresse de relancer l'harmonie instrumentale qu'il avait déjà dirigée au XIXe siècle. En même temps sont créés des cours de violon, sous la direction de Monsieur E. Julien, artiste quimpérois bien connu.

Les résultats scolaires de 1922 témoignent bien de la progression des études puisque, aux certificats d'études primaires, s'ajoutent des diplômes commerciaux ou agricoles et les premiers succès, depuis 1906, au brevet élémentaire et au concours des arts et métiers.

Le Frère Yves Le Gall pouvait regarder avec satisfaction le chemin parcouru depuis trois ans et apparemment espérer poursuivre sur cette lancée pendant plusieurs années encore, lorsqu'une nouvelle nomination inattendue l'amena à Lorient pour y diriger l'école Saint-Joseph. Avait-il ressenti une certaine fatigue et souhaité souffler un peu, après quinze années de lourd directorat à La Croix-Rouge et au Likès? On pourrait le croire en lisant sur le registre de la communauté: "En août 1922, M. Le Gall quitte la direction au Likès pour prendre celle de l'école Saint-Joseph de Lorient, bien moins fatigante". Après Lorient, c'est Saint-Joseph de Caen qui deviendra son champ d'action et c'est là qu'il s'éteindra, nonagénaire, après y avoir vécu

toutes les péripéties de la Seconde Guerre Mondiale, y compris les semaines tragiques de la bataille de Caen, en juin-juillet 1944.

2 Une décennie fructueuse (1922-1932)

A la rentrée de 1922, Le Likès se retrouve donc sous la houlette d'un nouveau directeur. Il s'agit du **Frère Joseph Gautier**, né en 1866 et précédemment directeur de l'école Saint-Ouen de Plouay. La rentrée scolaire se fait tout à fait normalement, selon les plans mis en place par le prédécesseur. L'effectif des élèves atteint 511 (dont 400 internes) et celui des Frères s'élève à 21. Parmi les nouveaux arrivés dans le corps professoral, on note le nom du **Frère Joseph Salaün**, futur directeur du Likès. Il était alors âgé de 26 ans et, après plusieurs années d'enseignement à l'école St Boniface de Plymouth, il avait connu les champs de bataille de la Grande Guerre et y avait été grièvement blessé. A cette même rentrée de 1922, en raison de l'augmentation du nombre d'élèves, Le Likès bénéficia des services d'un deuxième aumônier, **M. l'abbé Prosper Gouchen**, précédemment vicaire à Saint-Pierre-Quilbignon.

Cette année-là fut encore marquée par le retour à Quimper du petit-noviciat, fermé en 1904 et rouvert ensuite à Guernesey. Sous le nom de « **section normale** », il réoccupa ses anciens locaux, au sud de la grande chapelle (actuel bâtiment du B.T.S.), y menant une vie totalement autonome par rapport au Likès, bien que rattaché académiquement à celui-ci. Le nombre d'élèves de cette section normale qui était d'une trentaine en 1922, devait osciller entre 80 et 100 dans les années 30. Ils étaient répartis en 3 classes, axées sur la préparation au brevet élémentaire. Chaque année, un bon groupe de ces "normaliens" entrait au noviciat, resté à Guernesey (jusqu'en 1940).

Constructions nouvelles.

Alors que le Frère Le Gall avait dû parer au plus pressé en rendant bien vite de vieux bâtiments aptes à reprendre du service, le Frère Gautier, bénéficiant d'un plus long directorat et de l'accroissement des ressources, qui allait de pair avec celui des effectifs scolaires, pourra se lancer dans des constructions nouvelles, au nombre de deux principales: le bâtiment Saint-Joseph et le nouvel atelier de mécanique.

- **Le bâtiment Saint-Joseph** fut construit en 1928 à l'emplacement du bâtiment Saint-Hubert qui remontait à 1876. Celui-ci fut donc rasé en 1927 et à sa place, s'éleva une construction de belle allure mais malheureusement un peu étroite: en raison d'une grande dénivellation du terrain du côté ouest et faute de ressources suffisantes, le Frère Gautier dut renoncer au plan primitif qui prévoyait un bâtiment bien plus vaste, lié à l'élargissement très souhaitable de la cour Saint-Joseph.

La nouvelle construction abrita, au rez-de-chaussée, deux grandes salles: une réservée à l'enseignement commercial (y compris la dactylographie) et l'autre aux cours d'agriculture. Au premier étage, on trouvait une salle pour la physique et les sciences naturelles et une seconde pour la chimie, munie celle-ci d'un amphithéâtre et d'une grande paillasse pour les expériences scientifiques. Le second étage était entièrement occupé par une salle de dessin technique, avec des tables adaptées à cet enseignement. Jusque-là les cours de dessin industriel (comme on disait alors) se déroulaient dans les classes ordinaires tandis les laboratoires de sciences et les cours agricoles occupaient, depuis le XIXe siècle, deux salles situées tout au sud au bâtiment séparant les deux cours de récréation, (au-dessus de l'actuel S.I.O.). Le

bâtiment Saint-Joseph sera démoli en 1961, pour permettre l'allongement du bâtiment des chambres à l'usage des grands élèves.

- **Le nouvel atelier de mécanique.** L'atelier construit par le Frère Cyrille-des-Anges en 1899-1900 n'était plus adapté aux nouvelles normes de l'enseignement technique des années 20, ni à l'augmentation du nombre des élèves dans cette section. Le Frère Gautier décida de construire du neuf et confia son projet à M. Bolo de Nantes, spécialiste de la charpente métallique et du ciment armé. Les travaux commencés en 1929, se terminèrent à l'automne 1930. Le nouvel atelier occupe une surface de près de 500 m², libre de tout support intérieur, grâce au système de charpente de type « shed » qui porte uniquement sur les pignons et permet en outre un excellent éclairage vertical. Cet espace permet d'abriter dix-huit établis, munis chacun de quatre étaux (qui deviendront six plus tard), des tours, des perceuses, des meules d'affûtage, en attendant que s'y ajoutent les fraiseuses et les étaux-limeurs.

En annexe de l'atelier furent aménagés une forge à cinq feux, avec électro-ventilateurs, et un lavabo-vestiaire bien agencé. C'est dans ce nouvel atelier que des générations d'élèves, dont nous fûmes, seront initiés à l'art difficile de l'ajustage de pièces en acier doux, en maniant la lime, le burin et le bédane, avant de passer aux machines-outils ou à la forge.

A l'ouest de la cour d'entrée, à proximité du nouvel atelier, on construisit en même temps un bâtiment en forme d'U abritant des toilettes. Un devis de l'époque nous apprend que le nouvel atelier coûta 205.139 f., son équipement intérieur 211.000 f., et les toilettes 120.000 f., soit un total de 536.139 francs. Même s'il a depuis troqué ses tuiles rouges pour une couverture métallique, cet atelier est toujours en service (tout près du self) et abrite aujourd'hui des salles d'électrotechnique.

Quant à l'atelier de mécanique de la fin du XIXe siècle, il fut transformé en un vaste hall de menuiserie et d'ébénisterie qui, tant pour la formation des élèves que pour l'entretien ou le renouvellement du matériel scolaire, aura rendu de grands services jusqu'à sa démolition en 1979

Autres chantiers

Outre les deux grandes constructions qu'on vient de décrire, le Frère Gautier entreprit de nombreux aménagements ou transformations dans les bâtiments existants. Il fut en cela efficacement secondé par son économiste, le Frère François Losq, arrivé au Likès en même temps que lui. Celui-ci avait été directeur à Auray avant 1904 puis à Plymouth. Frappé d'une affection chronique à la gorge qui l'empêchait d'enseigner, il prit très à coeur sa tâche d'économiste qui couvrait aussi bien les domaines de l'intendance que de la gestion. A son actif et à celui du directeur, signons, entre autres réalisations:

- le réaménagement de la **ferme**, avec l'acquisition d'un nouveau matériel agricole;
- la construction en bas de la cour Saint-Joseph d'une terrasse en ciment armé abritant un **pressoir électro-hydraulique** pour la fabrication au cidre; il en fallait environ 300 barriques par an car c'était alors la boisson ordinaire servie aux élèves pour les repas; cette installation d'avant-garde servait en outre à la formation de ceux qui suivaient les cours agricoles car, en ce temps-là, on fabriquait du cidre dans toutes les fermes de Cornouaille;

- la mise en **terrasse** de la toiture du long couloir reliant le « scolasticat » au « noviciat », datant de 1884-85 et qui deviendra vestiaire et salle de tir à la carabine;
- la tentative infructueuse de rendre l'établissement autonome au point de vue consommation électrique par la mise en place d'un **groupe électrogène** ; il fallut revenir à la fourniture de courant extérieur ; à cette époque, Quimper possédait deux centrales électriques: l'une appelée Sud-Finistère et située sur l'actuel parking de la Glacière, fournissait du courant continu, tandis que l'autre, de la compagnie Lebon, à l'Eau-Blanche, fabriquait de l'alternatif;
- l'installation d'un **grand orgue** dans la tribune de la chapelle; cet instrument de 24 jeux provenait du temple Saint-Barnabé à Guernesey: il fut acquis pour 130 livres sterling, puis mis en place et accorde par des Frères de Vimiéra; il se trouve aujourd'hui dans l'église d'Audierne.

Evolution pédagogique de l'école

Comme on l'a déjà dit, l'organisation scolaire mise en route par le Frère Le Gall en 1919 suivait de près la ligne tracée par ses devanciers. Le Frère Gautier poursuivit résolument dans la même direction, tout en améliorant, comme nous l'avons vu, les moyens pédagogiques à la disposition des élèves. Ainsi, si l'on regarde l'organigramme pour l'année 1930, on y retrouve quatre classes élémentaires, suivies de neuf classes primaires supérieures, réparties en trois séries parallèles, sur trois années, étiquetées respectivement: industrielle, commerciale et agricole. Et l'ensemble des résultats obtenus cette année-là reflète bien l'éventail des nombreuses possibilités offertes aux likésiens:

6 entrées aux Arts et métiers;

11 entrées à maistrance;

23 Brevets élémentaires (B.E.);

14 Brevets d'Enseignement Primaire Supérieur (BEPS) : programme du B.E. plus anglais ou une spécialité professionnelle;

41 Certificats d'Etudes Primaires.

On peut y ajouter les diplômes de sténographie et de dactylographie, les divers certificats agricoles et les médailles décernées par la Société des Agriculteurs de France. On y retrouve bien tout le palmarès du Likès des années 1900. Mais le Frère Gautier ne veut pas s'en tenir là, il va aller plus loin et ouvrir ainsi la route à de nombreux développements ultérieurs. Il avait noté que certains élèves, et des plus brillants, entraient, à leur sortie du Likès, dans des cours secondaires pour y préparer le baccalauréat. Aussi décida-t-il, à la rentrée d'octobre 1930, d'ouvrir une **classe de Première**, à l'intention des meilleurs élèves venant de passer le B.E. Le Likès étendait ainsi sa polyvalence et devenait aussi une école secondaire spéciale, selon la loi Duruy de 1865. La série choisie, dite B ou moderne, comptait une dominante de maths et de sciences mais avec deux langues étrangères obligatoires: anglais et espagnol.

Douze élèves, munis du brevet, profitent de l'occasion ainsi offerte et dix d'entre eux réussissent, à la fin de l'année scolaire, ce qu'on appelait alors le baccalauréat première partie.

A leur intention s'ouvre en octobre 1931 une **terminale**, appelée classe de mathématiques élémentaires, et en juillet 1932 Le Likès voit sortir ses premiers bacheliers complets. Le mouvement était lancé et ira désormais en s'amplifiant.

Ce nouveau développement entraîne aussi une réorganisation des classes primaires supérieures. Désormais, au lieu d'une série pour chaque spécialité professionnelle (industrie, commerce, agriculture), les classes sont homogénéisées, les élèves y bénéficiant à chaque niveau d'un enseignement général commun mais avec des heures réservées à chaque spécialité. De plus, pour faciliter l'accès ultérieur aux classes de baccalauréat, on introduit, dès la 1^{ère} année, l'étude des deux langues étrangères.

Le lancement du sport au Likès

Dans Le Likès du XIXème siècle, de nombreux jeux, très variés, étaient fort en honneur et chaque fin d'année scolaire était d'ailleurs marquée par une fête des jeux très bien organisée. Mais, à l'époque, il n'était pas encore question de sport au sens actuel du terme. Cependant les choses vont vite changer au début du XXe siècle. Par exemple, au petit-séminaire installé au Likès, on voit se créer en 1908 l'Étoile Saint-Vincent avec des équipes de football, sport introduit en France par les Anglais autour des années 1900. L'équipe première de Saint-Vincent acquit vite une grande renommée, dans les environs, grâce à son manager, l'abbé Bossus, qui n'hésitait pas à retrousser sa soutane pour enseigner à ses protégés l'art des dribbles et des passes précises. Il était par ailleurs grand ami de M. Kerhuel, fondateur du stade Quimpérois en 1905.

Cet exemple ne fut pas perdu pour Le Likès qui, aussitôt après sa réouverture, se lança aussi dans l'arène sportive avec, pour le moment, le football pour seule activité. Le premier animateur de cette Etoile Sainte-Marie fut le Frère François Stéphan, bientôt relayé par le Frère Vincent Jamet, jeune lieutenant de réserve et remarquable éducateur qui marquera beaucoup d'élèves de cette époque.

D'ailleurs le football ne concernait pas seulement les joueurs des équipes représentant officiellement Le Likès. Il intéressa peu à peu tous les élèves et, pour les internes ce sport remplaça bientôt les promenades des après-midi du jeudi et du dimanche. Mais le problème des terrains n'était pas facile à résoudre. Il fallait, chaque année, louer des champs ou des pâtures que des paysans de Kerfeunteun pouvaient mettre à la disposition de l'école, au moins pendant la période d'octobre à Pâques. Il y en eut ainsi à Ty-Nay, à Bécharles, à Parc-Poullic, à Kernévez (emplacement actuel au Crédit Agricole) etc ... L'acquisition de deux champs à Kermoguer, en 1928, améliora la situation: on y aménagea plusieurs aires de jeu dont un terrain réglementaire où l'équipe fanion pouvait recevoir dignement ses adversaires. Il n'y avait pas encore de championnat scolaire et il s'agissait de matches amicaux contre d'autres établissements ou des équipes locales.

En 1933, Kermoguer fut doté d'un vestiaire avec lavabos mais ce stade ne pouvait suffire à l'ensemble des classes et la location de terrains de fortune continuera pendant longtemps encore.

C'est également en 1919 que furent inaugurés, dans chaque classe, les cours d'éducation physique, à raison d'une heure par semaine. Le responsable de ces cours fut pendant longtemps l'énergique et sympathique **M. René Briec**, par ailleurs moniteur de gymnastique au patronage de la Phalange d'Arvor, dépendant de la paroisse Saint-Corentin.

Pour permettre à ces séances d'E.P. de se dérouler correctement, une cour dite des sports fut aménagée dans une partie du champ situé au nord des ateliers. Bien plus tard (en 1937), on y construira un vaste hall offrant un abri sûr en cas de pluie.

Le départ du frère Gautier

Au bout de dix années ce directorat au Likès, le Frère Gautier commençait à ressentir une certaine fatigue, accentuée par le poids de ses 66 ans et peut-être aussi par les premières atteintes du mal qui devait bientôt l'emporter. En quittant la direction

du Likès pour celle de Saint-Joseph de Lorient, il pouvait jeter un regard satisfait sur la décennie écoulée: il avait développé et complété l'organisation scolaire de son établissement tout en dotant celui-ci de constructions nouvelles et de nombreux équipements pédagogiques ou éducatifs. Et, si l'effectif des élèves avait baissé dans les années 1926-30 (conséquence de la dénatalité entre 1914 et 1918), il repassa largement au-dessus de 500 dès 1931, pour atteindre 607 en 1932.

Malheureusement, au bout d'une année passée à Lorient, le Frère Gautier vit sa santé se détériorer, au point qu'il dut revenir à Quimper pour entrer à l'infirmerie de la maison de retraite des Frères; il y décéda le 19 décembre 1933. Ses obsèques, présidées par Mgr Cogneau, Evêque Auxiliaire de Quimper, eurent lieu dans la chapelle du Likès : une foule nombreuse de confrères, d'élèves, d'anciens élèves et d'amis lui rendit un dernier hommage, avant d'accompagner son corps jusqu'au petit cimetière, situé à l'ombre de grands arbres, dans la partie nord de la propriété.

Chapitre 8 : LE PLEIN ESSOR (1932-1939)

Le court directorat du Frère Jean Buanic (1932-33)

L'année 1932 marque une étape dans Le Likès d'entre les deux guerres mondiales. Comme nous l'avons vu, c'est cette année-là que le Frère Gautier quitta Quimper, après une décennie de fructueux directorat. Il fut remplacé par le Frère Jean Buanic, sous-directeur au Likès depuis 1930, année de son retour d'Espagne après s'y être dévoué pendant les 25 ans d'un exil occasionné par la loi de 1904. Mais son directorat au Likès fut des plus brefs car, dès février 1933, il fut atteint d'une broncho-pneumonie grippale qui l'emporta en quelques jours. Devoir changer de directeur en cours d'année scolaire est une rude épreuve pour une école. Heureusement que, depuis la rentrée de septembre 1932, Le Likès avait en la personne du Frère Louis Bengloan, un pro-directeur apte à prendre immédiatement le poste laissé vacant par le décès brutal du Frère Buanic.

Le Frère Louis Bengloan

Les anciens likésiens des années 30-40 gardent un souvenir vivace du Frère Bengloan. Doué d'une intelligence remarquable, il sut donner à l'établissement un souffle décisif dans le domaine pédagogique, et, en même temps, sa grande gentillesse et son sens du contact lui gagnèrent les esprits et les coeurs des maîtres comme des élèves. Beaucoup de ceux-ci en furent marqués pour la vie.

Il était né à Querrien en 1898, mais sa famille s'installa bientôt à Lorient où le père travaillait comme modeste ouvrier dans l'entreprise Marcesche. Dès l'âge de six ans, Louis fut inscrit à l'école Saint-Joseph, maintes fois mentionnée dans ces pages. Garçon timide mais très bon élève, il s'y adapte sans difficulté à l'enseignement et à l'éducation dispensés par les Frères sécularisés. Après les classes élémentaires, il se lance dans la préparation du brevet, examen qu'il réussit, avec plein succès, à l'âge de 16 ans. Entre temps, au contact de ces Frères en civil, il a senti grandir en lui une vocation à la vie de religieux-enseignant et, en juillet 1914, il embarque à Saint-Malo pour rejoindre le noviciat de Guernesey. On est à la veille de la Grande Guerre mais celle-ci ne troublera pas trop les années de formation du jeune Louis, devenu Frère Clodoald.

A la fin des hostilités, il est nommé professeur au scolasticat, voisin du noviciat, avant de rejoindre Lille où il effectue de brillantes études en mathématiques et sciences, à l'Université Catholique. Revenu à Guernesey, il se voit, malgré son jeune âge, confier le poste important qu'est celui de directeur du scolasticat.

A la rentrée de 1932, le voilà donc au Likès comme pro-directeur et enseignant en classe de math-élem. Il sait sans doute que les supérieurs le destinent à assumer un jour la charge de directeur et son rôle de pro-directeur doit lui permettre de se familiariser peu à peu avec la bonne marche d'une maison aux rouages multiples et complexes.

Mais, comme nous l'avons vu, dès février 1933, la mort inattendue du Frère Buanic va précipiter les choses et amener le Frère Bengloan à prendre tout de suite la barre du Likès. Le jeune directeur de 35 ans sera largement à la hauteur de cette charge soudaine et mènera son école vers de nouveaux sommets. A son actif, on peut signaler, outre de nombreuses constructions et réalisations matérielles, la ré-

organisation complète de la section secondaire et l'obtention pour Le Likès du titre officiel d'école technique.

Réorganisation de la section secondaire

Créée en 1931, à l'initiative du Frère Gautier, la section secondaire du Likès ne comportait alors, comme on l'a déjà dit, que deux classes: la première et la terminale. Les élèves y accédaient après leur passage par la section primaire supérieure et l'obtention du brevet. C'était une solution souple et commode mais elle n'allait pas sans inconvénient, car les programmes du primaire supérieur et du secondaire, bien que voisins, n'avaient pas la même finalité, ni le même esprit, et le passage de la classe du brevet à celle de première n'était pas évident. Le Frère Bengloan décida de changer le système et de créer une série secondaire complète. Dès octobre 1935, s'ouvrent ainsi les classes de 4e, 3e et 2de secondaires modernes, qui accueillent tout de suite 135 élèves au total. Ceux de 4e proviennent des classes élémentaires et ceux de 3e et 2de sont des garçons sortant respectivement des premières ou deuxièmes années du primaire supérieur et à qui on avait offert le passage vers le secondaire.

Le dispositif sera complété par l'ouverture, en 1938, d'une classe de 5e, adaptée aux élèves venant d'obtenir le certificat d'études primaires, qui, à cette époque, se passait à l'âge de 12 ans. En 1938 est créée également une classe de philosophie. La classe de 6e ne sera ouverte qu'en 1941.

Le Likès devenait ainsi une école secondaire de plein exercice, selon la loi Falloux de 1850. A noter, toutefois, que dans ces classes, outre le programme secondaire moderne officiel (avec introduction de l'allemand comme seconde langue, parallèlement à l'espagnol), sera maintenu, jusqu'en 2de comprise, l'enseignement obligatoire d'une spécialité (agriculture, commerce ou industrie) qui avait toujours été la caractéristique propre du Likès. L'Historique de 1938 donne la raison d'être de cette disposition assez singulière pour l'époque:

"Cette innovation assez hardie réalise ainsi un véritable enseignement secondaire moderne, qui a donné des résultats excellents. Ne doit-on pas, plus que jamais, maintenir un contact étroit entre l'enseignement théorique et la formation pratique?" (p. 136). A noter aussi que cette particularité likésienne (qui durera jusqu'à la fin des années 50) permettait le passage éventuel d'un élève de la série secondaire à la série primaire supérieure et vice-versa. De fait, pendant bien des années encore, la classe de première continuera à accueillir un certain nombre d'élèves sortant de la classe du brevet élémentaire.

Le Likès devient école technique reconnue

Depuis l'origine le Likès avait su allier harmonieusement enseignement général et formation professionnelle. Celle-ci, d'abord limitée au domaine agricole, s'était ensuite étendue, à partir de 1865, à l'industrie puis au commerce. L'Etat lui-même s'intéressa, avec beaucoup de retard, à ces formations. Car, si l'enseignement agricole officiel est né avec le décret du 3 octobre 1848 créant les fermes-écoles, il faudra attendre la loi Astier de 1921 pour que l'enseignement technique, industriel ou commercial, se voit doté d'une charte légale valable. C'est sur cette loi et les décrets ultérieurs, comme celui du 9 janvier 1934, que s'appuie le directeur du Likès pour obtenir, en décembre 1936, pour son établissement le titre officiel d'école technique (industrielle et commerciale), après avis favorable de la Commission Dé-

partementale de l'Enseignement Technique. Le Likès était alors le seul établissement finistérien, public ou privé, à bénéficier de ce titre.

Cette reconnaissance a plusieurs avantages: elle permet de présenter les élèves à des examens techniques officiels, tel le Certificat d'Etudes Professionnelles (C.A.P.), aux multiples séries; elle autorise aussi l'établissement à bénéficier désormais de la taxe d'apprentissage, versée par les entreprises. Cet apport financier, modeste au début, s'accroîtra peu à peu et facilitera l'équipement des ateliers et autres salles de spécialités.

C'est ainsi que l'atelier de mécanique est doté de tours modernes ainsi que de fraiseuses et d'étaux-limeurs, permettant ainsi aux élèves une meilleure initiation aux différents aspects de leur future carrière. L'atelier à bois n'est pas oublié et s'enrichit, entre autres, d'une affûteuse automatique. De même, la salle de commerce se voit pourvue de nombreuses machines à écrire dernier modèle et des machines comptables les plus récentes.

Un effort est également fait pour l'encadrement des élèves dans le domaine technique. Le nombre des professeurs d'atelier (on les appelait alors "contremaîtres") s'accroît: plusieurs d'entre eux ont été formés au sein de la marine nationale. De plus, à leur tête est placé un ingénieur, **M. Adrien Augereau** qui, comme chef des travaux, jouera un rôle de premier plan dans l'essor de la section de mécanique. Parallèlement, les cours de technologie et de dessin sont réorganisés sous la direction de **M. Jean Damian**, ingénieur d'Erquelines. Tous ces efforts trouvent leur récompense dès juin 1937, lorsque, pour la première fois, des likésiens se présentent aux C.A.P. et y récoltent de nombreux succès (38 reçus sur 42), dans différentes séries: ajustage, tour, menuiserie, commerce. En octobre 1938 s'ouvre une section d'électricité qu'abrite un cinquième "shed", construit au nord de l'atelier de mécanique, et, en 1939, 13 élèves de cette spécialité réussissent leur C.A.P.

Mais le C.A.P. n'est qu'un premier pas pour les élèves des sections techniques. Outre le brevet élémentaire qu'ils préparent tous (et qui est uniquement un diplôme d'enseignement général), il y a le B.E.P.S. (Brevet d'Etudes Primaires Supérieures), avec une spécialisation, et les nombreux concours auxquels Le Likès présente depuis longtemps. Pour mieux répondre à toutes ces diverses préparations, la section technique se voit dotée d'une classe de 4^e année qui s'ajoute aux trois précédentes. Ceci permet une meilleure préparation du brevet (dont l'âge minimum pour les candidats est d'ailleurs de 16 ans) et de certains concours. En vue de ceux-ci d'ailleurs est ouverte, en octobre 1938, une classe de 5^e année. Les élèves y préparent spécialement: Arts et Métiers, Maistrance de Brest ou de Toulon, Ecoles d'Aviation d'Is-
tres ou Rochefort, Ecoles des Officiers de la Marine Marchande, Vérificateur aux P.T.T, Commis de Banque etc...

Pour mieux former les élèves en vue de certains de ces concours, M. Augereau crée auprès des ateliers, un **bureau d'études** où sont pensées et dessinées les étapes successives de la fabrication de machines-outils de plus en plus complexes. Celles-ci, après l'étape de la fonderie (réalisée aux Etablissements Rivière de Quimperlé) sont ensuite usinées et montées dans les ateliers du Likès. Ainsi seront successivement fabriquées: une perceuse sensitive, un tour-banc de 0m90, trois autres perceuses, un tour plus grand etc...

Ces réalisations et d'autres travaux d'élèves attirent l'attention d'un nombreux public lors des Foires-Expositions de Quimper où Le Likès a régulièrement un stand très remarqué.

Aménagements et nouvelles constructions

Toutes ces améliorations pédagogiques et ces créations de classes nouvelles sont accompagnées d'une croissance rapide des effectifs, dans les années précédant la seconde guerre mondiale: cette augmentation du nombre d'élèves coïncide d'ailleurs avec l'arrivée à l'âge scolaire des garçons du "baby-boom" des années de l'après guerre 1914-18. C'est ainsi que Le Likès compte 672 élèves à la rentrée de 1934, 701 en 1935, 709 en 1936, 793 en 1937, 860 en 1938, et cela malgré de nombreux refus d'inscriptions d'internes, faute de place. Pour faire face à cet afflux constant, le Frère Bengloan essaie de tirer le meilleur parti possible des bâtiments existants mais aussi il en construit de nouveaux.

- Dès 1935, pour la mise en place de la série secondaire complète, **trois nouvelles classes** sont aménagées au premier étage du "scolasticat", à la place de locaux divers qui s'y trouvaient (chapelle dite des Congrégations, salles de réunion...); un balcon en ciment armé, construit tout long du côté nord de ce bâtiment, permet une desserte commode de ces classes.

- En 1937, vu les nouveaux besoins, il faut refaire la même opération au second étage du même bâtiment, là où demeuraient les **Soeurs**. En conséquence on construit pour celles-ci une belle maison de pierre, près de l'entrée du jardin. Par la même occasion les combles au-dessus de ces nouvelles classes sont aménagés pour loger le personnel masculin s'occupant de services divers dans l'établissement: réfectoires, nettoyage, entretien du jardin. Ce qui permet de récupérer des locaux au-dessus de l'infirmerie et d'y installer un nouveau dortoir (Saint-Louis) pour mieux faire face à l'afflux des internes.

- Cette même année 1937 voit la construction, depuis longtemps attendue, d'un **hall de sports**, sur la cour au nord des ateliers. Il s'agit d'un grand hangar de 20mX50m, à charpente métallique, visant avant tout à abriter les cours d'éducation physique en cas de pluie. De nombreux agrès y sont installés pour la gymnastique, ainsi qu'une fosse pour le saut et des aires pour les lancers. Il avait certes belle allure mais manquait peut-être de solidité, puisque, dans la nuit du 1er décembre, un bon coup de vent de surcoût, comme on en connaît souvent en Bretagne, renverse tout l'édifice comme un château de cartes. Dès le printemps de 1938, il fallut tout rebâtir (aux frais de l'entreprise constructrice: Damian de Quimper) et le nouveau hall, un peu moins haut que le précédent, sera prêt pour accueillir le banquet du Centenaire, le 15 mai 1938. Il sera démonté en 1968 et reconstruit sur le terrain de sports de Kermoguer.

- **L'alimentation en eau.** Du fait de sa situation sur la hauteur par rapport au centre de Quimper et que, par suite, la pression du service d'eau de la ville était insuffisante pour desservir l'établissement, la question de l'alimentation du Likès en eau potable a longtemps été un problème difficile à résoudre. Au XIXe siècle, on avait, dans ce but, creusé et aménagé une citerne de 250 m³ sous la cour Sainte-Marie. Elle recueillait, après filtration, l'eau de pluie des toitures avoisinantes. Puis, à l'aide de pompes à main, cette eau était ensuite utilisée pour la cuisine ou répartie dans les lavabos situés dans le passage entre les deux cours. Il y avait par ailleurs (au jardin et à la ferme) des puits pour l'arrosage et autres usages agricoles.

A la réouverture de 1919, le Frère Le Gall décida de s'adresser à la ville pour la fourniture d'eau. Comme la pression ne permettait à celle-ci que d'atteindre le bas des murs du Likès, on creusa pour la recevoir une citerne contre le pignon sud de la chapelle (entre le bâtiment du petit-noviciat et la rue de Kerfeunteun). Puis, grâce à une pompe électrique placée sous la scène de la salle des fêtes, cette eau était refoulée dans des bassins en ciment, placés en haut des cages d'escalier du bâtiment central. De là elle était distribuée dans toute la maison. C'était une solution bien préférable à la précédente mais malgré tout assez onéreuse car il fallait payer et la fourniture d'eau par la ville et son pompage ultérieur.

Le Frère Bengloan chercha une solution visant à rendre à l'établissement son autonomie au point de vue consommation d'eau. Après des recherches infructueuses par quatre sourciers différents, un forage effectué par l'entreprise Damian, en bas de la prairie, permit d'y découvrir un abondant courant souterrain. Pour l'atteindre, il fallut creuser un puits de 17 m de profondeur, prolongé par une galerie de 10 m allant vers la voie ferrée. Une pompe fut installée sur une plate-forme à mi-profondeur, pour refouler l'eau jusqu'aux bassins des étages. Ce puits fut tout de suite mis à rude épreuve par la sécheresse de l'été 1937 qui fit baisser toutes les sources des environs, jusqu'à tarir bon nombre d'entre elles. Le Likès put attendre les pluies d'automne sans trop d'anxiété.

- **Petit orgue.** Après l'installation du grand orgue dans la tribune en 1930, on pensait pouvoir y mettre également la chorale. Mais les voix en descendaient, complètement déformées par les voûtes. Il fallut donc redescendre les choristes dans la nef et placer près d'eux un harmonium d'accompagnement. C'est pour remplacer ce dernier instrument, peu adapté au volume de la chapelle, qu'on fit l'acquisition d'un petit orgue de 8 jeux, pédalier compris. Son montage fut réalisé par la maison Koenig de Paris, la fabrication du meuble étant confiée à l'entreprise Autrou de Quimper et à la menuiserie du Likès. Cet instrument, placé dans le bas-côté est fut inauguré le 9 juillet 1935 par le Chanoine Mayet, compositeur et organiste de la cathédrale Saint-Corentin. Aujourd'hui ce petit orgue se trouve dans l'église de Scaër.

- **Nouveau bâtiment le long de la rue de Kerfeunteun.** Malgré tous les aménagements dont on vient de parler, Le Likès n'arrivait pas à faire face à l'augmentation des candidatures d'élèves. En dépit de la conjoncture internationale très sombre, on décida de construire un nouveau bâtiment au nord de la chapelle, dans la cour étroite longeant la rue de Kerfeunteun. Cette nouvelle construction, toute en longueur mais de belle allure, s'appuierait au pignon de la chapelle et à la façade est de l'U central. Elle comprendrait quatre niveaux et abriterait des locaux d'économat et de cuisine, des salles à manger, une nouvelle infirmerie et un dortoir (Saint-Jean). Les travaux, confiés à l'entreprise Le Bris de Fouesnant, furent entamés à l'automne 1938 et le gros-œuvre était fini au printemps suivant. Les aménagements intérieurs étaient encore en cours au moment de la déclaration de guerre, au début de septembre 1939.

Directorat intérimaire du Frère Louis Le Gallic (1935-36)

C'est une ancienne pratique dans l'Institut des Frères des Ecoles Chrétiennes, de donner à ses membres appelés à prendre de grosses responsabilités, une période de préparation spéciale, ce qu'on appellerait aujourd'hui année sabbatique. A l'époque qui nous occupe cela s'appelait Second Noviciat. Normalement le Frère Bengloan aurait dû bénéficier de ce temps de recyclage, avant de devenir directeur du Likès. Mais on sait par suite de quelles circonstances imprévues il dut prendre

précipitamment la responsabilité de ce poste. En 1935, l'établissement étant sur une bonne lancée, le **Frère Cyprien-Robert**, Visiteur(1934-1940), pensa que le Frère Bengloan pouvait, sans difficulté, s'absenter pendant une année scolaire. Il rejoignit donc Lembecq-lès-Hall (près de Bruxelles) où se trouvait, depuis 1904, la Maison Généralice des Frères. Pendant neuf mois, il y suivit, en compagnie d'autres Frères, provenant de tous les continents, un programme de rénovation spirituelle, pédagogique et théologique.

L'intérim au Likès fut assuré par le **Frère Louis Le Gallic**, originaire lui aussi de Querrien et qui avait déjà succédé au Frère Bengloan comme directeur du scolasticat de Guernesey. Il lui revint d'assurer la réorganisation de la section secondaire, décidée par son prédécesseur, et l'année scolaire se déroula de façon tout à fait normale, sous la main calme et ferme du directeur intérimaire. Après son départ du Likès, en juin 1936, le Frère Louis Le Gallic fut nommé Visiteur du District d'Indochine (Vietnam, Cambodge, Laos) où il connaîtra la guerre et l'occupation japonaise. Il retrouvera la Bretagne en 1954, pour un long et fécond visitorat.

Publications likésiennes

En 1924, l'Amicale des Anciens Elèves reprit ses activités, interrompues depuis 1906. Sur la brèche depuis 1889, M. Eugène Bolloré demanda à être relevé de ses fonctions de Président et il fut remplacé par M. Alexis Le Berre, d'Ergué-Armel; celui-ci occupa ce poste jusqu'à sa mort en 1931 et son successeur fut M. Charles Carbon, commerçant quimpérois. L'un des premiers soins de l'Amicale ressuscitée fut de relancer son **Bulletin trimestriel**, créé au début du siècle. On y trouve non seulement de nombreuses nouvelles des amicalistes et de l'association mais aussi un écho fidèle de la vie de l'école. On y apprend, par exemple, qu'à partir de 1929, outre l'Assemblée annuelle de l'Amicale qui a lieu au troisième trimestre, une autre réunion se déroule au cours des vacances de Pâques et regroupe un bon nombre de jeunes anciens élèves qui poursuivent leurs études et ne peuvent de ce fait participer à l'assemblée générale. Cette initiative connaîtra un succès croissant dans les années 30.

Trente-neuf numéros de ce bulletin trimestriel s'échelonnent de juillet 1924 à décembre 1937. Et, dans cet ultime exemplaire, est annoncée une nouvelle formule plus souple: un journal plus réduit, paraissant tous les deux mois, intitulé « **Le Likès** », et s'adressant à la fois aux élèves et aux amicalistes. Le premier numéro de cette nouvelle publication parut le 1er janvier 1938. La guerre devait en interrompre la parution qui reprendra en décembre 1945.

Entre temps, en 1933, avait été lancé un autre périodique : "**Nous les Jeunes**" destiné à faire le lien entre les élèves et l'établissement, particulièrement durant les périodes de vacances. Il contenait de nombreux articles, dont certains de la plume des élèves, de nature à intéresser les jeunes, dans toutes sortes de domaines, et à les tenir au courant de la vie likésienne. Ce journal scolaire durera jusqu'à la fin de l'été 1939.

Mais la publication qui marque le plus Le Likès d'entre les deux guerres est celle du **Palmarès illustré** dont le premier numéro paraît à la fin de l'année scolaire 1934-35. C'est un plaisir de feuilleter ce gros volume de format 21cmX27cm, comprenant 162 pages imprimées sur papier glacé, auxquelles s'ajoutent 70 pages de photos de couleur bistre, sur papier spécial, et d'une clarté remarquable. Après un article de présentation et une série de photos de personnalités diverses, on y trouve un long

résumé de la vie de l'école au cours de l'année écoulée: fêtes, séances récréatives, activités diverses, améliorations pédagogiques, groupements, équipes sportives, résultats aux examens et concours le tout abondamment illustré. Quant à la partie palmarès proprement dite, elle accorde à chaque classe au moins 4 pages: 2 pour les prix d'honneur et d'excellence, avec photos en médaillon pour chacun de ces lauréats, et 2 pour l'ensemble de la classe, avec photo de groupe et liste des prix et accessits; les classes plus nombreuses, divisées en deux sections, ont droit à 6 pages. Cet ouvrage annuel, distribué aux élèves et aux amis de l'école, fit beaucoup pour le prestige du Likès. Sa parution fut malheureusement interrompue de 1940 à 1945.

Un regard d'ensemble sur Le Likès des années trente

Avec le directorat du Frère Bengloan, Le Likès atteint son plein essor, après le nouveau départ donné par le Frère Le Gall et les années de croissance du temps du Frère Gautier. Cet essor et cet élan, même les années de guerre ne pourront les briser. Mais avant de décrire celles-ci, dans un chapitre ultérieur, il est sans doute utile d'évoquer plus immédiatement ce qu'était la vie du Likès d'avant-guerre, qui fut un peu le berceau de nos jeunes années.

- **Organisation scolaire.** Le Likès d'alors a tout d'abord la réputation d'une école qui marche bien. De fait, les études y sont fortement organisées. Les classes sont regroupées par divisions, selon les niveaux, avec à la tête de chacune de celles-ci un chef-de-division chargé de la coordination des études et de la discipline. Chaque semaine, le directeur et le chef-de-division passent dans toutes les classes pour la lecture des notes de semaine. Celles-ci déterminent le niveau des billets d'honneur en fin de demi-trimestre: 1er degré pour les élèves atteignant 80% des notes, 2e degré au-dessus de 60%. Ces billets d'honneur conditionnent l'échelonnement des départs en vacances. De plus, les élèves n'atteignant pas les 60% pour les notes hebdomadaires sont consignés le dimanche après-midi. Par contre, les élèves totalisant au moins 90% des notes, au cours du demi-trimestre, sont inscrits au "Tableau d'honneur" qui donne droit à des récompenses spéciales et au port d'un ruban à la boutonnière. Il y a, en outre, les compositions semi-trimestrielles dont les résultats conditionnent les montées de classe en fin d'année.

L'horaire de la journée est fortement structuré: cours de 8h à 11h50, avec une récréation d'une demi-heure au milieu de la matinée; de 13h20 à 16h30, avec une petite coupure à 15 h; enfin de 17h à 18h50. S'y ajoutent, pour les internes, les études après le repas du soir et après le lever du matin. Cet horaire peut paraître lourd, particulièrement pour les externes, surtout si on retient qu'ils devaient, en plus, être présents à l'école, le jeudi pour les cours du matin et pour l'étude de 17h à 18h30, et le dimanche toute la matinée. Néanmoins, ils ne s'en plaignaient pas car, outre la fierté réelle d'être likésiens, ils appréciaient toutes les activités sportives et autres que l'école mettait à leur disposition. Ils appréciaient surtout les vacances semi-trimestrielles dont seul Le Likès bénéficiait à cette époque, dans la région quimpéroise.

- Mais l'école était avant tout **un internat** (472 internes sur 692 élèves en 1934, 576 sur 860, en 1938) et ceci était déterminant pour toute l'organisation scolaire. A noter que, parmi ces internes, une proportion non négligeable provenait alors du Morbihan et un petit nombre du Nord-Finistère et des Côtes-du-Nord. Grâce à la présence massive de tous ces internes, présents dans l'établissement sans discontinuer pendant tout le demi-trimestre, et grâce aussi à l'encadrement fourni par les pro-

fesseurs, il était facile de mettre sur pied toutes sortes d'activités. On a déjà parlé du **sport**, lancé en 1919: au football omniprésent, s'ajoutera le basket-ball vers 1936. A noter aussi que, pendant les récréations, le jeu était obligatoire: football surtout, volley-ball ou autres jeux pendant la belle saison. Ajoutons, enfin, que la création du Brevet Sportif Populaire (B.S.P.) par Jean Zay, ministre de l'éducation nationale dans le gouvernement du front populaire, issu des élections de 1936, donna une nouvelle impulsion à l'éducation physique sous toutes ses formes.

- A côté de l'**harmonie instrumentale**, des cours de violon, de l'orchestre symphonique, créé en 1937, il faut souligner le rôle important de la **chorale** dans la vie de l'école, tant pour l'animation des cérémonies religieuses, que pour marquer les jours de festivités Outre la schola grégorienne pour les offices ordinaires, il y avait la grande chorale, spécialisée dans l'exécution des morceaux à plusieurs voix. Mais les élèves avaient à leur disposition bien d'autres possibilités de cultiver leurs talents ou simplement de se détendre: le tir à la carabine, réservé aux plus grands, le modelage, la Ligue Maritime et Coloniale, à but surtout patriotique, le Cercle Jean Mermoz, tourné vers l'aviation sportive, en liaison avec l'aéro-club de Quimper-Pluguffan.

- Régulièrement, des **journées de fête** venaient couper la monotonie des semaines scolaires. Il y avait d'abord les grandes fêtes: Fête de l'école (8 décembre), la Saint-Joseph (19 mars), la Saint-Jean-Baptiste de La Salle (15 mai), l'Ascension (marquée par les Communions Solennelles), la Fête de l'Amicale... qui duraient toute la journée et étaient marquées par des offices solennels à la chapelle, des séances récréatives à la grande salle, un menu plus soigné au repas de midi ... D'autres célébrations, telles celle de l'Armistice (11 novembre), du Bienheureux Salomon, patron des "commerçants" (17 octobre), de la Saint-Eloi, patron des "industriels" (1er décembre), la Sainte-Cécile, patronne des musiciens et des choristes (22 novembre), de la Saint-Isidore, patron des "agriculteurs" (3 avril), de la Saint-Louis de Gonzague, patron du directeur (22 juin), étaient soulignées par une courte cérémonie, une séance récréative et un vin d'honneur, offert aux protégés du saint en question. A noter aussi qu'à Noël tous les élèves assistaient à la messe de minuit dans la chapelle où se pressaient également de nombreux parents, massés dans la tribune ou les bas-côtés. Les internes dont les parents étaient présents partaient en vacances avec ceux-ci, dès la fin de la cérémonie. Les autres attendaient les premières heures de la matinée.

- On a déjà souvent parlé de **séances récréatives**. Celles-ci agrémentaient non seulement les jours de fête mais aussi les séances solennelles des billets d'honneur à la fin de chaque demi-trimestre. Elles mettaient les élèves à contribution pour des pièces de théâtre, des monologues, des morceaux d'harmonie, des chants de la chorale etc... A l'occasion, une troupe de passage, comme la Troupe Norville de Paris, venait interpréter une pièce de son répertoire et permettre ainsi aux élèves de mieux découvrir les oeuvres des grands auteurs classiques.

C'était aussi l'époque où le **cinéma**, d'abord muet puis parlant, avait conquis droit de cité. A partir de 1935, la grande salle fut munie d'un appareil double permettant de projeter les plus grands films. A titre d'exemple, au cours de l'année 1935-36, les likésiens ont pu ainsi apprécier une quinzaine de films, dont certains comme "Les Lanciers du Bengale", « Maria Chapdelaine » ou "Napoléon Bonaparte" ont marqué l'histoire du septième art.

Ajoutons à cela que la "**conférence**" hebdomadaire du directeur, qui réunissait toute l'école à la grande salle, le dimanche matin, se terminait toujours par la projection des actualités « Pathé », aimablement prêtées par M. Louis Le Bourhis, propriétaire de l'Odéon-Palace et fondateur du Festival de Cornouaille. Bref, si les Likésiens étaient soumis à un travail intense et à une discipline sans fantaisie, ils ne manquaient pas de nombreuses distractions, toujours très appréciées de la gent écolière.

- A travers tout cela: travail scolaire, jeux, distractions, on retrouvait l'esprit likésien tel qu'il avait existé depuis la création de l'établissement, car celui-ci, entre les deux guerres mondiales, restait bien, comme au XIXe siècle, **une école de Frères**. Les élèves ne s'y trompaient pas: ils savaient bien à qui ils avaient affaire, même si leurs maîtres portaient l'habit civil et se faisaient appeler "Monsieur". D'ailleurs, ils apercevaient, de temps à autre, les hôtes de la maison de retraite voisine, revêtus de la soutane et du rabat blanc et c'est également dans cette tenue religieuse que le Frère Visiteur faisait sa visite annuelle dans l'établissement, passant une heure ou deux dans chaque classe.

- Très majoritaires dans le corps enseignant (par exemple, en 1937-38, on compte 37 Frères pour une dizaine de laïcs) et ayant en main tous les leviers de commande de l'établissement, il est normal que les Frères aient animé celui-ci selon le style pédagogique et éducatif propre à leur Institut. Et c'est pourquoi Le Likès de cette époque, comme celui du siècle précédent, portait une profonde **empreinte chrétienne**. Celle-ci se manifestait à travers toute la vie scolaire et spécialement par les nombreuses prières qui jalonnaient la journée de classe et par l'assistance régulière aux offices religieux. Rappelons que les internes assistaient à la messe quotidienne, avant le petit-déjeuner, et que les externes se joignaient à eux le dimanche, les jours de fête et le premier vendredi de chaque mois, jour précédé de la confession mensuelle. Notons, pour la petite histoire, qu'après cette messe de communion du premier vendredi, les externes étaient autorisés à retourner chez eux pour le petit-déjeuner, car le jeune eucharistique était alors très strict. Ajoutons qu'en général ils prenaient tout leur temps pour revenir ensuite à l'école.

- **L'instruction religieuse** occupait plusieurs heures par semaine dans l'horaire hebdomadaire, selon un programme bien coordonné d'une classe à l'autre et sanctionné lors des examens semi-trimestriels et, en fin d'année, par des diplômes diocésains dont on retrouve la liste des lauréats dans les palmarès. Ces cours de religion étaient assurés par les professeurs et par les aumôniers.

Ceux-ci, à cette époque, étaient **M. Prosper Gouchen**, déjà mentionné, et **M. Correntin Lozac'hmeur**, ancien professeur de maths à Lesneven et qui avait remplacé, en 1931, M. Joseph Le Gall, nommé recteur de Gouézec.

- Par ailleurs, les élèves volontaires, et il n'en manquait pas, avaient à leur disposition bon nombre de groupes ou de **mouvements chrétiens**. Aux congrégations, déjà existantes au siècle précédent, vont s'ajouter une Troupe scout (la 3e Quimper ou Troupe du Roi Grallon), spécialement adaptée aux externes, une Conférence de Saint-Vincent de Paul, pour l'aide aux indigents et aux exclus, et, dans la mouvance du développement de l'Action Catholique entre les deux guerres, un groupe J.A.C (Jeunesse Agricole Chrétienne), un autre de la J.M.C. (Jeunesse Maritime Chrétienne) et un troisième de la J.E.C (Jeunesse Etudiante Chrétienne). Tous ces mouvements où se mêlaient, à des degrés divers, la vie de prière, les réunions ou cercles d'études et de multiples activités, et dont les aumôniers étaient souvent exté-

rieurs à l'établissement, offraient aux adhérents l'occasion d'un épanouissement humain et spirituel et d'une large ouverture aux autres. Signalons encore, à partir de 1937, l'initiative d'une retraite de fin d'année, hors du Likès, pour les élèves arrivant au terme de leur scolarité secondaire ou technique. Ce sera le point de départ d'une longue tradition likésienne.

- Après ce long tableau, pourtant sans doute incomplet, on comprendra facilement que de nombreuses **vocations** sacerdotales ou religieuses aient germé au sein du Likès à cette époque. Il n'existe guère, malheureusement, de statistiques fiables dans ce domaine. Signalons simplement, à titre d'exemple, que dans le Palmarès de 1937, on découvre deux photos d'anciens élèves: l'une représente 7 d'entre eux, scolastiques à Guernesey et l'autre 5 séminaristes de Quimper. Cette même année-là, d'autres "anciens", plus jeunes, se trouvaient au noviciat, au petit-séminaire ou au petit-noviciat.

La célébration du Centenaire en 1938 et la dernière année d'avant-guerre

En mai 1938, Le Likès célèbre, avec éclat, le **centenaire** de sa création. Trois jours durant, les 13, 14 et 15 mai, les festivités se succèdent, marquées par des messes solennelles, des activités sportives et des séances récréatives. La journée de clôture, un dimanche et fête de saint Jean-Baptiste de La Salle, marque le sommet de ces célébrations. A la grand-messe pontificale, présidée par Mgr Cogneau, la chorale se distingue par ses chants remarquables, entre autres la Cantate du Centenaire, composée expressément pour ces fêtes par M. Georges Renard, maître de chapelle à Saint-Germain l'Auxerrois (Paris), sur un texte du Frère Paul Sébillot qui, était alors, avec le Frère Guillaume Stévant, une des belles plumes likésiennes.

La fin de la matinée est marquée par la réunion statutaire de l'Amicale des Anciens Elèves qui ont choisi ce jour-là pour leur assemblée annuelle. A midi, devant une foule recueillie, une gerbe de fleurs est déposée au pied du Mémorial aux professeurs et anciens élèves, morts au Champ d'honneur lors de la guerre 1914-18. Ce monument, situé sur la cour d'honneur, près de l'entrée du jardin, avait été inauguré en 1934.

Puis les groupes prennent la direction de la salle du banquet: il s'agit de l'immense hall des sports, juste reconstruit et magnifiquement décoré. A la table d'honneur, autour de Mgr Duparc, évêque de Quimper et de son auxiliaire Mgr Cogneau, ancien élève, ont pris place plusieurs parlementaires et de nombreuses autres personnalités religieuses, civiles et militaires. Aucun représentant, par contre, de la préfecture, de l'éducation nationale et de la municipalité quimpéroise: les choses avaient, hélas, bien changé depuis cent ans!

A l'heure des toasts, de nombreuses voix se firent entendre pour célébrer le grand événement et se féliciter du long et fécond sillon tracé par Le Likès depuis un siècle. Le dernier orateur, et le plus applaudi, fut Mgr Duparc dont l'éloquence était depuis longtemps connue, bien au-delà des limites de la Bretagne. Et comme le dira le Palmarès de l'année suivante:

"Inutile de dire combien ces discours furent chaleureusement applaudis. C'était un spectacle vraiment réconfortant de voir cette foule. En effet, neuf cents se trouvaient au banquet du centenaire. Près de trois cents autres, inscrits trop tardivement, n'avaient pu y trouver place. Douze cents anciens accourus, en dépit du mauvais temps, de tous les coins du Finistère, des départements voisins et même d'au-delà. Douze cents anciens, de tout âge, de toute profession, de toute condi-

tion, se serrer autour de leurs anciens maîtres ... peut-on demander une preuve plus tangible de reconnaissance, un témoignage plus fervent de félicité?"

Après le repas, on se hâta vers la grande salle où les acteurs et les musiciens du Likès se surpassèrent dans l'interprétation d'un drame historique, « Jeanne d'Arc », de Jules Barbier, et musique de Gounod. Cette représentation lyrique, avec ses nombreux costumes et ses riches décors, fut vraiment le summum de la production théâtrale likésienne.

« Dans la soirée, un feu d'artifice devait clore les fêtes du centenaire du vaillant Likès dont les bâtiments s'illuminèrent de mille feux. Une foule enthousiaste circula toute la soirée dans les parages, saluant le départ des fusées et la féerie des embrasements ... »

- Après ces fêtes brillantes, **l'année scolaire 1938-39** s'ouvrit avec un effectif de 860 élèves, chiffre jamais atteint auparavant dans l'histoire du Likès. Pourtant cette rentrée d'octobre 1938 dut être retardée en raison des menaces de guerre qui assombrirent l'horizon international et entraînèrent la mobilisation de plusieurs professeurs. Tout rentra momentanément dans l'ordre après les fameux accords de Munich, signés entre la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Italie: la paix était sauvée, mais pour combien de temps?

En effet cette année scolaire "*orageuse et lourde d'inquiétude*" comme l'écrivait le directeur dans la présentation du Palmarès de 1939, fut marquée de nombreuses crises internationales, laissant présager le pire. Au Likès, pourtant, la vie scolaire se déroulait normalement: trois nouvelles classes avaient été ouvertes, un autre bâtiment sortait de terre le long de la rue de Kerfeunteun et, en fin d'année, la moisson de diplômes cueillie par les élèves sera plus abondante que jamais. Et en juin 1939, le directeur pourra écrire:

"Il nous est agréable d'affirmer que cette année 1938-39, si troublée et si angoissante, nous eûmes du moins au LIKÈS, la consolation de goûter parmi tous les élèves, et très spécialement dans les hautes classes, un esprit vraiment familial et chrétien qui fut notre réconfort".

Ainsi se termina cette dernière année scolaire de l'avant-guerre et la 20e depuis la réouverture de 1919. Les possibilités offertes par les constructions en cours permettaient d'entrevoir une rentrée suivante plus nombreuse encore que la précédente. De fait, en fin août 1939, l'effectif des élèves inscrits atteignait 950. Mais les événements allaient bouleverser toutes les données.

Chapitre 9 : LE LIKES DANS LA GUERRE (1939-1945)

Le 3 septembre 1939, la France et le Royaume-Uni se retrouvaient en guerre avec l'Allemagne, pour la deuxième fois en 25 ans. A vrai dire, ce nouveau conflit européen puis mondial, on l'avait senti venir depuis quelque temps, spécialement depuis 1933, date à laquelle le national-socialisme ou nazisme, avec Hitler à sa tête, avait pris le pouvoir en Allemagne. Le nouveau Reichsführer s'efforça, par tous les moyens, d'effacer pour son pays les conséquences du traité de Versailles de 1919 et des autres accords signés ensuite par l'Allemagne. Au mépris de ces traités, on assista successivement à la reconstruction de la Wehrmacht (force armée) et à la remilitarisation de la rive gauche du Rhin. A chaque fois, les démocraties occidentales (France et Royaume-Uni) protestèrent vigoureusement mais ne réagirent pas concrètement. Il faut dire que le souvenir des pertes terribles subies durant le précédent conflit rendaient notre opinion publique plutôt pacifiste. Et Hitler en profita pour avancer sans cesse de nouveaux pions: en mars 1938 annexion de l'Autriche, en septembre de la même année rattachement à l'Allemagne du territoire des Sudètes, grâce aux fameux accords de Munich, et en mars 1939 c'est tout le reste de la Tchécoslovaquie qui est rayé de la carte. Il fallut finalement l'invasion de la Pologne par les troupes allemandes, au début de septembre, pour que les Alliés honorent enfin leur signature. Mais entre temps, l'Allemagne s'était dotée d'une force militaire redoutable et, de plus, le pacte germano-soviétique d'août 1939 avait complètement changé la donne en Europe.

Quant à la génération d'élèves des années trente, qui avait grandi dans le souvenir poignant de la première Guerre Mondiale, où tant de ses aînés avaient été broyés, elle avait vu approcher avec angoisse mais courage un second conflit plus terrible encore: elle continua à mener une vie normale, à travailler avec ardeur et à essayer de se forger un avenir qui pourtant s'annonçait, d'année en année, plus incertain et plus sombre. Sans trop le savoir, elle s'était préparée à faire dignement face au pire.

La "drôle de guerre" et l'invasion allemande

Tandis qu'à l'Est, les troupes allemandes, aidées bientôt par l'armée soviétique, brisaient en trois semaines l'héroïque résistance polonaise, à l'Ouest on entra dans ce qu'on a appelé la "drôle de guerre": l'armée britannique n'était pas prête à se lancer dans de vastes opérations militaires et les troupes françaises, toujours marquées par le souvenir des carnages de 1914-18, préféraient attendre l'assaut de l'ennemi à l'abri de la célèbre ligne Maginot, construite entre les deux guerres. L'automne et l'hiver passeront ainsi, pratiquement sans combats. Et, pour rassurer la population, on voyait l'agence Havas proclamer: "*l'Allemagne est sur le chemin du chaos. Elle manque de 600.000 officiers et sous-officiers*", et Geneviève Tabouis écrire, le 1er janvier 1940: "*il apparaît à tous d'une façon indiscutable que la guerre est déjà gagnée...*". Il ne restait plus que quelques mois avant de découvrir l'ineptie de pareils propos.

- Mais revenons au Likès. Comme nous l'avons déjà dit, la guerre allait y changer bien des données. La mobilisation générale y touche 17 Frères sur 31. De plus, dès le 12 septembre, c'est la réquisition de l'établissement à titre d'Hôpital Complémentaire. Ne resteront à la disposition de l'école que les bâtiments longeant la rue de Kerfeunteun (où la nouvelle construction n'est pas achevée) et, du côté ouest, le

bâtiment Saint-Joseph et l'ancien scolasticat, avec le vestiaire et la salle de tir attenants. Ajoutons y les ateliers et le hall des sports. Tous les autres locaux, soit les trois-quarts du Likès, devenaient hôpital militaire.

Le Frère Bengloan, directeur, fait face courageusement à la situation. Certes, il n'est plus question d'accueillir les 950 élèves inscrits. On commence par fermer les classes primaires et, par suite de la mobilisation du professeur (le Frère Jean-Pierre Jaouen), on se résigne aussi à supprimer les cours d'agriculture: deux sections du vieux Likès et datant de 1838 qui disparaissent d'un seul coup. Puis, en transformant ou utilisant au mieux les locaux disponibles (c'est ainsi que la salle des fêtes devient salle d'étude), on réussit à garder 7 classes secondaires et 5 techniques, et à admettre 520 élèves dont 300 internes. Pour combler les vides causés par la mobilisation des Frères et des laïcs, on fait appel à une dizaine de nouveaux professeurs dont bon nombre sont des anciens élèves venant de terminer leur scolarité au Likès.

La rentrée a lieu le 12 octobre et l'année scolaire démarre sans trop de difficultés. La question des cours de récréation pose bien des problèmes, puisque l'établissement ne dispose plus que de la cour des sports et de celle dite du tunnel. Encore faut-il partager celle-ci avec le petit-noviciat dont c'est l'aire de jeu habituelle.

Les deux premiers trimestres se déroulent ainsi à peu près normalement, l'école et l'hôpital vivant en bonne entente. D'ailleurs celui-ci fonctionne au ralenti, du fait de la "drôle de guerre".

Mais l'établissement ne veut pas rester étranger à l'effort de guerre que le pays doit soutenir pour sa survie. Dès le 29 août 1939, le directeur a écrit à l'Inspecteur du Travail pour mettre les ateliers et les machines-outils du Likès "à votre disposition pour le service de la Patrie". De son côté, l'UNETP (Union Nationale de l'Enseignement Technique Privé) a engagé des démarches semblables auprès du Ministère du Travail. On en trouve un écho dans la lettre du 6 mai 1940, adressée au directeur par les services de ce ministère, lettre qui suggère la création au Likès, outre les enseignements déjà existants, d'un **Centre de Formation Accéléré**, pour la main-d'œuvre nécessaire à l'effort de guerre. Le directeur y répond favorablement dès le 12 mai. Par suite des événements, ce Centre n'eut qu'une vie éphémère mais il aura, comme nous le verrons, des prolongements intéressants.

A Pâques 1940, 8 autres Frères sont à leur tour mobilisés et il faut faire appel à de nouveaux renforts pour le corps professoral, entre autres à Monsieur Lozac'hmeur, aumônier, pour les maths, et à une religieuse de Saint-Mathieu, Soeur Paul, pour le français. Mais le troisième trimestre va bientôt connaître une suite d'événements dramatiques dont nous empruntons le récit au « Supplément de l'Historique pour l'année 1940 » rédigé par le directeur:

« Après l'invasion de la Belgique et de la Hollande, en mai 1940, les événements se précipitent. C'est bientôt la débâcle. Le gouvernement se décide à fermer toutes les écoles jusqu'à nouvel ordre. D'ailleurs l'atmosphère enfiévrée de la guerre et des défaites ne permettait plus un travail sérieux. Les examens sont devancés. Ils obtinrent plein succès au Likès.

Déjà les bruits les plus fantaisistes circulent sur l'invasion allemande. On se refuse à croire l'évidence des faits.

Le 9 juin, un officier anglais vient au Likès demander à réparer une moto, en panne à 3 km de Quimper. Il fait partie d'un détachement qui comme nombre d'autres dé-

filent vers Brest. Pourquoi? Sans doute pour prendre du matériel et retourner par la route nationale Brest-Paris? Une relève sans doute? Les réponses embarrassées de l'officier ne laissent bientôt plus de doute sur ce qui se passe: les Anglais se rembarquent (et ceci près de 10 jours avant que la France ne demande l'armistice!)

Les alertes se succèdent jour et nuit. La nuit, on se rend dans la prairie, faute d'abris. Mais personne ne veut croire les Allemands si proches de la Bretagne. Que ferait-on d'ailleurs s'ils venaient effectivement? Fuir? Où?

Le 17 juin, à 17 heures, la nouvelle tombe comme un glas funèbre: l'ennemi est à Rostrenen, bientôt à Briec. C'est la consternation. Il s'ensuivit une tentative de fuite par Concarneau d'une dizaine de membres de la Communauté. Elle échoua fort heureusement. Ceux qui la tentèrent crurent prendre le parti le meilleur. Rentrée à Quimper à 21 h. Soirée triste! Le mardi 18 juin fut une journée d'attente et d'incertitude. Pendant que les communiqués, pour soutenir le moral, disaient l'ennemi à Rennes ou à Laval, les Allemands arrivèrent à 17 heures à Quimper. Le soir même toute la garnison française, officiers et soldats, fut faite prisonnière. Un groupe passa devant Le Likès, précédé et suivi de mitrailleuses, bandes à nu. Tableau pénible et navrant pour les spectateurs impuissants ».

Ainsi se termina, dans la confusion et la déroute, cette première année de guerre. Pour Le Likès, comme pour la majeure partie de la France allait commencer la noire période de l'Occupation.

L'occupation allemande au Likès

L'hôpital militaire français fonctionne jusqu'au 20 août. Entre temps, une sentinelle allemande a été installée devant la porte principale, au 2bis de la rue de Kerfeunteun, et le 18 août, a eu lieu la visite de la commission allemande de réquisition. Pour la suite immédiate des événements, redonnons la parole au document précité:

"Le 20 août, ordre est donné d'évacuer, avant 14 heures, tout le premier étage, la salle commune et le bureau du directeur. Déménagement rapide et onéreux. A 14 heures, Le Likès est pris d'assaut par le Front-Stalag 135, suivi peu après vers le soir par le Batt.Stab 188. La 1^{ère} unité s'installe dans les chambres des Frères et la salle commune. Le matériel fut réquisitionné en nombre toujours croissant: bancs, tables, chaises, bureaux des classes. La plus grande partie de ce matériel fut enlevée pendant que le pro-directeur parlementait pour essayer d'en sauvegarder le plus possible.

Le jardin avait été barricadé, dans l'espoir de sauver la maison des religieuses et le hall des sports. Peine perdue. La barricade fut forcée, dès les premières minutes de l'occupation. Le soir, nous fûmes menacés dans nos derniers retranchements, le quartier de l'infirmerie: une résistance décidée et les pourparlers entre le directeur, les maîtres et l'officier amenèrent ce dernier à dire: "Vous avez vaincu" et à s'en aller. Nous occupons depuis les locaux en question... »

Par ailleurs le District continuait à jouir de ses locaux propres qui vont d'ailleurs abriter, outre la maison de retraite et le petit-noviciat, le scolasticat que l'occupation allemande de Guernesey a contraint à revenir à Quimper. Quant au noviciat, chassé lui aussi de Guernesey, il trouvera refuge dans le manoir de Kerplouz, à Auray.

Ainsi commençaient pour Le Likès quatre longues années, émaillées de péripéties diverses dont certaines tragiques, comme nous le verrons. Pourtant le directeur notait, à la fin de décembre 1940:

"Nous nous habituons à nos nouveaux hôtes. Au prix de concessions, dictées par la diplomatie, nous vivons en assez bons termes".

A noter que l'auteur de ces lignes est le Frère Joseph Salaün, devenu directeur à la rentrée de septembre précédente, et dont la parfaite connaissance de l'allemand est un précieux atout pour la "diplomatie" en question. Mais avant d'en revenir aux détails de la vie scolaire, tout au long de cette période, rappelons d'abord quelques-uns des "incidents" qui marquèrent la difficile coexistence entre l'école et la garnison allemande.

- **Les pigeons voyageurs.** Dès le dimanche 15 août 1940, un officier allemand demande à visiter le pigeonnier, près de la ferme. Le professeur qui s'en occupait (le Frère Jean Belzic) étant mobilisé, personne ne s'en est inquiété par la suite. On y découvre des pigeons bagués, sans que l'on sache pourquoi. On essaie de persuader l'officier que ce sont des pigeons de basse-cour. Mais lui pense qu'il s'agit d'un moyen de transmission de messages clandestins et parle d'espionnage... Après une semaine d'inquiétude, l'ordre est donné de faire disparaître les volatiles. Ils passeront vite à la casserole.

- **Le billet injurieux.** Laissons, une fois de plus la parole au directeur:

"Le lundi 3 février 1941, on découvre un billet, injurieux pour l'armée allemande, dans la guérite de la sentinelle placée sur la rue de Kerfeunteun. Le fait m'est signalé par le sergent de garde: désormais la porte du jardin, donnant passage aux élèves pour se rendre aux réfectoires et aux dortoirs, sera interdite. Je proteste en faisant remarquer que c'est la seule sortie dont nous disposons. Je parlemente avec le corps de garde et on arrive à la conclusion suivante: le sergent de garde ouvrira encore la porte ce jour-là, à 20h15, pendant le temps nécessaire au passage des élèves. Mais cela ne se fit pas. Les élèves au nombre de plus de deux cents durent attendre près de la maison des religieuses. Quelques-uns s'impatientèrent, prirent du gravier qu'ils lancèrent contre la maison occupée par le bureau des officiers. Une sentinelle reçut un caillou sur son casque... L'incident dégénéra en une petite bagarre, dans laquelle deux élèves et deux professeurs (les Frères Cader et Hascoët) furent arrêtés. Le Frère Cader fut arrêté pour avoir voulu se rendre auprès du poste de garde qu'il connaissait. Il fut reçu par un coup de feu. Ne le voyant pas revenir, la communauté était inquiète. Blessé? Mort?"

Le lendemain matin le directeur se rendit auprès des officiers et fit les excuses de circonstance pour l'incident regrettable survenu. Grâce aux bonnes relations entretenues précédemment, la colère de ceux-ci se borna à faire suivre le rapport de cette affaire. Mais c'était beaucoup car la Feldgendarmarie devait s'en mêler. Les deux professeurs et les deux élèves arrêtés furent relâchés à 10h30.

Il s'ensuivit une série de démarches à la Feldkommandatur, à la Standortkommandatur, chez Me Le Niniven, avocat, chez Melle Fried, interprète autrichienne. On décida de renvoyer 4 élèves parmi les plus coupables. L'auteur du billet se découvrit et fut renvoyé également.

Le directeur envoie son rapport à la Kommandatur. Le 19 février, il y a une confrontation des professeurs de la communauté et du sergent de garde le soir du 3 février. Cette confrontation tourna plutôt à la confusion des Allemands. L'affaire traî-

nera en longueur pendant deux mois. Inquiétude de la communauté et principalement des professeurs inculpés. Ces derniers pouvaient en effet s'attendre au pire et vécurent des jours d'angoisse ...

Le mercredi 12 mars, l'incident du 3 février reçoit sa solution définitive sous la forme d'une amende de 30 R.M., infligée aux deux professeurs (coupables!!) ... La joie fut grande pour tout le monde: cette affaire qui avait fait beaucoup parler se terminait avec le minimum de peine.... »

- **Le carreau cassé.** Entre temps, un autre incident avait failli envenimer les choses: le vendredi 21 février, on découvre sur le vestiaire occupé par les Allemands, un carreau cassé par un caillou, lancé de l'extérieur. Le directeur est appelé pour constater les faits. En y regardant de plus près, on constate la disparition de plusieurs objets, notamment de bottes et de gants. Le directeur rassemble immédiatement les élèves et leur demande de rapporter les objets, avant que les Allemands n'aient le temps de réagir. Les élèves s'exécutent. Un ouvrier pénètre dans le vestiaire par la fenêtre et remplace le carreau. On remet en place les bottes et les gants volés et l'incident qui aurait pu avoir les suites les plus graves est clos. Une fois encore l'école avait connu une chaude alerte.

- **L'histoire des dindes.** Si l'année 1942 fut plus calme que les précédentes, un nouvel incident grave marqua la fin de 1943. A l'approche de Noël et en vue d'une proche permission en famille, un officier allemand avait suspendu trois dindes, dépouillées de leur plumage, à un fil de fer, près de son bureau et cela sous le nez des élèves qui empruntaient un escalier voisin pour se rendre en classe de première. Quelques-uns d'entre eux ne purent s'empêcher d'arroser les volatiles de leur urine, puis d'encre violette. Là, le "crime" devint patent et l'officier outragé fit appel au S.D. (Sicherheits Dienst) et à la police française. Toute la classe (professeurs compris) fut menacée d'arrestation, si les coupables ne se dénonçaient pas. Mais, entre temps, le directeur, par précaution, avait expédié ceux-ci dans leurs familles. Une fouille ordonnée par le S.D. amène la découverte de tracts manuscrits anti-allemands. L'analyse d'écriture confond l'élève René Pernez, 17 ans, de Kerhorre en Plonéis. Il est aussitôt arrêté et conduit à la prison allemande de Saint-Charles, à deux pas du Likès. De là il sera déporté en Allemagne d'où il ne reviendra qu'en 1945, ne pesant plus que 33 kilos. Et encore heureux d'avoir eu la vie sauve.

- L'année 1944 connaîtra d'autres arrestations, encore plus dramatiques, mais n'anticipons pas car il est temps de décrire la vie scolaire likésienne, tout au long de ces quatre années d'occupation.

L'école continue et prospère malgré tout

Nous avons vu Le Likès se battre et s'organiser pour assurer au mieux la rentrée du 20 septembre 1940. Rappelons que celle-ci se fit avec un nouveau directeur car le Frère Louis Bengloan, à la tête de l'établissement depuis 1933, fut alors nommé Visiteur du District de Quimper, dont il était d'ailleurs devenu le Visiteur auxiliaire en 1938, tout en restant alors directeur du Likès. C'est donc **le Frère Joseph Salaün**, pro-directeur depuis un an, et présent au Likès depuis 1922, qui en prit les rênes, comme on l'a déjà dit. Les Frères mobilisés étaient rentrés pour la plupart. Mais certains étaient prisonniers en Allemagne et le Frère Jaouen, ancien professeur d'agriculture, se trouvait, avec beaucoup d'autres Frères bretons de l'autre côté de la Manche. Il y travaillera, pendant quatre années, dans les services de renseignements de la "France Libre".

On sait combien restreint était l'espace réservé aux élèves dans Le Likès occupé. La circulaire de rentrée, adressée aux parents le 3 septembre 1940, est éloquente à ce sujet. De plus les locaux à usage scolaire étaient repartis en deux blocs bien séparés: celui de l'internat le long de la rue de Kerfeunteun et les classes à l'ouest, du côté du tunnel; ajoutons-y les ateliers au nord. Pour passer de l'externat à l'internat, les élèves purent, au début, traverser le jardin et emprunter une porte aménagée dans le mur longeant la rue, près de la maison des Soeurs. Mais après les incidents du 3 février 1941, relatés ci-dessus, ce passage fut interdit par les Allemands et les élèves durent dès lors faire le grand tour par le Champ-de-Foire. Celui-ci servait aussi de cour de récréation, à l'occasion.

- Un des grands soucis de la direction du Likès était la menace permanente d'une réquisition totale de l'établissement par l'armée d'occupation, comme ce fut le cas pour le collège Saint-Yves et le grand-séminaire qui durent s'installer ailleurs. Une première alerte eut lieu le 5 novembre 1940, une seconde le 11 du même mois:

"Nouvelle alerte touchant la réquisition totale. Le directeur va à la Kommandatur (immeuble actuel de l'EDF), a une entrevue personnelle avec le Standort Kommandant et obtient gain de cause. L'officier reconduit le directeur dans sa voiture au Likès qu'il visite. L'année s'achève dans la tranquillité". Néanmoins ce compte-rendu annuel se termine sur une note sombre: *"Les prisonniers de guerre disparaissent vers l'Allemagne les uns après les autres. Quand en reviendront-ils?"*.

D'autres menaces de réquisition générale auront lieu en 1941, comme en témoigne une lettre du Frère Salaün au Frère Visiteur, en date du 17 septembre de cette année-là. Mais une fois encore, l'alerte fut heureusement sans suite.

Et tout cela n'empêchait pas l'établissement de tourner et même de progresser d'une année à l'autre, dans ses effectifs comme dans son organisation scolaire.

- **Innovations pédagogiques.** Une première initiative intéressante fut la création, en septembre 1940, du **Centre de Formation Professionnelle (CFP)**. C'était en fait la suite du Centre de Formation Accélérée, ouvert au printemps précédent. Dans ce CFP, on reçoit gratuitement de jeunes "apprentis" dont l'Etat assure les frais. Le Likès fournit les professeurs, le personnel technique et le matériel de travail. En compensation l'Etat verse une somme, déterminée chaque année par le budget, présenté par l'école et approuvé par l'administration. Pour 1941, ce budget s'élève à 101.470 francs. Dès sa première année de fonctionnement, le CFP compte 60 élèves répartis en deux classes. A la rentrée de 1942, cet effectif atteint 80 et le directeur note à ce propos:

"Cette section a la faveur des familles. Les nombreuses demandes, impossibles à satisfaire à cause du manque de place, le prouvent. 27 élèves du Centre ont passé, avec succès, le C.A.P., au même titre que les autres élèves. Ces APPRENTIS suivent le catéchisme toutes les semaines..."

Une autre innovation, en matière d'enseignement, fut l'introduction du **latin**, en Janvier 1941:

"La chose avait été annoncée aux élèves avant la sortie de Noël. On décida de commencer à la rentrée de janvier. Il y eut 8 élèves puis 12, dans ce premier cours. L'événement est d'importance. Que diraient les collèges ecclésiastiques? L'affaire ne fit pas de bruit. Les événements favorisèrent cette innovation".

- D'une année à l'autre les effectifs scolaires progressaient, et pas seulement en CFP. C'est ainsi que le nombre total d'élèves passe de 520, à la rentrée de 1940, à 587 pour celle de 1941, à 662 en 1942 et à 705 en 1943: si on tient compte de la suppression de la section primaire, ce dernier chiffre est supérieur à tous ceux de l'avant-guerre. Parallèlement s'accroît aussi le nombre de classes, avec la création en septembre 1941 de deux sixièmes, l'une moderne, l'autre classique, ce qui amorce la séparation progressive des deux séries secondaires. A noter, toujours en 1941, la réouverture de la classe de 5e année technique, en vue de la préparation des concours. Enfin, la rentrée de 1943 voit la création de la série philo-sciences en terminale.

- La bonne marche des études se traduit par les nombreux diplômes ou autres succès scolaires, glanés par les élèves à la fin de chaque année. Signalons cependant un incident lamentable, survenu lors des sessions du baccalauréat en 1942. Le Frère Salaün, directeur, nous décrit l'affaire:

"Les jurys d'examen étaient composés de professeurs du lycée de Quimper faisant passer l'examen à leurs propres élèves et à ceux du Likès. Nos candidats et leurs professeurs ont eu à se plaindre amèrement de la partialité montrée par certains examinateurs. Une plainte collective fut déposée devant le Président du Jury puis devant l'Inspecteur d'Académie. Les examens de 1943 montreront si la plainte a porté quelques fruits ... Le texte de la longue plainte adressée et la réponse sont conservés dans les archives".

- **Aménagements matériels.** Pour pouvoir accueillir un nombre croissant d'élèves, durant ces années d'occupation, et réduire si possible la longue liste des élèves refusés faute de place (près de 200 en 1942), la direction du Likès s'efforçait, par des aménagements de locaux ou par des constructions provisoires, de tirer le meilleur parti possible de l'espace restreint laissé par l'armée allemande.

En 1941, un nouveau dortoir fut aménagé dans les combles au-dessus du petit-noviciat, en y remplaçant les lucarnes par des fenêtres normandes. On put y loger 36 internes. Cette même année, la salle de dessin, au second étage du bâtiment Saint-Joseph, fut partagée en trois locaux qui devinrent immédiatement trois nouvelles classes.

Les vacances d'été de **1942** voient s'ouvrir de nouveaux chantiers: transformation en dortoir des alcôves où logeaient les domestiques, au-dessus du bâtiment dit du "scolasticat"; réfection de classes situées, depuis 1939, dans l'étroit bâtiment ayant, avant-guerre, abrité vestiaire et salle de tir et qu'on avait depuis baptisé "ligne Sigfried"; agrandissement des W.C. de la cour du tunnel, les seules toilettes extérieures dont disposaient les élèves. Tous ces travaux furent l'oeuvre de l'entreprise Jourdain d'Ergué-Armel.

En 1943, par suite des nouvelles dispositions de la "défense passive", il fallut déménager bon nombre de locaux car il était interdit d'avoir des classes contiguës ou superposées. De ce fait, plusieurs dortoirs devinrent classes ou vice-versa et la salle des fêtes fut transformée en un immense dortoir très pittoresque. Certains internes durent même aller loger à l'école Saint-Corentin ou dans la salle Louët à Kerfeunteun. Du fait de tous ces déménagements, imposés au dernier moment, la rentrée se trouva reportée au 25 octobre, après avoir déjà été officiellement retardée jusqu'au 18 du même mois, en raison de la crainte d'événements militaires: on parlait

déjà, en effet, d'un débarquement possible des troupes anglo-américaines sur les côtes de la Manche.

Mais les Allemands n'avaient pas attendu cette année-là pour renforcer leurs défenses, un peu partout, y compris au Likès, comme l'écrivait déjà le directeur, en fin décembre 1942:

"L'année a été beaucoup plus calme que les précédentes. Cependant l'école fait l'objet de petites vexations, du fait de la pose de fils de fer barbelés tout autour de la propriété, et de l'interdiction du passage par la prairie en bordure de la voie ferrée, puis l'interdiction du passage par le jardin et finalement la fermeture d'une petite entrée (Venelle Riou) aux élèves. Cinq professeurs seulement sont autorisés à emprunter l'entrée principale, moyennant un Ausweis délivré par l'autorité allemande. Après maintes réclamations, nous sommes autorisés à continuer à nous servir du terrain de Kermoguer."

Pour en revenir à la rentrée de 1943, celle-ci fut marquée par la reprise de la soutane et du rabat par les Frères: le gouvernement avait aboli par décret les effets de la loi de 1904 interdisant aux religieux d'enseigner en France; il ne faisait qu'entériner un état de fait qui datait de l'entre-deux guerres.

- La vie likésienne se déroulait donc assez normalement, en dépit de l'occupation, de la guerre et de toutes leurs conséquences. Parmi celles-ci, les écrits de l'époque mentionnent assez souvent les difficultés du ravitaillement. Dans ce domaine, Le Likès se tirait assez bien d'affaire, grâce aux nombreux agriculteurs qui étaient parents d'élèves ou amis de l'école. Mais les restrictions n'étaient pas qu'alimentaires, comme on le voit par la lecture de la circulaire, adressée par le directeur aux familles, le 7 avril 1943. Cette lettre, est intéressante par l'écho qu'elle donne des divers aspects de la vie likésienne de cette époque: notes hebdomadaires, billets d'honneur semi-trimestriels, fêtes religieuses, discipline pour les sorties en famille, etc...

Un autre trait de la vie du Likès, durant cette période, fut le développement marqué du **sport scolaire**. Celui-ci fut favorisé par la création officielle, en 1941, de l'Association Sportive du Likès et la participation active aux championnats UGSEL et OS-SU. De plus, à partir de l'année 1942-43, est organisée, pour toutes les classes, la demi-journée hebdomadaire de plein air qui s'ajoute aux cours d'éducation physique habituels. Outre les sports déjà en honneur (football et basket-ball) d'autres sont lancés ou développés, tels l'athlétisme, le cross-country, la gymnastique de compétition. Et rapidement Le Likès se fait un nom dans les différents championnats scolaires, aux niveaux district, académie ou même national, comme lorsque, le 4 mars 1944, l'équipe juniors de cross-country devient, pour la première fois, championne de France, avec 127 points, devant Marseille (162 points).

C'était quelques mois avant la Libération mais il restait au Likès à traverser auparavant la période la plus douloureuse de l'occupation. Pour la comprendre, il faut d'abord évoquer encore un aspect, clandestin celui-là, du Likès occupé.

Le Likès dans la Résistance

Le rôle important joué par Le Likès dans la Résistance à l'occupation allemande a été maintes fois décrit dans bien des publications, en particulier dans "**Clandestins de l'Iroise**", tome V (1993), de René Pichavant, et dans "**Les Frères des Ecoles Chrétiennes ... 1939-45**", du Frère Henri-Marie. On se contentera donc ici d'un bref rappel des faits, accompagné de quelques traits inédits.

- Le premier et principal résistant, au Likès, fut le directeur lui-même, le Frère Joseph Salaün. Celui-ci, dix-septième et dernier enfant de Jean-Marie et Catherine Hénault, du moulin de Kerven en Plonéis, devenu en 1922 professeur au Likès (où il avait été élève avant 1906), puis successivement chef-de-division, sous directeur, pro-directeur et enfin directeur, cet homme, ce musicien, titulaire du grand-orgue, cet éducateur et enseignant hors pair, n'avait pas accepté la défaite de 1940. Même, si par ses fonctions de chef d'un établissement occupé par les Allemands, il devait, comme nous l'avons vu, entretenir avec ceux-ci les relations correctes indispensables, il pensait toujours à la libération et la victoire futures, et il ne se contentait pas de les attendre passivement. Déjà, dans son supplément à l'historique pour l'année 1941, nous trouvons ces lignes, révélatrices de son attitude, face à l'Occupant :

"La radio anglaise maintient un peu de nervosité parmi les occupants. L'heure De Gaulle (pour protester contre l'occupation, les habitants s'abstiennent de sortir le 1er de l'an entre 15 h. et 16 h.) est rigoureusement observée".

Mais ce qui n'est encore qu'une disposition d'esprit va bientôt se traduire en acte. Il fut d'abord mêlé à l'une des premières émissions de radio du réseau "Johnny" vers l'Angleterre, au moulin de Kergadou, en Kerfeunteun. Puis il aida de jeunes réfractaires au S.T.O (Service du Travail Obligatoire) à éviter le départ vers l'Allemagne. Parmi eux, il y avait plusieurs jeunes Frères, enseignant au Likès. Mentionnons, en outre, la fabrication ou la collation de faux cachets officiels (une soixantaine) permettant d'établir de "vraies" cartes d'identité.

Son action la plus spectaculaire, et la plus risquée, en matière de Résistance, fut l'aide qu'il apporta aux réseaux qui se donnaient pour tâche de récupérer, de cacher les aviateurs alliés dont les appareils avaient abattus au-dessus de la France, puis de les acheminer vers la côte d'où des bateaux les conduisaient clandestinement en Angleterre. Le premier sauvetage de ce type fut celui d'un aviateur américain, abattu à Pleuven, en août 1943. D'autres, plus nombreux, suivront: les archives du Likès possèdent une liste impressionnante, sans doute incomplète, des aviateurs d'Outre-Atlantique ainsi rescapés. Plusieurs sont revenus, après guerre, revoir les lieux de leur aventure et remercier l'établissement qui les avait sauvés. A ces militaires, s'ajoutaient, sur les mêmes bateaux, des résistants traqués par la Gestapo ou de jeunes Bretons désireux de reprendre la lutte Outre-Manche.

Mais, outre ces actions ponctuelles, le Frère Salaün était l'un des pivots de la Résistance finistérienne et bien des chefs de celle-ci, comme le général Pontferrier (Rosignol), le colonel Berthaud, le colonel Donnard (Poussin), etc ... furent reçus dans son bureau de directeur, où ils se présentaient comme parents d'élèves, sans éveiller les soupçons de l'ennemi, jusqu'au jour où les choses allaient mal tourner.

- A côté du directeur, quatre professeurs s'étaient lancés dans une activité de résistance clandestine. Il s'agit des **Frères Joseph Evain, Albert Floc'hlay, Zacharie Rogard et Yves Cader**. Ils étaient tous les quatre officiers de réserve et, c'est à l'invitation du Frère Bengloan, Visiteur, qu'ils entrèrent, en juin 1943, dans le mouvement "Vengeance", pour enseigner l'art de la guerre aux jeunes quimpérois, dont beaucoup d'anciens du Likès, et les préparer ainsi à reprendre le combat au Jour J. Ainsi commencèrent les exercices de démontage et de maniement d'armes, dans le grenier de la chapelle et le local de la chorale, sous la sacristie, ou en plein air, au Stangala et près de Ti-Mamm-Doue. Pour s'approprier les armes nécessaires à ces

exercices, ils allèrent jusqu'à piller le magasin d'armurerie des Allemands au Likès même. Ces jeux dangereux dureront jusqu'à la date fatidique du 26 avril 1944.

Arrestations et évasions

Parmi les multiples maillons de la chaîne, reliant le Frère Joseph Salaün aux marins qui convoaient aviateurs alliés ou résistants vers l'Angleterre, il y avait Monsieur l'Abbé Cariou, vicaire à Douarnenez. Celui-ci, à la fin de janvier 1944, reçut la visite d'un soi-disant ancien colonel de l'armée française, cherchant, disait-il, à faire passer son fils de l'autre côté de la Manche. Le pseudo-colonel s'appelait, en réalité, Louis Zeller, né en 1895 à Menton, de souche alsacienne. Comme beaucoup de membres de sa famille (un de ses cousins, le général Zeller, se distinguera au putsch d'Alger en 1961), il se lança dans la carrière militaire et devint un brillant officier de marine. Malheureusement, toujours à court d'argent, il fut mêlé à différents trafics, y compris celui de l'opium, ce qui lui valut le conseil de discipline et le renvoi de la marine à l'âge de 30 ans.

Après trente-six métiers, marié à une Bretonne, il se retrouve en 1940 dans les Côtes-du-Nord où, après avoir été sauvé de la noyade par deux Allemands, il adhère au nazisme et devient membre des services secrets des occupants, chargé de débusquer les résistants, ce qui l'amène un jour à Douarnenez, comme on l'a déjà dit.

Bien qu'enclin à la confiance de par ses fonctions ecclésiastiques, l'Abbé Cariou se montre fort réservé face à la proposition de Zeller. Celui-ci revient plusieurs fois à la charge, une fois même accompagné de son pseudo-fils, désireux d'aller respirer l'air d'Outre-Manche. A la mi-avril, le soi-disant père accablé insiste encore et le prêtre, au coeur sensible, sachant qu'aucune solution n'est désormais possible à Douarnenez où l'approche attendue du débarquement allié a supprimé tout projet de départ pour l'Angleterre, conseille à son interlocuteur de s'adresser, de sa part, au directeur du Likès. Le même piège va bientôt se refermer sur les deux hommes. Mais Zeller, aidé de ses sbires, pousse plus avant ses recherches pour englober dans son coup de filet un plus grand nombre de résistants.

- Nous sommes **au mercredi 26 avril 1944**, fête de la Solennité de saint Joseph. En l'honneur du saint patron de leur directeur, les likésiens descendent, en milieu d'après-midi, à l'Odéon-Palace, pour voir le film: "Ademaï, bandit d'honneur". A 15h45, une voiture s'arrête devant l'entrée de la rue de Kerfeunteun (la porte actuelle des livraisons pour la restauration): trois hommes en noir en descendent et demandent à voir le directeur et le Frère Floc'hlay. Croyant avoir affaire à des parents d'élèves, le concierge, M. Noël Grannec, les conduit au premier étage où les deux Frères tomberont dans la souricière. Le Frère Salaün reconnaît tout de suite, parmi les visiteurs, le "colonel" venu le trouver quelques jours plus tôt, de la part de l'Abbé Cariou. Depuis lors, ému par cette visite qu'il trouvait suspecte, et par les arrestations d'amis résistants, il était inquiet et ne dormait plus au Likès. Mais il n'avait pas voulu fuir et se cacher pour ne pas faire tomber des représailles sur son établissement.

Lorsque leur est signifiée leur arrestation, les deux Frères qui portent l'habit religieux, demandent à pouvoir se mettre en civil. Cette autorisation leur est accordée bien volontiers car une soutane encadrée par des policiers attire toujours la sympathie des passants. Zeller et un comparse entrent donc avec le Frère Salaün dans sa chambre, voisine du bureau, tandis que le troisième accompagne le Frère Floc'hlay qui loge à l'autre bout du bâtiment.

Peu de temps après, le Frère Salaün est emmené par ses deux gardiens; ceux-ci, revolver au poing, le conduisent à la voiture qui démarre aussitôt vers l'école Saint-Charles, transformée en prison par les Allemands. Le Frère Salaün y trouve l'Abbé Cariou, arrêté le même jour: ils ne s'étaient encore jamais rencontrés.

Désormais va commencer pour les deux hommes un long et terrible calvaire, ponctué d'interrogatoires, mêlés de tortures. De sa prison, le Frère Salaün peut apercevoir les toitures du Likès tout proche et, bientôt, les nouvelles du débarquement allié en Normandie avivent en lui l'espoir de la libération. Hélas, le 10 juin, cent-cinquante détenus de Saint-Charles, dont le Frère Salaün et Monsieur Cariou, sont emmenés dans cinq cars jusqu'au passage à niveau de Saint-Yvi où un train s'arrête. Ils vont y passer une semaine éprouvante, avant d'arriver à Rennes où ils sont conduits à la caserne Margueritte.

Le 28 juin, reprend le voyage par train. Par suite des bombardements ou des sabotages, le convoi zigzague longuement par Redon, Chantenay, Nantes, Angers, Saumur, Saint-Pierre-des-Corps, Bourges, Montargis, Paris et enfin Compiègne qu'il atteint le 12 juillet. En cours de route, le Frère Salaün a pu écrire un billet à l'adresse des Frères de la Rue de Sèvres à Paris: « Suis en bonne santé, ai faim »

Le 28 juillet, alors que les troupes américaines pénètrent en Bretagne, nos prisonniers reprennent leur douloureux pèlerinage qu'ils termineront au camp de Neuenamme, à 25 km au sud d'Hambourg, "*ce baigne immonde, baigne inventé par la haine, par le paganisme le plus épais et le plus brutal*", comme l'appelle l'Abbé Cariou qui en fera une description saisissante. Car lui, au moins, aura la chance d'en revenir vivant et de témoigner pour ceux qui y sont morts...

- Mais revenons à cette journée du 26 avril et au Frère Floc'hlay qu'un policier allemand accompagne vers sa chambre. Celle-ci n'est autre qu'une simple alcôve située sur la scène de la salle des fêtes, car, comme tous ses confrères, il est aussi surveillant de dortoir et on sait que, depuis la rentrée d'octobre 1943, telle est désormais l'affectation de la grande salle. Pour s'y rendre, Albert Floc'hlay, qui pense déjà à fausser compagnie à son gardien, choisit un chemin détourné: sortie par la rue de Kerfeunteun, descente vers le Champ-de-Foire, rentrée par l'ancien n°2 (entrée actuelle des élèves de BTS), traversée du petit-noviciat et arrivée sur la scène de la salle des fêtes, devant son alcôve entourée de rideaux. Par discrétion, le policier n'y entre pas. Le Frère prend tout son temps pour se changer et faire sa valise, tout en mâchant et avalant quelques feuillets d'un carnet contenant des adresses compromettantes.

Le voilà prêt, revêtu d'un costume civil et sa valise à la main. Pour dérouter son accompagnateur, il choisit cette fois de remonter la salle des fêtes vers le nord, le policier le suivant avec difficulté dans le dédale des lits. Arrivé au pied de l'escalier intérieur menant à la chapelle et aux étages, il a déjà une longueur d'avance sur son "ange gardien". D'un coup de rein il s'élanche donc et enjambe les marches quatre à quatre: à 26 ans et sportif de surcroît, c'est un jeu. Il atteint le palier où se trouve une petite porte donnant sur le fond de la chapelle par laquelle il a prévu de fuir. Et justement, à ce moment précis, le hasard ou plutôt la Providence veut que sorte de la chapelle le Frère Jean Aballéa, maître de la chorale. Celui-ci, surpris, comprend qu'il se passe quelque chose de grave, s'efface devant le Frère Floc'hlay et referme après lui la porte de la chapelle, tout en fixant son regard vers le haut de l'escalier. Le policier qui n'a rien vu, arrive à son tour, tout essoufflé et continue à grimper en

suivant le regard du Frère Aballéa. Il s'apercevra bientôt qu'il a perdu toute trace du fugitif et il abandonne la partie.

Pendant ce temps, le Frère Flochlay a parcouru toute la chapelle en courant, dégringolé l'escalier en colimaçon qui communique avec la grande salle et de là débouché en trombe dans le jardin bordant le Champ de Foire. Puis il atteint la cour du tunnel, descend par la prairie et franchit d'un bond le réseau de barbelés qui lui barre le passage. Le voici bientôt sur la route de Kerrivoal et, par des chemins de campagne, il rejoint la voie romaine, du côté de Kernilis. A la tombée de la nuit, il se trouve à Landrévarzec où il est accueilli avec surprise mais cordialité par les Frères de l'école La Croix-Rouge de Lambézellec, qui, avec leurs élèves, ont trouvé refuge dans le manoir de Kerguélegan, pour échapper aux bombardements sur la région brestoïse.

Au milieu de la nuit suivante, arrivent également à Kerguélegan les Frères Zacharie Rogard et Yves Cader, compagnons de résistance du Frère Floc'hlay. Prévenus à l'Odéon-Palace de l'arrestation de celui-ci, ils ont préféré fuir à vélo et rejoindre Landrévarzec où ils ont la surprise de retrouver leur confrère qu'ils croyaient aux mains des Allemands.

Des le lendemain, munis de nouvelles cartes d'identité, tous trois s'éloignent vers l'est de la Bretagne. Les Frères Flochlay et Rogard reviendront à Quimper, en août, pour prendre part, avec les jeunes qu'ils ont formés, aux combats de la libération de la presqu'île de Crozon. Quant au Frère Cader, il participera à des batailles contre les Allemands, à Saint-Georges-de-Reintembaut, en Ille-et-Vilaine. Dès le 26 avril, le Frère Joseph Evain avait, lui aussi, quitté Le Likès pour rejoindre son Morbihan natal où il restera jusqu'au départ des Allemands.

Fin de l'occupation et libération du Likès

Pour remplacer le Frère Joseph Salaün, le Frère Visiteur nomme le **Frère François Le Bail** comme directeur du Likès. Originaire de Meslan, il avait, après ses années d'études scientifiques à l'Université Catholique de Lille, été nommé, en 1931, sous-directeur du petit-noviciat ou section normale, à l'ombre du Likès. Mais dès cette époque, on le voyait traverser régulièrement la cour Sainte-Marie pour assurer les cours de sciences naturelles en classe de math-élem. En 1937, il quitte la section normale et devient enseignant à plein temps au Likès, assurant en plus les rôles de chef-de-division et de sous-directeur. Il poursuit aussi ses recherches en géologie et en minéralogie et entreprend la constitution d'une riche collection de roches et de fossiles qui fera pendant longtemps la réputation du Likès, avant d'attirer aujourd'hui les regards admiratifs des visiteurs du musée de Saint-Hernot en Crozon.

Bien que plus à l'aise dans le contact direct avec les élèves et dans ses travaux scientifiques que dans les tâches administratives, le Frère Le Bail assume pleinement la lourde charge qui vient de lui être confiée si brusquement et dans des circonstances si tragiques. Avant tout, il fait en sorte que toutes les classes puissent fonctionner et pour cela il lui faut parer à la disparition du Frère Joseph Salaün et des quatre autres Frères, entrés dans la clandestinité. Grâce au dévouement des autres professeurs, de Monsieur Lozac'hmeur, aumônier, des Abbés Boucher, professeur à Saint-Yves, et Coatmeur, du grand-séminaire, et du Frère Jean Salaün, affecté provisoirement au Likès, tous les cours peuvent être assurés jusqu'au 20 mai, date à laquelle une décision rectorale impose la fermeture de l'internat, en raison de la recrudescence des bombardements sur la Bretagne. L'externat continue

jusqu'au 6 juin, jour du débarquement allié sur les côtes normandes. Les sessions d'examens peuvent néanmoins se dérouler et elles donnent, pour Le Likès, des résultats très satisfaisants dans l'ensemble. A noter cependant qu'en raison du manque de courant, l'examen du C.A.P. de tour ne peut avoir lieu.

Entre temps, le 29 mai, nouvelle alerte de la part de la Gestapo: Le Likès est entouré par la troupe allemande. Il s'agissait de s'emparer du Frère Floc'hlay, soupçonné d'être revenu à Quimper. Il se trouvait heureusement à Tinténiac, en Ille-et-Vilaine. Une autre rafle aura lieu pour rechercher les réfractaires au S.T.O. présents dans l'établissement, dont un bon nombre de Frères et de professeurs laïcs. Par chance, leurs papiers étaient apparemment tous en règle!

Les élèves partis, il ne restait plus aux Frères du Likès et de la maison de retraite voisine, tous suspendus aux nouvelles concernant le front normand, qu'à attendre le jour de la Libération, en espérant que celle-ci se ferait sans trop de casse. Par mesure de sécurité, les petits-novices avaient rejoint l'école Saint-Louis de Saint-Evarzec et les scolastiques Saint-René de Landrévarzec.

A propos de **la Libération de Quimper**, bien des choses ont été écrites dans des livres, des revues et des journaux. Ces comptes-rendus ne concordent pas toujours et certains s'en sont servi pour tirer un peu trop la couverture à eux. Le récit que nous utilisons se trouve aux Archives des Frères de Bretagne. Il n'est pas signé mais, par certains détails qu'il contient comme par le style de son auteur, il ne fait pas de doute que celui-ci est le Frère Bengloan, Visiteur. Il était bien placé pour suivre les événements de près et les noter au jour le jour, car la libération de Quimper fut avant tout celle du Likès, puisque c'est là que les Allemands concentrèrent peu à peu le gros des troupes qu'ils avaient en ville et dans les environs. On trouvera ce document, in extenso en annexe. Les lignes qui suivent en donnent un résumé.

Jeudi 3 août. Les Allemands, inquiets, commencent les préparatifs en vue d'un départ imminent.

Vendredi 4 août. Les bruits les plus fantaisistes circulent: les Américains seraient à Rosporden, voire à Saint-Yvi. Les Allemands évacuent dans le désordre de nombreux locaux qu'ils occupent en ville, y compris la Kommandatur. La population se met à pavoiser partout, y compris sur une des flèches de la cathédrale où flotte le drapeau français. La foule en délire défile dans les rues.

Pendant ce temps, les troupes allemandes se concentrent au Likès en vue du départ. Elles brûlent leur matériel mais occupent toujours tous les points de défense longuement étudiés depuis quatre ans. Il s'agit de protéger le repli, fixé à 22h30.

Mais avant 22 heures, quelques groupes de résistants ont aperçu les postes de défense... Coups de feu, grenades ... La bataille gronde, l'ordre de départ est différé.

Samedi 5 août. Les drapeaux flottent encore mais il y a eu des victimes, de part et d'autre. La garnison du Likès a reçu des renforts. Elle décide une expédition punitive: des patrouilles parcourent la ville, tirant sur toute maison où flotte encore les couleurs alliées. La Résistance, trop peu nombreuse, harcèle inefficacement l'ennemi. Une atmosphère de terreur remplace l'immense joie d'hier.

Un coup de feu hâtif part de la préfecture: les Allemands s'emparent des employés qui sont conduits à la prison de Saint-Charles et bientôt la préfecture brûle.

La ville est devenue morte. Les habitants ne peuvent sortir, d'autant plus que d'importantes troupes de Géorgiens (se battant à côté des Allemands) sont venus occuper le grand-séminaire, en renfort.

Dimanche 6 août. Le commandement F.F.I (Forces Françaises de l'Intérieur) fait demander au Likès des renseignements sur la force des troupes occupantes. On peut heureusement les dissuader de tenter une attaque: Le Likès est devenu une citadelle qu'on ne saurait réduire qu'avec des effectifs nombreux et de puissantes armes offensives. Et le narrateur ajoute: "Par ailleurs nous percevons les fissures du moral allemand, et, à l'occasion, nous provoquons ces dépressions".

Lundi 7 août. La journée paraît plus calme. Pendant la nuit du lundi au mardi, une première colonne allemande s'achemine vers Crozon.

Mardi matin 8 août. Les Frères comprennent que la libération approche. La destruction du matériel de guerre a repris: un camion entier et deux ou trois voitures de munitions, ainsi qu'un camion contenant cinq tonnes de farine flambent, avec fracas, près du hall des sports. La ville entière croit à l'incendie du Likès.

10 heures. Les postes de défense se dédoublent. Une section traîne un canon de 50 mm près de la chapelle de la maison de retraite: une salve d'adieu de 14 coups fait voler en éclats de nombreux carreaux.

Le Frère Directeur et le Frère Visiteur ont été avisés du départ par le commandant de la garnison (un Autrichien) qui leur remet les clés du grand portail et ils assistent au lamentable exode de la troupe. A peine le dernier soldat allemand a-t-il franchi le portail, qu'ils referment celui-ci avec une immense allégresse: Le Likès sort indemne de la longue bataille de plus de quatre ans. Dieu soit béni!

Vers midi, le Frère Visiteur descend en ville pour alerter les services français. Pas âme qui vive. Mais sur son passage, l'entrebâillement des volets s'agrandit: « Que se passe-t-il? »

L'annonce de la délivrance laisse sceptique: on a été durement trompé il y a quelques jours.

A 13 heures: libération des prisonniers à Saint-Charles; cette fois, plus de doute, "ils" sont partis pour de bon...

L'année scolaire 1944-45

A peine les Allemands partis, le Frère Le Bail doit songer à la prochaine rentrée. En attendant, le 19 août, Le Likès héberge des réfugiés de Concarneau, au nombre d'environ 800. Ils restent une huitaine de jours et, le 24 septembre, la réquisition de l'établissement est levée.

Mais les locaux évacués sont dans un piteux état et il faut vite parer au plus pressé. La rentrée des externes peut se faire le 23 octobre, peu de temps après le passage mémorable à Quimper de la statue de Notre-Dame de Boulogne. Les internes devront attendre le 7 novembre. Au total, ce sont 820 élèves (dont 447 internes) qui envahissent l'établissement, mais il a fallu refuser près de 500 demandes, faute de place, surtout que 2 dortoirs, 2 réfectoires et 4 classes sont inutilisables pour le moment. Le corps professoral comprend 29 Frères et une douzaine de laïcs.

L'année scolaire démarre sans trop de problème, même si là-bas à l'Est la guerre continue et que les restrictions alimentaires ou autres sont loin d'être terminées. Le

8 décembre 1944 est marqué de façon solennelle, car on a voulu célébrer ce jour-là le 25e anniversaire de la réouverture du Likès en 1919.

- Mais à mesure que les mois passent, l'inquiétude grandit au sujet du **Frère Joseph Salaün**, dont on est sans nouvelles depuis le 10 juillet. Il faudra attendre jusqu'après l'armistice du 8 mai 1945 pour savoir officiellement qu'il était mort le 17 décembre 1944, au Kommando de Bremen-Farge, dépendant du camp de Neuengamme. Grâce à l'Abbé Cariou, on aura quelques échos des derniers mois de la vie de notre héros. A la fin d'août, ils furent séparés, car le prêtre avait été désigné pour travailler dans des mines de fer. Avant de se quitter, le Frère Salaün lui avait dit quelques phrases qui resteront longtemps gravées dans la mémoire des Likésiens d'après-guerre:

"Union de prières toujours. S'il arrive malheur à l'un d'entre nous, le survivant restera fidèle à la mémoire de l'autre. Tu sais, je ne crois pas que j'en sorte. Après tout, je n'ai pas lieu de me plaindre ... Ma vie, somme toute, a été belle et heureuse. J'ai servi de mon mieux deux causes pour lesquelles il vaut la peine de consumer sa vie: celle de mon Pays et celle de mon Dieu. J'ai enseigné à des générations d'élèves. J'ai travaillé à en faire de bons Français et de solides chrétiens.. Mourir à 48 ans, mourir pour son Pays et pour sa Foi, à 48 ans, vraiment ce ne serait pas si mal. Dieu m'a gâté ... »

Il y avait à Neuengamme d'autres Frères, venant de Murat (Cantal) qui eux aussi ont témoigné. Plusieurs d'entre eux travaillèrent au Kommando de Bremen-Farge, à la construction d'une base sous-marine, dans des conditions épouvantables. Le Frère Joseph Salaün les y rejoignit bientôt et connut ainsi le travail de forçat, quels que fussent le temps et la température, et les appels interminables dans le froid ou la pluie, avec une alimentation dérisoire.

Mais, à la fin de novembre 1944, arrive de Berlin l'ordre de rassembler à Dachau les prêtres, pasteurs et religieux détenus dans les autres camps de concentration. On a dit que ce regroupement se serait fait sur intervention du Pape; d'autres pensent, au contraire, qu'il s'agissait pour les nazis d'enlever des camps ceux qui, clandestinement, soutenaient le moral des déportés, et maintenaient une présence spirituelle. C'est ainsi que reviennent à Neuengamme ceux qui travaillent dans les Kommandos extérieurs et doivent "bénéficier" de cette mesure, et parmi eux l'Abbé Cariou. Le Frère Salaün ne sera pas de ce nombre: était-il déjà intransportable? A-t-il refusé de se déclarer comme religieux pour rester près de ses camarades de souffrance? Toujours est-il qu'au départ du groupe pour Dachau, le 19 décembre il n'était pas là : deux jours plus tôt il avait quitté ce monde, au Kommando de Bremen-Farge, exténué par la fatigue, la faim et la maladie.

Jusqu'à nos jours son souvenir est resté très présent au Likès où un monument, placé dans la cour d'honneur, honore sa mémoire. Par ailleurs, un Diplôme de Gratitude du Gouvernement britannique, The Medal of Freedom de l'Armée américaine et la décoration française de Chevalier de la Légion d'Honneur sont venus reconnaître l'abnégation et le sacrifice exemplaires de ce héros.

- Et nous voici au début de l'année **1945**. Malgré les rudesses de l'hiver, avec l'absence de chauffage et les difficultés du ravitaillement, chacun se sent soutenu par la perspective de la fin proche du conflit en Europe. Et baignée par cette douce espérance, l'année scolaire se déroule sans accroc, au rythme des demi-trimestres, entrecoupés des fêtes likésiennes traditionnelles. Signalons à ce propos le magnifique

concert spirituel, donné dans la chapelle, le 5 mai, par une chorale de 200 exécutants, regroupant des likésiens, des petits-novices et des scolastiques, et interprétant le Messie de Haendel, sous la direction du Frère Aballéa.

Le sport non plus ne perdait pas ses droits et, non content de conserver son titre de Champion de France en cross juniors, acquis l'année précédente, Le Likès devenait, le 21 mai, à Paris, Champion de France d'athlétisme, toutes catégories, devant Saint-Pierre de Lille et Saint-Genest de Bordeaux: trois écoles lasalliennes sur le podium. C'est dans l'euphorie de ces succès sportifs et dans l'atmosphère exaltante de cette période de fin de guerre que fut composée la fameuse « **Likésienne** », sorte d'hymne "national" de l'école, mis en musique par M. Gérard Pondaven, organiste de la cathédrale, sur des paroles du Frère Cyprien-Joseph (André Guhur). Aujourd'hui ce chant, commençant par "*Sois fier ô Likès de ta gloire...* » nous paraît plutôt pompeux et, de fait, on ne l'entend plus guère. Mais il faut pour le comprendre se remettre dans l'ambiance particulière de cette époque où, sortant d'un long cauchemar, on marchait vers un avenir paré des couleurs les plus brillantes.

Et pourtant cette fin d'année scolaire 1944-45 fut marquée par deux décisions gouvernementales de nature à refroidir bien des enthousiasmes: d'une part, l'Etat cessait de financer le C.F.P. likésien, pourtant ouvert en 1940 à la demande des autorités académiques; par ailleurs, les boursiers de l'Education Nationale devaient désormais, pour bénéficier de cet avantage, être scolarisés obligatoirement dans un établissement public. Comme quoi le Gouvernement Provisoire, mis en place à la Libération, ne perdait pas de temps à faire revenir les mânes anti-cléricales de la IIIe République, pourtant morte et enterrée dans la défaite de 1940.

Mais Le Likès en avait vu d'autres et, dans le modeste Palmarès, publié en juin 1945, le Frère Le Bail, directeur, pouvait écrire:

"Le Likès continue sa marche ascendante. L'année 1945-46 s'annonce sous d'heureux auspices, et l'affluence des demandes (plus de 900 pour 250 places disponibles) montre en quelle estime les familles tiennent l'école, l'enseignement qu'on y donne et l'éducation qu'on y reçoit".

De fait, la rentrée scolaire d'octobre se fera avec 953 élèves, répartis dans 21 classes, y compris les 2 classes du C.F.P., maintenu mais désormais financé uniquement par les familles. Il n'était plus question de rouvrir les classes primaires mais la section agricole reprit vie, grâce au retour du Frère Jaouen, rentré d'Angleterre, tout comme étaient revenus d'Allemagne des professeurs prisonniers.

Ainsi s'ouvrira pour Le Likès une longue et brillante page de son histoire, qui le mènera, à travers des développements inouïs, vers la fin de ce second millénaire. Nous laisserons à une autre plume le soin de raconter cette nouvelle tranche de l'épopée likésienne, commencée il y a plus d'un siècle et demi, et dont cette modeste publication a essayé de retracer les grandes lignes jusqu'en 1945.